

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

L'ADMINISTRATION LÉGALE

(Loi du 6 avril 1910)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(ÈS SCIENCES JURIDIQUES)

Présentée et soutenue le vendredi 16 juin 1911, à 3 heures

PAR

Edgar GALLET

Président : M. AMBROISE COLIN, *professeur*

Suffragants { MM. AUDIBERT, *professeur*
 TISSIER, *professeur*

PARIS (5^e)

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 12

1911

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

L'ADMINISTRATION LÉGALE

(Loi du 6 avril 1910)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(ÈS SCIENCES JURIDIQUES)

Présentée et soutenue le vendredi 16 juin 1911, à 3 heures

PAR

Edgar GALLET

Président : M. AMBROISE COLIN, professeur

Suffragants { *MM. AUDIBERT, professeur*
TISSIER, professeur



PARIS (5°)

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 12

1911



Digitized by the Internet Archive
in 2026

L'ADMINISTRATION LÉGALE

(Loi du 6 avril 1910)

INTRODUCTION

Il est indispensable, avant d'aborder l'examen des règles de notre droit régissant actuellement l'administration légale, de définir d'une façon précise cette institution, afin de pouvoir ensuite en déduire l'étendue d'application et autant que possible la raison d'être. Après quoi, il conviendra de retracer l'évolution subie par notre législation en cette matière. Enfin, un plan général indiquera quel sera l'ordre suivi dans l'étude à laquelle nous nous proposons de nous livrer.

Tel est l'objet de cette introduction.

I. — NOTION GÉNÉRALE ET DÉFINITION DE L'ADMINISTRATION LÉGALE. — Un enfant possède une fortune personnelle plus ou moins considérable ; jusqu'à ce qu'il soit en état de la gérer par lui-même, une personne expérimentée devra agir à sa place et le représenter dans tous les actes juridiques auxquels

pourra donner lieu la bonne administration de son patrimoine. Notre droit français a pourvu à cette nécessité de protéger les intérêts pécuniaires des mineurs non émancipés non pas, comme rationnellement on pourrait le concevoir et comme d'ailleurs certaines législations le font (1), au moyen d'un remède unique, mais au contraire en faisant intervenir plusieurs systèmes différents ayant chacun sa sphère distincte d'application, mais se ramenant essentiellement à deux, la tutelle d'une part et d'autre part l'administration légale, les autres n'étant en réalité que des succédanés de cette dernière. Et la plupart des législations étrangères ont adopté cette manière de voir. Seulement, tandis que certaines (2) distinguent selon que l'enfant incapable juridiquement de gérer par lui-même sa fortune est soumis à la puissance paternelle ou qu'au contraire, il en est

1. V. par exemple le Code civil du canton des Grisons (Suisse) qui décide que les biens de l'enfant mineur, même du vivant de ses père et mère, sont soumis au régime de la tutelle (Raoul de la Grasserie, *C. civ. des Grisons*, p. 18).

2. V. notamment Codes civils allemand (art. 1773), italien (art. 241). (V. aussi Huc et Orsier, *C. civ. italien*, p. 99 et s.), espagnol (art. 159 et 199), portugais (art. 155 et s., 185, 100), mexicain (Raoul de la Grasserie, *C. civ. mexicain*, p. 47 et 48), chilien (Raoul de la Grasserie, *C. civ. chilien*, p. 151), vénézuélien (Raoul de la Grasserie, *C. civ. du Venezuela*, p. 106 et s.). — C'était le système admis en droit romain.

affranchi et chargent, dans le premier cas, celui qui exerce cette puissance d'administrer les biens de l'enfant avec des pouvoirs plus étendus et une liberté plus grande que lorsqu'il s'agit de pourvoir à la surveillance des intérêts pécuniaires d'un mineur qui, pour une cause quelconque, n'est pas soumis à l'autorité de ses parents, d'autres moins nombreuses (1), tout en admettant en principe cette distinction, s'en écartent quelque peu dans l'application. Ces dernières législations, en procédant ainsi, ne font que reproduire plus ou moins complètement le système du Code civil français. Si, en effet, nous rendons le régime de la tutelle constamment applicable avec toutes ses garanties aux biens des mineurs non émancipés à la personne desquels la puissance paternelle est étrangère, inversement nous n'allons pas jusqu'à décider que l'administration légale, gestion plus libre que la tutelle, s'exercera toutes les fois qu'un enfant ayant une fortune personnelle sera soumis à l'autorité de ses parents ou de l'un d'eux. Ce second principe, réciproque exacte du premier

1. En Roumanie, la tutelle s'ouvre, pour la gestion des biens, au décès de l'un des père et mère légitimes, quoique la puissance paternelle ne soit pas enlevée au survivant (V. Alexandresco, *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 47 et 48). En Belgique, la distinction entre l'administration légale et la tutelle se fait comme en France, puisque le Code civil français y est encore en vigueur.

que nous admettons entièrement, comporte, de par notre droit actuel, une double restriction : nous nous refusons d'une part à soumettre les biens de l'enfant naturel légalement reconnu à l'administration légale de ses père et mère, bien que ces derniers soient alors investis des autres attributs de la puissance paternelle et d'autre part, même en ce qui concerne le patrimoine de l'enfant légitime, nous écartons le système de l'administration légale à la mort de l'un de ses père et mère quoique la puissance paternelle continue à résider sur la tête du survivant.

Ainsi donc l'administration légale ne s'applique qu'aux biens de l'enfant légitime ayant son père et sa mère. Encore faut-il ajouter que si ces derniers que la loi investit de cette fonction à l'exclusion de tout autre, en étaient tous deux déchus pour certaines causes prévues par la loi et que nous aurons à examiner plus tard, il y aurait lieu pour la gestion de la fortune de l'enfant à un régime distinct, ainsi que nous le verrons également par la suite (1).

Nous synthétiserons les explications que nous

1. Remarquons dès à présent qu'il n'y a pas ici de nouvelle brèche au principe qui veut que la tutelle n'existe que là où la puissance paternelle est totalement absente. Car de deux choses l'une : ou les père et mère sont déchus de l'administration légale parce qu'ils sont tous deux complètement dépouillés de la puissance paternelle (L. 24 juillet 1889) et alors, très logiquement, la tutelle s'ouvre pour les biens

venons de donner en définissant l'administration légale, telle que notre droit actuel la conçoit, le pouvoir de gérer les biens de l'enfant légitime jusqu'à sa majorité ou son émancipation, conféré par la loi à ses père et mère et qui ne s'exerce qu'autant que ceux-ci existent tous deux sans être déchus l'un et l'autre.

II. — NON-FRÉQUENCE D'APPLICATION. — Notre institution, ne nous le dissimulons, pas, ne s'applique qu'assez rarement. Elle requiert essentiellement, en effet, pour son existence, deux conditions en quelque sorte contradictoires, à savoir, d'une part, que le mineur non émancipé ait une certaine fortune à lui propre, et, d'autre part que ses père et mère existent tous deux (1). Au premier abord, cela paraît impossible à concevoir : les successions des grands-parents

comme pour la personne de l'enfant, ou au contraire, l'administration légale fait l'objet d'une déchéance, tandis que les autres attributs de la puissance paternelle subsistent plus ou moins intégralement au moins en la personne de l'un des père et mère, et alors, un régime plus libre que la tutelle vient remplacer l'administration légale (V. chap. V. pour de plus amples détails).

1. Dans les pays dont la législation laisse subsister l'administration légale comme les autres attributs de la puissance paternelle après le décès de l'un des père et mère (Allemagne, Italie, Espagne, Portugal, Venezuela, etc.) et même après le décès du père et de la mère, s'il existe des grands-parents (Mexique) l'administration légale a au contraire un vaste champ d'application.

n'arrivent-elles pas aux père et mère de l'enfant plus proches que lui en degré ? N'en va-t-il pas de même de celles de ses oncles et tantes morts sans postérité ? Il semble donc bien que quand l'enfant héritera pour la première fois, ce sera de son père ou de sa mère dont le décès ouvrira la tutelle à l'exclusion de l'administration légale (C. civ., art. 390).

A la lumière de la réflexion cependant, on se rend compte que ces deux conditions pourront se trouver réunies dans certains cas exceptionnels, en sorte que l'administration légale pourra alors fonctionner. Il en sera ainsi dans trois hypothèses principales (1).

1. Indépendamment des hypothèses citées au texte, il y a lieu d'en signaler quelques autres de réalisation moins fréquente quoique pareillement possible, telles que l'acquisition résultant de la découverte d'un trésor (C. civ., art. 716), ou encore celle provenant de la perte d'un ou plusieurs objets de grande valeur non réclamés dans les délais de droit à l'inventeur. Il est peut-être bon aussi de faire remarquer que par le procédé si répandu de nos jours de l'émission par les sociétés, comme par les États, départements, communes, etc., d'obligations à lots, un enfant pourrait fort bien se voir du jour au lendemain à la tête d'un actif important, par suite de l'effet du sort duquel il résulterait qu'un lot de 100.000 francs ou même d'une valeur plus considérable serait échu au mineur titulaire d'une obligation émise à 500 francs par exemple et ainsi remboursée. Mais observons également qu'il n'y a pas là un cas distinct des autres, attendu que le lot n'est en réalité qu'un accroissement fort considérable sans doute, mais purement fortuit d'une fortune précédemment acquise.

1^o Il se peut tout d'abord que l'enfant ait, avant sa majorité ou son émancipation, acquis par son travail un petit pécule, surtout si ses parents lui laissent la libre disposition de ce qu'il gagne (1). C'est par exemple un mineur qui, dès la sortie de l'école primaire, est entré au service d'un exploitant agricole, d'un industriel ou d'un commerçant; ce peut-être tout aussi bien un clerc d'officier ministériel, un répétiteur, voire même un jeune artiste en qui le talent s'est éveillé de fort bonne heure, etc., etc.;

2^o Nous pouvons encore imaginer (et c'est là l'hypothèse la plus pratique) qu'une personne bienveillante gratifie directement l'enfant, par donation entre vifs ou par testament, d'une libéralité plus ou moins considérable ;

3^o Enfin le mineur acquerra même quelquefois par dévolution *ab intestat*, soit qu'il arrive à la succession par suite de l'indignité ou de la renonciation de son père ou de sa mère, qui y était appelé (C. civ.,

1. Ce à quoi ils ne sont à la vérité nullement obligés, car, quoique de par la disposition expresse de l'article 387 du Code civil, ils n'aient pas l'usufruit légal des biens que les enfants acquièrent par un travail et une industrie séparés, il n'en est pas moins vrai que l'obligation de nourrir, entretenir et élever l'enfant à eux imposée par l'article 203 du même Code n'est que subsidiaire, et ne s'exerce sur leur fortune que si l'enfant n'a pas de biens à lui (Cf. Planiol, *Traité élémentaire de droit civil*, t. 1^{er}, nos 1684 et 1701).

art. 730 et 787), soit même qu'il hérite directement. Ce dernier cas se produira, si l'on suppose que l'enfant ait un frère ou une sœur possédant une certaine fortune et que ce collatéral vienne à décéder sans laisser de postérité tout au moins légitime (C. civ., art. 751 et 759).

III. — JUSTIFICATION DE NOTRE INSTITUTION. — Nous venons de montrer que l'administration légale n'avait pas dans notre droit une grande fréquence d'application. Pourquoi donc avoir éprouvé le besoin de créer pour les hypothèses plutôt rares où elle trouve l'occasion de fonctionner une institution spéciale et distincte de la tutelle au lieu d'avoir laissé cette dernière s'appliquer ici comme dans les cas analogues et beaucoup plus nombreux qu'elle régit ? En d'autres termes, quelle est la raison d'être de l'existence de l'administration légale à côté de la tutelle dans notre législation ?

On répond à cette question en faisant intervenir trois motifs d'inégale importance et dont les deux derniers servent surtout à consolider le premier en ce qu'il a d'insuffisant.

Nous savons tout d'abord que l'administration légale a pour trait caractéristique de ne pouvoir s'exercer que du vivant des père et mère ; sitôt l'un d'eux est-il décédé que la tutelle s'ouvre pour les biens de l'enfant (C. civ., art. 390) : c'est donc la

coexistence des parents qui justifie l'administration légale. Et en effet, tant que les père et mère vivent tous deux, les intérêts pécuniaires de l'enfant sont parfaitement sauvegardés par la profonde affection que lui témoignent ses deux protecteurs naturels. Tandis que le père administre avec autant de soin que le propriétaire le plus diligent, la mère lui facilite sa tâche au moyen de ses conseils éclairés et prudents, tout en exerçant sur sa gestion une surveillance attentive qui pourra se traduire au besoin par une demande adressée aux tribunaux et tendant à le faire destituer s'il le mérite. Que se passe-t-il au contraire une fois l'un des parents mort ? L'autre reste seul, il n'est plus contrôlé ni secondé. Aussi conçoit-on parfaitement que l'on place alors à côté de lui et un subrogé-tuteur pour le surveiller et un conseil de famille pour le guider et au besoin lui retirer son administration s'il se montre indigne de la confiance de la loi. Mais quand le père et la mère existent, à quoi bon ces deux rouages de la tutelle ? La présence des parents les remplace et avantageusement même. Celui qui n'exerce pas l'administration légale fait l'office du meilleur des subrogés tuteurs et le conseil de famille est formé par la réunion du père et de la mère se concertant au mieux des intérêts de l'enfant. Il suffit donc que le tribunal intervienne pour autoriser certains actes particulièrement importants (tels que ceux qui exigent en

matière de tutelle l'homologation de la délibération du conseil de famille) et aussi pour destituer l'administrateur incapable ou infidèle et transférer sa gestion à celui des parents qui n'en est pas investi.

Ainsi donc et en résumé, la sollicitude commune du père et de la mère, tous deux existants, pour leur enfant commun, nécessitait pour un nombre d'hypothèses relativement restreint l'intervention d'une institution distincte de la tutelle et affranchie quelque peu de ses garanties?

Si telle est la raison essentielle de l'existence de l'administration légale à côté de la tutelle, il est permis de lui reprocher qu'elle prouve à la fois trop et trop peu. Tout d'abord, il est au moins un cas où la commune affection qui motive l'administration légale existe et où pourtant cette dernière fait défaut. Ceci a lieu quand les père et mère d'un enfant naturel l'ont reconnu et existent tous deux.

Cette objection nous paraît tout à fait fondée ; aussi nous réservons-nous de critiquer bientôt la non extension de l'administration légale dans cette hypothèse à la famille naturelle.

Mais d'autre part et inversement, il est certains cas où le raisonnement précédemment fait pour justifier l'administration légale ne portera pas. Il peut arriver, en effet, que les père et mère soient tous deux vivants, mais que l'un ou l'autre soit dans l'impossibilité plus ou moins absolue de surveiller comme

d'aider dans son administration celui qui est chargé d'agir pour l'enfant.

C'est ce qui se réalisera en cas d'absence ou d'aliénation mentale de l'un des parents et aussi, quoique dans une moindre mesure (car ici ce sera plutôt la mésintelligence des époux ou ex-époux qui produira ce résultat), en cas de divorce ou de séparation de corps. Dans toutes ces hypothèses, le père (ou la mère) investi de l'administration légale agit tout aussi librement et sans plus d'avis ni de contrôle que si l'autre parent était décédé. Mais alors pourquoi y a-t-il lieu d'un côté à la tutelle avec toutes ses garanties, alors que de l'autre l'administration légale subsiste ?

C'est pour répondre à cette objection que l'on invoque une seconde raison qui achève de justifier tant bien que mal l'existence dans notre législation actuelle de l'administration légale à côté de la tutelle.

Il est vrai, dit-on, que, même du vivant des père et mère, il est des situations qui, paraissant de tout point identiques à celle du décès de l'un d'eux, sembleraient réclamer tout autant que cette dernière l'ouverture de la tutelle avec son cortège de précautions. Néanmoins la survivance de l'administration légale là et non pas ici, s'explique par deux différences qui constituent autant de motifs nouveaux en faveur de cette institution :

1° D'abord, du vivant des parents, les enfants ont, comme on le sait, rarement des biens personnels, ou s'ils en ont, ils sont en général peu importants. Au contraire, la mort de l'un des père et mère, qui ouvre la tutelle, accroît au même moment, d'une manière considérable, quand elle ne la crée pas, la fortune de l'enfant qui hérite alors. Pour la gestion de cette fortune, il convenait donc de faire intervenir certaines garanties qu'il pouvait au contraire être permis de laisser de côté dans les cas presque purement hypothétiques où l'enfant a quelques biens d'une certaine valeur, du vivant de ses parents dont l'un ne peut surveiller l'administration de l'autre.

2° Ensuite, ajoute-t-on, le décès de l'un des père et mère provoquera fréquemment entre le survivant et l'enfant mineur des conflits d'intérêts qui étaient beaucoup moins à redouter du vivant des deux parents. Ce qui explique encore pourquoi l'administration légale ne laisse pas constamment place à la tutelle là où la parité des situations semblerait l'exiger.

IV. — ÉVOLUTION DE NOTRE LÉGISLATION EN MATIÈRE D'ADMINISTRATION LÉGALE. — L'administration légale vient de faire en France l'objet de la loi récente du 6 avril 1910 qui, après plusieurs efforts tentés vainement depuis une trentaine d'années dans le même sens, a enfin réussi à combler la lacune de notre

Code civil en cette matière. Nous étudierons donc successivement la défectuosité de l'article 389 du Code civil, relatif à l'administration légale ; les tentatives infructueuses faites en vue d'améliorer cette législation et enfin l'élaboration de la nouvelle loi du 6 avril 1910.

1° *Défectuosité de l'article 389 du Code civil.* — Sans doute eu égard à la rareté de l'hypothèse, les rédacteurs du projet du Code civil avaient négligé de s'expliquer sur la façon dont seraient gérés les biens du mineur non émancipé ayant encore ses père et mère. Le Tribunat s'aperçut de l'omission et, pour la réparer, fit insérer en tête du chapitre de la tutelle, l'article 389, concernant l'administration légale et ainsi conçu :

« Le père est, durant le mariage, administrateur des biens personnels de ses enfants mineurs.

» Il est comptable, quant à la propriété et aux revenus, des biens dont il n'a pas la jouissance ; et, quant à la propriété seulement, de ceux des biens dont la loi lui donne l'usufruit ».

Le laconisme était excessif ! Comment, en présence d'un texte aussi manifestement insuffisant, parvenir à édifier une théorie même incomplète de l'administration légale ?

On pouvait tout d'abord songer et ce procédé

avait été adopté au moins par un auteur (1), en se fondant uniquement sur la place assignée à l'article 389, dans le chapitre du Code, consacré à la tutelle, à assimiler absolument l'administrateur légal à un tuteur, ce qui eût entraîné les conséquences suivantes :

1° L'administrateur légal agit comme le tuteur sous le contrôle d'un subrogé tuteur et d'un conseil de famille et ses biens sont pareillement grevés d'une hypothèque légale pour sûreté de sa gestion ;

2° Les causes d'excuse, d'incapacité, d'exclusion et de destitution de la tutelle sont applicables à l'administration légale ;

3° L'administrateur légal est astreint aux mêmes obligations que le tuteur ;

4° Enfin, ses pouvoirs sont limités de la même manière par la nécessité d'obtenir pour un assez grand nombre d'actes l'autorisation d'un conseil de famille et quelquefois aussi l'homologation de cette dernière par le tribunal et même par l'impossibilité légale de faire certains actes particulièrement dangereux.

Ce système « était simple et complet (2) » ; de plus,

1. Persil, *du Régime hypothécaire*, t. 1^{er}, (1809) art. 2121, n° 12.

2. Demolombe, *Cours de Code Napoléon*, t. VI, (3^e éd., 1866), n° 415.

protégeait très efficacement le mineur dans ses intérêts pécuniaires, seulement, il était la négation même de la distinction de l'administration légale et de la tutelle, qu'il réduisait à néant. Et pourtant cette distinction, quoique non exprimée formellement dans le Code, avait été affirmée catégoriquement au cours des travaux préparatoires, et c'est même afin qu'on n'assimilât pas l'administrateur légal à un tuteur que le Tribunat avait fait insérer l'article 389 dans le projet (1). Ainsi, ce système apparaissait en réalité comme contraire à la loi sainement interprétée.

Seul exact, à notre avis, quoique bien peu soucieux des intérêts des mineurs, eût été le procédé qui, tenant compte de l'intention des auteurs de l'article 389, qui ne voulaient pas que l'on soumit l'administration légale « aux conditions et charges » de la tutelle, produisait des résultats presque diamétralement opposés à ceux auxquels aboutissait le précédent système. Autrement dit les conséquences à déduire de cette opinion eussent été les suivantes :

1° L'administration légale ne comporte ni subrogée tutelle, ni conseil de famille, ni hypothèque légale grevant les biens de l'administrateur ;

1. V. Observations de la section de législation du Tribunat (Locré, Législation civile de la France, t. VII, p. 215, n° 2. — Fenet, Recueil complet des travaux préparatoires, t. X, p. 609). — Exposé des motifs par Berlier. (Locré, *op. cit.*, t. VII, p. 234, n° 3 ; Fenet *op. cit.*, t. X, p. 639).

2° Les causes d'excuse, d'incapacité, d'exclusion et de destitution de la tutelle ne sauraient être étendues à l'administration légale.

3° Les obligations particulières (1) imposées au tuteur sont étrangères à l'administrateur légal, sauf toutefois celle de rendre compte qui lui est spécialement imposée par l'article 389 § 2, sans que du reste les règles dérogatoires au droit commun des articles 472, 474 et 475 relatifs au compte de tutelle soient applicables au compte de l'administrateur légal ;

4° Enfin et surtout, les pouvoirs de l'administrateur légal ne sont pas limités comme ceux du tuteur. Ainsi, il peut faire seul non seulement les actes que le tuteur peut accomplir de la sorte, mais aussi ceux pour lesquels ce dernier doit obtenir l'autorisation du conseil de famille et l'homologation de justice. Et même les actes absolument interdits au tuteur ne le sont pas en principe à l'administrateur légal, sauf toutefois dérogation de la loi, expresse (compromis) ou même implicite (donations).

Ce système de liberté de gestion presque illimitée, si conforme fût-il, selon nous, aux principes d'une

1. Quant à l'obligation générale imposée au tuteur par l'article 450, § 1^{er} et consistant à administrer en bon père de famille, elle s'appliquait également, à notre avis, à l'administrateur légal, non pas par extension des règles de la tutelle, mais par application du droit commun, montrerons-nous.

interprétation correcte de la loi, ne laissait pas d'être tout à fait préjudiciable aux enfants dont il ne protégeait nullement la fortune contre les excès de pouvoir ou la négligence des parents malhonnêtes ou simplement maladroits. C'est pourquoi, il n'est pas, à notre connaissance, d'auteur qui s'y soit complètement rallié.

La presque unanimité de la doctrine ayant repoussé en dépit de leur facilité d'application, ces deux opinions trop radicales, avait préféré opérer parmi les règles de la tutelle une sorte de triage et appliquer à l'administration légale certaines de ces règles à l'exclusion des autres. Mais alors quelles étaient les dispositions dont l'extension devait être ainsi admise ; quelles étaient au contraire celles qu'il convenait de laisser de côté ? Là était la difficulté et elle fut considérable à en juger par les nombreuses dissidences dont notre matière fit l'objet. Assurément, certains points purent être considérés comme irrévocablement acquis ; par exemple, il était incontesté, même avant la loi nouvelle, que l'administration légale ne comportait ni subrogée-tutelle, ni conseil de famille en principe tout au moins, ni hypothèque légale. On s'accordait également à reconnaître que les causes d'excuse, d'incapacité d'exclusion et de destitution non plus que les obligations de la tutelle ne sauraient, au moins en règle générale, être étendues à l'administration légale, ce qui d'ailleurs n'empêchait nullement les dissi-

dences dans le détail. Mais sur d'importantes questions le désaccord subsistait. Il en fut ainsi du point de savoir quelle était au juste l'étendue des pouvoirs de l'administrateur légal. En face de la jurisprudence qui, fidèle interprète de la loi à cet égard nous semblait-il, accordait généralement à l'administrateur légal beaucoup de liberté dans sa gestion, la grande majorité des auteurs se montrait beaucoup plus protectrice des intérêts des mineurs, soit que certains d'entre eux assimilassent complètement, sur le point qui nous occupe, l'administrateur légal à un tuteur, en l'obligeant même à obtenir comme lui l'autorisation d'un conseil de famille pourtant étranger, de leur aveu même, à l'administration légale, soit que d'autres plus nombreux, se contentassent d'exiger qu'il demandât pour certains actes particulièrement importants, l'autorisation du tribunal.

Grave fut pareillement la controverse à laquelle donna lieu le cas d'opposition d'intérêts entre l'administrateur légal et le mineur. Quand cette hypothèse se présente, il est bien évident (et tout le monde était d'accord à ce sujet) que le père (ou la mère) ne peut à la fois agir pour lui et représenter son enfant. Il y a donc lieu de nommer à ce dernier un mandataire spécial. Mais en quelle qualité agira ce représentant ? Sera-ce comme administrateur *ad hoc* ? Ou comme tuteur *ad hoc* ? Ou même comme subrogé tuteur *ad hoc* ? Et qui nommera ce mandataire particulier ?

Le conseil de famille ? Ou le tribunal ? Toutes ces solutions avaient leurs partisans, ce qui une fois de plus provoquait les dissidences.

Dans son insuffisance même, la législation de l'article 389 eût été relativement tolérable, s'il y avait eu possibilité pour les donateurs et testateurs qui adressent des libéralités aux enfants du vivant de leurs père et mère, de régler, par une clause de l'acte, les pouvoirs de l'administrateur légal et même de priver celui-ci de l'administration des biens donnés ou légués, s'il n'en paraissait pas digne. Mais, dans le silence de la loi, la validité d'une telle clause pouvait ainsi que nous le montrerons, être à bon droit contestée. Il y a pourtant là de la part des disposants une bien sage mesure de prévoyance capable d'éviter la ruine des mineurs en les protégeant contre l'incurie des parents dissipateurs ou prodigues. De plus, beaucoup de personnes animées d'intentions libérales, se voyant refuser une faculté de révocation qu'elles considèrent comme essentielle, préféreront ne pas gratifier du tout le mineur que de lui donner ou léguer une fortune très exposée à être gaspillée. Ces considérations, à la vérité, avaient entraîné la jurisprudence qui avait fini par se ranger à l'avis de la majorité de la doctrine, qui considérait la condition ainsi apposée à un acte de libéralité comme valable. Mais cette opinion pouvait paraître, verrons-nous, quelque peu prétorienne ; d'ailleurs,

la jurisprudence ne l'ayant adoptée qu'avec difficulté et après l'avoir à deux reprises rejetée, un revirement pouvait se produire, en sorte qu'ici encore, la protection des mineurs n'était nullement assurée.

Ainsi donc, tant pour faire cesser bon nombre de divergences fort regrettables que pour mettre la fortune personnelle des enfants à l'abri de la mauvaise gestion de certains parents plus ou moins capables ou honnêtes, une intervention du législateur s'imposait. Cependant, et quoique plusieurs législations étrangères (1) nous aient déjà montré l'exemple auparavant, ce n'est qu'à une trentaine d'années que remonte la première tentative faite en France en vue d'amender notre défectueux article 389.

2° *Tentatives d'amélioration de l'article 389* (2).

1. C. civ. hollandais (art. 364), italien (art. 224 et s.), portugais (art. 137 et s.), chilien, etc.

2. V., *Journal officiel*, annexe n° 135, Chambre, Documents parlementaires, décembre 1881, p. 1834 (Exposé des motifs et texte du projet Cazot). — Annexe n° 253, Chambre, Documents parlementaires, décembre 1881, p. 1979 (Exposé des motifs et texte de la proposition Bisseuil). — Annexe n° 107, Chambre, Documents parlementaires, mai 1886, p. 378 (projet Brisson). — Annexe n° 1920, Chambre, Documents parlementaires, session ordinaire de 1887, p. 968 (rapport Pion). — Annexe n° 1133, Chambre, Documents parlementaires, session ordinaire de 1891, p. 278 (Exposé des motifs et texte de la proposition Lévêque). — Annexe n° 1164, Chambre, Documents parlementaires, session ordinaire de 1891, p. 339 (rapport Lévêque).

Lors, en effet, de l'élaboration de la loi 27 février 1830 qui réglemente sévèrement les pouvoirs du tuteur sur les valeurs mobilières appartenant aux mineurs et aux interdits, M. Gazagne, dans la séance au Sénat du 17 février 1880, proposa d'étendre les dispositions du projet de loi dans certains cas à l'administration légale. M. Denormandie, rapporteur de ce projet, fit observer qu'il serait peut-être inopportun de trancher incidemment la question très grave et très controversée des obligations de l'administrateur légal. Le Gouvernement, qui intervint dans la discussion, fut de cet avis, mais il déclara au même moment qu'une loi réglementant spécialement la matière de l'administration légale serait bonne à faire, afin de « combler les lacunes que notre législation civile avait laissé subsister ». Et, en conséquence, il pria le Conseil d'État d'examiner s'il n'y aurait pas lieu d'étendre dans certains cas à l'administrateur légal les règles de la loi du 27 février 1880 et s'il ne conviendrait pas de faire une loi solutionnant les principales questions auxquelles peut donner lieu l'administration légale, afin de faire cesser les controverses existantes.

Le Conseil d'État elabora donc un projet de loi qui fut présenté le 26 novembre 1881 à la chambre des députés par M. Cazot, alors garde des sceaux. Ce projet ne constituait nullement un code complet de la matière. Il avait, en effet, « paru inutile de régle-

menter dans son ensemble l'administration légale du père de famille. Cette loi générale eût comporté de nombreuses dispositions dont un grand nombre n'étaient pas indispensables (1) ». Par suite, l'article 389 subsistait dans sa teneur primitive, mais il était complété par quelques dispositions additionnelles ayant pour but de régler d'une part les pouvoirs de l'administrateur légal auquel on étendait, non sans de notables modifications, les règles de la loi du 27 février 1880, et d'autre part de prévoir certaines causes d'excuse ou de déchéance.

Quelques jours après la présentation de ce projet, la critique en fut faite par M. Bisseuil, député, qui lui reprochait d'être incomplet et même défectueux dans ce qu'il prévoyait. En même temps, c'est-à-dire le 13 décembre 1881, il déposait sur le bureau de la Chambre une vaste proposition tendant à abroger l'article 389 et à le remplacer par une loi spéciale de 19 articles, réglementant dans tous ses détails la matière de l'administration légale. Cette proposition remarquable fut renvoyée, sur la demande de son auteur, à la commission chargée d'examiner le projet Cazot, mais elle est restée absolument sans suite parlementaire.

Le projet Cazot n'ayant pas été discuté durant la

1. Exposé des motifs du projet Cazot.

législature au cours de laquelle il fut élaboré, fut présenté à nouveau le 26 novembre 1885 à la Chambre par M. Henri Brisson, garde des Sceaux. Mais, le 4 juillet 1887, M. Jacques Piou, député, déposait, au nom de la commission chargée d'examiner ce projet, un rapport défavorable, en sorte que le projet Cazot fut dès lors définitivement abandonné.

Une dernière tentative fut faite en 1891 en vue d'améliorer l'article 389. Le 19 janvier de cette même année, en effet, M. Levêque déposait sur le bureau de la Chambre des députés une courte proposition de loi tendant à compléter notre article sur un seul point particulier. Elle décidait tout simplement qu'en cas d'opposition d'intérêts entre le père administrateur légal et ses enfants mineurs, le tribunal sur simple requête du père nommerait un administrateur *ad hoc*, sans qu'il y ait jamais besoin d'un subrogé-tuteur *ad hoc*. Cette disposition excellente, qu'il eût été très utile de transformer en loi dès cette époque « pour faire cesser les contradictions incessantes et regrettables » de la pratique sur ce point, fit l'objet, à la Chambre, d'un court rapport de M. Levêque, le 29 janvier 1891, puis tomba tout à fait dans l'oubli.

Tandis qu'à trois reprises, en dix ans, on s'était ainsi efforcé en vain de remédier à l'insuffisance de notre législation relative à l'administration légale,

de nouvelles raisons étaient venues s'ajouter, qui elles aussi appelaient une réforme.

Étant donné, d'une part, qu'au cours des travaux préparatoires de la loi du 27 février 1880 concernant les valeurs mobilières des mineurs et des interdits, il avait été formellement déclaré que les règles édictées par cette loi concernaient uniquement le tuteur et non pas le père (ou la mère), administrateur légal (1), il y avait lieu d'en conclure qu'il était parfaitement loisible à ce dernier d'aliéner à sa guise les valeurs mobilières appartenant à son enfant mineur, et s'élevant à un chiffre quelconque, alors qu'au contraire un tuteur eût dû, dans la même hypothèse, obtenir l'autorisation d'un conseil de famille et souvent même l'homologation du tribunal (art. 1^{er} et 2 de la loi de 1880). Et ceci était admis en doctrine comme en jurisprudence (2). Mais ce point une fois

1. Discussion au Sénat de la loi du 27 février 1880. D. P. 1880. 4. 48, n. 8. — Circulaire min. just., 20 mai 1880. D. P., 1881. 3. 71 (1^{re} col.).

2. En ce sens, Planiol, t. 1^{er}, n° 1714. — Aubry et Rau, *Cours de droit civil français* (5^e éd., 1897), § 123, t. et n° 40 et 40 bis. — Demante et Colmet de Santerre, *Cours analytique du Code civil*, t. II (3^e éd., 1896), n° 137 bis a. — Huc, *Commentaire théorique et pratique du Code civil*, t. III, n° 242. — Bertin, *Chambre du Conseil*, t. 1^{er} (3^e éd., 1894), n° 617; et les jugements du tribunal civil de la Seine du 27 avril 1882 et du 4 mai 1896 ainsi que les arrêts de la Cour d'Amiens (du 11 juin 1890) et de la Cour de Besançon (11 novembre 1898) cités dans Dalloz, *Code civil annoté*, article 389, n°s 65 à 70.

En sens contraire cependant Tissier, *Pouvoirs du père admi-*

acquis, n'apparaît-il pas avec évidence que l'opinion accordant à l'administrateur légal de larges pouvoirs et l'autorisant notamment à passer seul tous les actes qui eussent requis en matière de tutelle l'intervention du conseil de famille et même du tribunal (opinion qui nous paraissait seule défendable en présence de l'article 389 du Code civil, éclairci par les travaux préparatoires), recevait, par là même, de la part du législateur de 1880, une confirmation peut-être involontaire (1) ? C'est pourquoi la jurisprudence, qui déjà avant la loi de 1880

nistrateur légal (Revue critique, 1902, p. 599 et suiv.); et un jugement du tribunal de Château-Thierry du 31 décembre 1890.

1. Le législateur de 1880, exigeant les mêmes formalités pour les aliénations de valeurs mobilières dépassant 1500 fr. que le Code civil pour les aliénations d'immeubles et autres actes nécessitant l'autorisation du conseil de famille et l'homologation de justice, paraissait les assimiler à ces derniers. Mais comme, d'autre part, il permettait à l'administrateur légal d'aliéner sans aucune autorisation les valeurs mobilières de son enfant mineur, si considérables fussent-elles, on ne pouvait sans incohérence l'astreindre pour les actes prévus par les articles 457 et suivants du Code civil aux formalités de la tutelle. Certes, nous n'oublions pas que M. Denormandie, qui avait déclaré que la loi de 1880 était inapplicable à l'administrateur légal, avait dit aussi qu'il ne convenait pas de trancher incidemment la question très controversée des obligations de l'administrateur légal. Mais cette allégation, laissant le problème indécis, n'infirme nullement l'argumentation par analogie qui vient d'être faite et qui nous paraît irrésistible.

tendait, ainsi qu'il a été dit, à conférer au père administrateur légal de larges pouvoirs, persévérante en général et sauf quelques dissidences inévitables dans cette opinion, au grand détriment des intérêts des mineurs qu'elle s'avouait impuissante à protéger.

Mais de plus, le rétablissement du divorce dû à la loi du 27 juillet 1884 (et l'on pourrait aussi ajouter à la rigueur l'amélioration du régime de la séparation de corps par la loi du 6 février 1893), réclamait aussi l'intervention du législateur en notre matière. En effet, nous avons eu l'occasion d'expliquer précédemment que par le fait de la mésintelligence existant entre les parents désunis, celui des père et mère qui exerce l'administration légale agit en réalité seul et sans contrôle; d'où nécessité pour le tribunal d'intervenir et pour l'autoriser à passer certains actes importants et pour le destituer de sa gestion s'il administre mal; ce qu'il ne pouvait faire en l'absence d'un texte de loi l'y autorisant.

A la vérité, la situation des mineurs soumis à l'administration légale, quant à leurs biens, se trouvait un peu améliorée d'une façon indirecte par la loi du 24 juillet 1889 sur la déchéance de la puissance paternelle. Cette loi qui prive de plein droit ou autorise les tribunaux à déclarer les parents indignes déchus de leur puissance paternelle sur leurs enfants, pour un certain nombre de causes détermi-

nées, dont une est très compréhensive, a pour conséquence, chaque fois qu'elle s'applique, d'entraîner, pour le père (ou la mère) déchu, la privation de l'administration légale comme des autres attributs de la puissance paternelle. Mais la protection ainsi assurée aux enfants n'était pas très efficace, attendu que d'une part le remède pouvait arriver trop tard, et d'autre part et surtout que beaucoup d'hypothèses nécessiteraient une destitution de l'administration légale, sans motiver un déchéance complète de la puissance paternelle.

Ainsi croissait, en dépit de l'échec du projet Cazot et des propositions Bisseuil et Levêque, le besoin d'une réforme de notre législation de l'administration légale (1). Cette réforme vient d'être enfin réalisée et non sans difficulté, ainsi que nous allons le voir à présent en faisant l'histoire de l'élaboration de la nouvelle loi.

3° *Élaboration de la loi du 6 avril 1910* (2). — La

1. Depuis 1880, de nouveaux codes étrangers étaient apparus, qui eux aussi nous montraient l'exemple, en réglementant en détail la matière de l'administration légale : C. civ. Espagnol (promulgué en 1889) et C. civ. Allemand (promulgué en 1896).

2. Pour les phases successives de l'élaboration de la loi nouvelle, consulter *Journal Officiel*, n° du 12 juillet 1907 (dépôt de la proposition Adigard à la Chambre) (Chambre, *in extenso*, II, 1907, p. 1885) ; Chambre, Annexes, 1907, I,

loi du 6 avril 1910, qui régit aujourd'hui en France l'administration légale, a pour origine une proposition de loi restreinte, du genre du projet Cazot, qui fut déposé par M. Adigard à la Chambre des députés le 11 juillet 1907. Elle tendait à compléter l'article 339 du Code civil par l'adjonction de deux dispositions destinées à donner la solution du problème de l'étendue des pouvoirs de l'administrateur légal et à décider comment il serait procédé en cas d'opposition d'intérêts avec l'enfant.

p. 1041, Annexe n° 1208. (Exposé des motifs et texte de la proposition Adigard); n° du 6 décembre 1907 (Chambre, *in extenso*, 1907, II, p. 2823) (dépôt du 1^{er} rapport Viollette); Chambre, Annexe, 1907, p. 424, n° 1358 (1^{er} rapport Viollette); n° du 22 décembre 1907 (Adoption par la Chambre de la proposition Adigard); n° du 24 décembre 1907 (Transmission au Sénat de la proposition votée par la Chambre); n° du 6 novembre 1908 (dépôt du rapport Legrand au Sénat); Sénat, session extraordinaire de 1908, p. 8, n° 268 (rapport Legrand du 5 novembre 1908); n° du 6 février 1909 (Sénat, séance du 5 février 1909, 1^{re} délibération sur la proposition relative à l'administration légale votée par la Chambre); n° du 12 février 1909 (Sénat, séance du 11 février 1909, adoption de loi relative à l'administration légale); n° du 16 février 1909 (Chambre, séance du 15 février 1909; transmission de la proposition adoptée par le Sénat); n° du 17 février 1909; (Chambre, séance du 16 février 1909, dépôt du second rapport Viollette); Chambre, session ordinaire de 1909, Annexe n° 2316 (rapport Viollette du 16 février 1909); n° du 2 avril 1910 (Chambre, 2^e séance du 1^{er} avril 1910; adoption de la proposition de loi tendant à modifier l'article 389, C. civ.); n° du 8 avril 1910 (promulgation de la loi nouvelle et texte de cette loi).

En ce qui concerne l'étendue des pouvoirs, la proposition disait que l'administrateur légal pourrait agir seul dans tous les cas où le tuteur doit être autorisé par le conseil de famille, mais qu'il devrait avoir recours à une autorisation judiciaire, dans tous les cas où l'homologation de la délibération du conseil de famille est exigée.

Et en cas d'opposition d'intérêts entre l'administrateur légal et son fils, le tribunal était chargé de désigner un administrateur *ad hoc*, ainsi qu'il avait déjà été statué auparavant par les propositions Bisseuil et Levêque

Renvoyée à la Commission de réforme judiciaire, la proposition Adigard fut l'objet d'un rapport de M. Maurice Viollette, déposé à la Chambre le 5 décembre 1907. Ce rapport concluait à l'adoption de la proposition Adigard modifiée sur deux points. D'une part, l'administrateur légal devait obtenir l'autorisation du tribunal pour aliéner les valeurs mobilières et convertir les titres nominatifs en titres au porteur. Et le jugement autorisant une aliénation devait toujours prescrire l'emploi à effectuer des fonds en provenant (1). En outre d'autre part, un

1. La modification quant à ce premier chef n'était pas considérable. Car, étant donné le principe posé par la proposition elle-même que l'administrateur légal peut faire seul uniquement les actes que le tuteur peut passer seul ou avec

alinéa final ajouté à la proposition avait soin de dire que le tribunal serait toujours saisi conformément aux dispositions des articles 885 et 886 du Code de procédure civile, ce qui signifiait, ainsi que le disait

l'autorisation du conseil de famille et qu'au contraire il doit obtenir l'autorisation de justice toutes les fois que le tuteur est astreint à la formalité de l'homologation, on en déduisait sans peine que l'administrateur légal devait être autorisé par le tribunal lorsqu'il voulait aliéner des valeurs mobilières excédant 1500 francs en capital et convertir en titres au porteur les titres nominatifs excédant cette somme. En effet, en vertu des articles 2 et 10 de la loi du 27 février 1880, le tuteur est astreint dans ces deux cas à faire homologuer la délibération du conseil de famille. La portée de l'innovation due à la commission se réduisait donc d'abord à exiger que l'administrateur légal obtint une autorisation de justice pour aliéner une valeur mobilière ou convertir un titre nominatif, même si cette valeur ou ce titre ne dépassait pas 1500 francs alors que le tuteur pour les mêmes actes étaient simplement astreint à prendre l'avis du conseil de famille, et ensuite à obliger le tribunal autorisant une aliénation même inférieure à 1500 francs, à prescrire l'emploi des fonds en provenant, ce dont, en matière, de tutelle, le conseil de famille est chargé seul. Et cette réforme restreinte était fort critiquable attendu que d'une part elle allait directement à l'encontre du principe adopté, que l'administrateur légal a autant de pouvoir que le tuteur autorisé par le conseil de famille, et que, d'autre part, elle astreignait l'administrateur légal à s'adresser aux tribunaux là où le tuteur en était dispensé, ce qui aboutissait à lui reconnaître à ce point de vue moins de pouvoir qu'à ce dernier, contrairement à la logique et au bon sens. Fort heureusement, et cela grâce à la Commission du Sénat, cette disposition si peu raisonnable n'a pas passé dans la loi nouvelle, ainsi que nous le verrons en traitant de l'étendue des pouvoirs de l'administrateur légal.

M. Viollette dans son rapport, que le jugement sur requête était la seule procédure applicable en notre matière, comme l'avait déjà du reste décidé en principe la proposition Bisseuil.

Ainsi amendée, la proposition Adigard fut adoptée par la Chambre des députés, après déclaration d'urgence et sans discussion, dans la séance du 21 décembre 1907. Ce vote consacrait pourtant une tentative de réforme assez imparfaite. Et en effet, quoique la proposition Adigard, complétée par la Commission de la Chambre, résolût, d'une façon suffisamment protectrice des intérêts des mineurs, deux questions particulièrement controversées de notre matière, il est impossible de ne pas apercevoir qu'elle renfermait encore bien des lacunes. Comment s'expliquer notamment qu'elle ait omis de statuer sur la déchéance de l'administration légale, sur la validité d'une clause de donation ou de testament privant le père ou la mère de cet attribut de la puissance paternelle, sur l'extension des obligations de la tutelle à notre institution ?

Par bonheur, la proposition votée par la Chambre le 21 décembre 1907 ne devait être adoptée par le Sénat que notablement améliorée.

Transmise en effet à cette dernière assemblée le 23 décembre 1907 et livrée par celle-ci à l'examen d'une commission, la proposition adoptée par la Chambre fut l'objet d'un rapport de M. Louis Legrand,

sénateur, à la date du 5 novembre 1908. Ce rapport indiquait que les règles ajoutées par la proposition de loi à l'article 389 du Code civil avaient paru à la Commission du Sénat « incomplètes, ou excessives dans certaines de leurs conséquences, ou insuffisantes » et « qu'il lui avait semblé, de plus, qu'il y aurait avantage à embrasser dans leur ensemble les questions relatives à l'administration légale » et à « faire de l'article 389 un code complet de la matière ». De la sorte, le texte élaboré par la commission faisait subir à la proposition votée par la Chambre des députés une véritable transformation et réglait réellement l'administration légale dans son ensemble. Il fut adopté tel quel par le Sénat, d'abord en première délibération, le 5 février 1909, après un rapport dû à M. Guillier et après une assez courte discussion et ensuite en seconde délibération, sans discussion cette fois, le 11 février 1909.

La proposition ainsi votée avec modifications par le Sénat devait nécessairement retourner à la Chambre des députés. Elle y fut en effet transmise le 15 février 1909. Le lendemain, elle y faisait l'objet d'un rapport favorable de M. Maurice Viollette. Enfin, elle était définitivement adoptée par la Chambre après urgence déclarée et après une longue et intéressante discussion (durant laquelle plusieurs amendements, ayant été proposés, furent rejetés ou disjoints, de peur

de ne pas voir aboutir encore la réforme), dans la séance du 1^{er} avril 1910.

La Chambre et le Sénat étant ainsi tombés d'accord sur le texte à adopter, celui-ci fut promulgué à la date du 6 avril 1910.

V. — PLAN DE L'ÉTUDE DE L'ADMINISTRATION LÉGALE.

— Nous diviserons l'étude de l'administration légale en sept chapitres. Dans un premier chapitre dominant tous les autres, nous nous efforcerons de déterminer quelle est au juste la nature juridique de l'administration légale et quelles conséquences il y a lieu d'en déduire. Cette synthèse une fois faite, il conviendra d'étudier en détail les règles simplement aperçues dans ce tableau d'ensemble, en examinant en autant de chapitres distincts :

1^o Qui exerce l'administration légale (chap. II) ;

2^o A quels biens elle s'applique (chap. III) ;

3^o Comment elle fonctionne (chap. IV) ;

4^o Pour quelles causes on en est déchu et quelles conséquences résultent de cette déchéance (chap. V) ;

5^o Dans quels cas elle prend fin et qu'arrive-t-il chaque fois qu'elle cesse (chap. VI) ;

6^o Enfin quelle est la procédure applicable en matière d'administration légale (chap. VII).

Notre étude consistera principalement dans le commentaire de la nouvelle loi du 6 avril 1910, modi-

fiant et complétant l'article 389 du Code civil (1). Toutefois, dans le but de montrer quelle est exactement la portée des dispositions de cette loi, nous ne nous interdirons pas de rappeler à propos de chaque point important quelles opinions le silence de l'ancien article 389 avait mises en présence et quels arguments chacune d'elles invoquait en sa faveur. D'ailleurs, la loi nouvelle n'ayant pas tout prévu, il arrivera que certaines controverses, que le laconisme du Code civil en notre matière avait suscitées, subsisteront dans l'avenir comme par le passé.

1. Quoique la loi du 6 avril 1910 ne contienne pas, comme la proposition Bisseuil, de disposition la déclarant formellement applicable à l'Algérie et à nos autres colonies, il n'est pas douteux qu'elle s'y applique comme à la France continentale. En effet, les lois nouvelles qui constituent de simples modifications à des lois préexistantes et en vigueur dans nos colonies, s'y appliquent de plein droit et sans promulgation spéciale (v. Planiol, t. I^{er}, n° 180). Or, c'est bien le cas ici, car la loi du 6 avril 1910, a pour but (v. art. unique, § I^{er} de cette loi) de modifier et de compléter l'article 389 qui, comme tous les autres articles de notre Code civil, a été rendu applicable à nos colonies (v. Planiol, t. I^{er}, n° 86).

CHAPITRE PREMIER

NATURE JURIDIQUE DE L'ADMINISTRATION LÉGALE

Il y a lieu, croyons-nous, de poser à ce sujet un principe fondamental, sur lequel repose tout entière la théorie de l'administration légale et que nous formulerons de la façon suivante :

L'administration légale est un attribut exclusif, mais nullement essentiel de la puissance paternelle.

Ce principe se dédouble en deux propositions qu'il nous faut examiner successivement.

PREMIÈRE PROPOSITION : *L'administration légale est un attribut exclusif de la puissance paternelle.*

— Cette proposition n'a jamais été mise en doute, malgré la place assignée à l'article 389 par les rédacteurs du Code civil et conservée par les auteurs de la nouvelle loi du 6 avril 1910, dans le titre de la tutelle et non dans le titre précédent consacré à la puissance paternelle(1). Elle se justifie en effet par

1. Au contraire, les codes étrangers qui admettent comme nous l'administration légale, en traitent dans la partie consacrée par eux à la puissance paternelle. Voir notamment

les conséquences auxquelles elle aboutit et dont beaucoup sont expressément consacrées par la loi.

Conséquences. — Ces conséquences sont les suivantes :

1° *L'administration légale ne peut appartenir qu'aux seules personnes investies de la puissance paternelle.* Donc, elle appartiendra exclusivement aux père et mère de l'enfant qui sont seuls investis de la puissance paternelle (1) (cf., C. civ., art. 372 et art. 389 nouv. § 1, 2, 3 et § 4 combinés). Inversement les grands-parents qui n'ont jamais chez nous la puissance paternelle sur leurs petits-enfants (2), les collatéraux, les étrangers et notamment l'adoptant (3)

Codes civils allemand, italien, espagnol, portugais, mexicain, chilien, vénézuélien. Toutefois en Belgique, où notre Code est encore en vigueur, il n'en est pas ainsi.

1. De même que la puissance paternelle en général, l'administration légale dans certaines législations ne peut appartenir qu'au père et non à la mère (Chili, Brésil). Mais généralement elle appartient comme chez nous au père et à la mère (Allemagne, Italie, Espagne, Portugal, Belgique, Hollande, Roumanie, Pérou, Venezuela, etc.).

2. Sauf toutefois le droit de consentir quelque fois à leur mariage qui peut en être considéré comme un faible vestige. Au Mexique, au contraire, la puissance paternelle pouvant, à la différence de ce qui se passe dans la plupart des législations actuelles, appartenir aux grands-parents, il en va de même de son attribut l'administration légale (R. de la Grasse, *C. civ. mexicain*, p. 47 et 48).

3. Dans quelques législations étrangères au contraire, l'adoptant acquiert la puissance paternelle et par conséquent l'administration légale sur les biens de l'adopté : *C. civ. alle-*

pour la même raison, ne peuvent prétendre à l'administration légale sur les biens d'un mineur qui n'est pas leur enfant.

2° *L'exercice de l'administration légale est confié à la personne (père, mère ou étranger) à qui est confié l'exercice de la puissance paternelle.* — Ainsi, nous verrons, dans le chapitre second, que de même que, du vivant des père et mère, c'est le père qui en principe, exerce la puissance paternelle (cf., art. 373, C. civ.), ce sera de même lui qui exercera en principe l'administration légale (art. 389, § 1^{er} anc. et nouv.) et que dans les cas exceptionnels où c'est la mère qui, du vivant du père, exerce la puissance paternelle, c'est elle aussi qui exercera l'administration légale. De même, comme au cas de divorce ou de séparation de corps des parents, l'exercice de la puissance paternelle n'appartient plus obligatoirement à l'un ou à l'autre des père et mère exclusivement, il y a lieu de régler auquel des deux sera conféré l'exercice de l'administration légale. De même, enfin, quand l'exercice de la puissance paternelle est délégué judiciairement à un tiers, l'administration légale peut aussi lui être attribuée mais ceci n'est pas forcé attendu que la délégation de la puissance paternelle peut n'être que partielle. Toutefois, nous verrons que, par une exception unique

mand (art. 1765), *espagnol* (art. 166, 167 et 177), par exemple.

à cette conséquence, dans certains cas de déchéance de l'administration légale (et non pas dans tous), la puissance paternelle subsistant, l'exercice de l'administration légale n'aura plus lieu pour la personne exerçant encore les autres attributs de la puissance paternelle.

3° *L'administration légale ne survit jamais à la puissance paternelle.* — Elle prendra donc fin comme cette dernière par la mort de l'enfant, sa majorité, son émancipation, (art. 389 nouv., § 1^{er}), ou par la déchéance des deux parents de la puissance paternelle (cf., C. civ. art. 372 et art. 389 nouv. § 1^{er}).

4° *L'administration légale, de même que la puissance paternelle, n'est pas soumise au contrôle d'un subrogé-tuteur, ni d'un conseil de famille.* — Ce principe que la subrogée-tutelle et le conseil de famille sont étrangers à l'administration légale avait été énoncé au cours des travaux préparatoires de l'article 389 ancien, aussi avait-il été admis en doctrine et en jurisprudence sous l'empire de cet article ; mais la loi du 6 avril 1910 l'a expressément consacré malgré tout (art. 389 nouv., § 8). Nous en verrons les importantes conséquences, en nous occupant du fonctionnement de l'administration légale (chap. IV) Ajoutons que de même que la puissance paternelle, l'administration légale s'exerce sous le contrôle des tribunaux.

DEUXIÈME PROPOSITION : *Mais l'administration*

légale n'est pas un attribut essentiel de la puissance paternelle. — Cette seconde partie de notre principe fondamental signifie que dans certains cas où la puissance paternelle existe, il pourra se faire que l'administration légale ne se rencontre pas. Ces cas sont très peu nombreux, mais étant donné l'étendue d'application considérable de l'un d'entre eux, il se fait que l'administration légale est un attribut plutôt exceptionnel de la puissance paternelle. Ces hypothèses où l'administration légale fera ainsi défaut, malgré l'existence de la puissance paternelle, sont les suivantes :

1° *Celle où l'enfant n'aura pas de fortune personnelle*, ce qui arrive, avons-nous déjà vu, dans la grande majorité des cas.

2° *Celle où l'enfant a des biens personnels provenant uniquement d'actes de libéralité contenant la clause privant les père et mère de l'administration légale.* La loi nouvelle a formellement consacré, à l'imitation de beaucoup de législations étrangères, la validité de cette clause, ainsi que nous le verrons bientôt en détail (chap. III).

3° *Celle où l'un des père et mère est décédé.* Dans ce cas, la tutelle s'ouvre pour l'administration des biens de l'enfant, quoique la puissance paternelle subsiste sur sa personne (C. civ., art. 390). Nous avons expliqué en effet qu'il est de l'essence de l'administration légale, en France, ainsi que dans

quelques rares législations étrangères, que les père et mère de l'enfant existent tous deux.

4° *Celle où l'enfant n'est pas légitime.* — Les biens de l'enfant naturel, même du vivant des père et mère qui l'ont tous deux reconnu, ne sont jamais soumis au régime de l'administration légale, quoique les parents naturels soient alors investis des autres attributs de la puissance paternelle sur la personne et la fortune de leurs enfants.

Cette solution admise sous l'empire de l'article 389 primitif par la grande majorité des auteurs (1) (arg. art. 389 anc. « durant le mariage » ; art. 383 anc., ne renvoyant pas à l'art. 389) a été consacrée par la loi du 2 juillet 1907 sur la tutelle des enfants naturels

1. En ce sens, De Fréminville, *Traité de la minorité de la tutelle* (1845), n° 33 (arg. *a fortiori*). — Du Caurroy, Bonnier et Roustain, *Commentaire théorique et pratique du Code civil* (1851), t. I, n° 585. — Zachariæ, *Droit civil français*, t. I, p. 335 et 384. — Massé et Vergé, sur cet auteur, p. 384, n. 3. — Chardon, *Traité des trois puissances*, t. II, p. 68 (arg.). — Valette, *Cours de Code civil*, t. I, (1872), p. 494. — Aubry et Rau, *op. cit.*, 5^e éd., t. I, § 87. — Demante et Colmet de Santerre, *op. cit.*, 3^e éd., t. II, n° 138 bis. — Demolombe, *op. cit.*, 3^e éd., t. VI, n° 650. — Marcadé, *Explication théorique et pratique du Code Napoléon*, (8^e éd., 1886), t. II, n^{os} 148 et 180. — Planiol, *op. cit.*, (4^e éd., — 1906), t. I, n° 1708.

En sens contraire cependant : Laurent, *Principes de Droit civil français*, t. IV, (3^e éd., 1878), n° 359. — Huc, *op. cit.*, t. III, n° 238. — et même Thiry, *Cours de droit civil*, (t. I, 1892), n° 522.

(art. 389 anc., modifié par la loi du 2 juillet 1907, § 3) (1). Et la nouvelle loi du 6 avril 1910 a laissé subsister cette solution. Il a été en effet formellement déclaré, au cours des travaux préparatoires de cette dernière loi, que la loi du 2 juillet 1907 subsisterait intacte et que par conséquent l'administration légale continuerait comme par le passé à rester étrangère aux biens des enfants naturels (2). D'ailleurs le paragraphe premier de l'article unique de la loi du 6 avril 1910 décide formellement qu'il n'y a que *les deux premiers paragraphes* de l'article 389 du code civil qui soient modifiés par elle, ce qui est décisif, puisque les dispositions de la loi du 2 juillet 1907 avaient été placées à la suite de ces deux paragraphes qui constituaient à eux seuls auparavant l'article 389.

Cette solution, en tant qu'absolue, ne nous paraît pas logique.

L'administration légale trouve en effet son fondement dans la double affection des père et mère tous deux vivants; or, quand l'enfant naturel a été reconnu par son père et par sa mère et que ceux-ci existent, que manque-t-il pour que l'administration légale puisse s'exercer sur les biens personnels de

1. Comp. Planiol, *op. cit.*, t. I (5^e éd., 1908), n° 1708.

2. V. rapport de M. Legrand, du 5 novembre 1908 précité; déclaration formelle en ce même sens de M. Guillier, rapporteur au Sénat lors de la première délibération de cette assemblée, le 5 février 1909 (*Jour. Off.* du 6).

l'enfant ? Il paraît tout à fait déraisonnable de refuser en ce cas l'administration légale aux parents naturels alors qu'on la laisse subsister après le divorce ou la séparation de corps des père et mère légitimes qui dès lors vivront très souvent fort éloignés l'un de l'autre, en tout cas toujours isolés, tandis qu'à l'inverse il se fera que les parents naturels vivront très fréquemment ensemble comme de véritables gens mariés non désunis. On ne saurait objecter que l'administration légale doit être considérée comme une faveur faite à la famille légitime. La distinction de l'administration légale et de la tutelle quoique purement contingente, n'en est pas moins conforme à la réalité vivante, elle s'appuie sur une base qu'il n'est pas donné au législateur de créer, ni de supprimer à sa guise et selon son caprice : la double affection réunie du père et de la mère pour leur enfant. D'ailleurs, comment oserait-on soutenir que c'est afin d'encourager le mariage que le législateur aurait refusé aux parents naturels l'administration légale, qui est avant tout un devoir, une charge, alors qu'il s'empresse dans sa récente loi du 2 juillet 1907 précitée, de leur accorder sur les mêmes biens de leur enfant l'usufruit légal, qui est purement et simplement un droit et une récompense (1) ?

1. Les législations étrangères échappent en général au reproche d'incohérence qui mérite d'être adressé à la loi française : ou, bien en effet, elles admettent que la puissance

5° Enfin l'administration légale a des causes de déchéances à elle propres, de telle sorte que quand on se trouvera en présence d'un de ces cas de déchéance, la puissance paternelle subsistera, tandis qu'au contraire l'administration légale, sa conséquence disparaîtra. Mais encore faut-il remarquer qu'il faudra, pour que l'administration légale disparaisse ainsi avant la puissance paternelle, que la déchéance atteigne à la fois le père et la mère; car autrement le parent non déchu deviendrait de droit administrateur légal à la place de l'autre, ainsi que nous le verrons du reste plus amplement en étudiant la *déchéance de l'administration légale* (chap. V).

paternelle s'exercera par rapport à l'enfant naturel reconnu, à l'instar de notre droit, mais alors, plus logiques que nous, elles investissent les parents naturels de l'administration légale (mais non de l'usufruit légal qui est une pure faveur qu'il est tout à fait déraisonnable d'accorder, comme nous le faisons depuis 1907, aux père et mère illégitimes) : c'est ce qui a lieu en Espagne (C. civ. esp., art. 166) et en Portugal (C. civ. port., art. 166). Ou bien, elles se refusent à investir les parents naturels de la puissance paternelle sur leurs enfants reconnus et alors logiquement elles ne leur accordent pas l'administration légale qui n'en est qu'un corollaire : c'est ce qui a lieu en Allemagne (C. civ. all., art. 1707) et aussi au Chili notamment.

CHAPITRE II

QUI EXERCE L'ADMINISTRATION LÉGALE

Exposé général et division du chapitre. — Il a été dit dans le chapitre précédent que l'administration légale, en sa qualité d'attribut de la puissance paternelle, était conférée uniquement aux père et mère de l'enfant. Mais d'autre part, il est clair que l'administration légale, pas plus d'ailleurs que les autres attributs de la puissance paternelle, ne peut être exercée à la fois par le père et par la mère.

Il peut même se faire que ce pouvoir, tout en restant attaché à la personne des père et mère, soit exercé par un tiers, dans certains cas exceptionnels limitativement énumérés par la loi. Il y a donc lieu de se demander dans quels cas s'exercera l'administration légale du père et dans quelles hypothèses au contraire ce sera la mère ou même un tiers qui gèrera les biens de l'enfant en la même qualité. Cette classification fera l'objet du paragraphe premier de ce chapitre. Dans un second paragraphe, nous examinerons spécialement le cas où les parents sont

divorcés ou séparés de corps qui, à la différence des autres, nécessite d'assez longues explications que la logique paraît commander de placer ici.

§ 1. — *Théorie générale*

Idée directrice. — Nous avons expliqué dans le chapitre premier que la question de savoir qui du père et de la mère ou d'un tiers exerce l'administration légale dans tel ou tel cas déterminé revient, en principe et à une exception près, à se demander qui, dans la même hypothèse, exerce la puissance paternelle, et cela en vertu du principe fondamental que l'administration légale est un attribut exclusif de la puissance paternelle. Nous allons faire maintenant l'application de cette formule, en indiquant d'une manière concrète les cas où c'est le père qui a l'exercice de l'administration légale et ceux où, au contraire, c'est la mère ou même un tiers.

I. — CAS OU C'EST LE PÈRE QUI EXERCE L'ADMINISTRATION LÉGALE. — Ici, il ne saurait être procédé par voie d'énumération, attendu que c'est en principe le père qui exerce l'administration légale comme les autres attributs de la puissance paternelle (art. 389 anc., § 1^{er} ; art. 389 nouv., § 1^{er} ; Cf., art. 373 et 384, C. civ.) On peut donc dire que toutes les fois que

l'administration légale existera, ce sera le père qui en aura l'exercice à moins qu'on ne se trouve dans un des cas exceptionnels où c'est la mère ou un tiers qui en est chargé. Cette règle est très logique : puisque c'est aussi généralement le père qui exerce la puissance paternelle sur les enfants, il était tout naturel qu'il exerçât l'administration légale qui n'en est qu'une conséquence. Et cette règle est tout-à-fait raisonnable : en effet, le père administre durant le mariage non seulement ses biens propres, mais encore la communauté quand les époux ont adopté un régime qui en comporte une, et même aussi la plupart du temps les biens personnels de sa femme ; il était donc appelé à gérer la fortune de ses enfants de préférence à la mère.

II. — CAS OU LA MÈRE EXERCERA L'ADMINISTRATION LÉGALE. — Par exception du principe qui attribue l'exercice de l'administration légale au père, ce sera la mère qui exercera cette fonction dans deux séries d'hypothèses :

1° *Dans les cas où du vivant du père elle exercera la puissance paternelle par exception au principe posé par l'article 373 du Code civil, et cela très logiquement, attendu que l'administration légale n'est que le corollaire de la puissance paternelle. Il en sera ainsi :*

a) *Quand le père sera déchu de la puissance pater-*

nelle, en vertu de la loi du 24 juillet 1889, sans que la mère le soit ; l'administration légale passera alors à la mère de même que les autres attributs de la puissance paternelle (1) ;

b) *Quand le père est interdit (judiciairement ou légalement) ou interné dans un asile en vertu de la loi du 30 juin 1838 ;*

c) *Quand le père est absent, et cela sans qu'il y ait à distinguer selon que l'absence est déclarée ou simplement présumée, ainsi que nous le verrons à propos de la déchéance de l'administration légale (chap. V) ;*

d) *En cas de divorce ou de séparation de corps, mais non constamment, allons-nous voir (§ 2).*

2° *Quand le père est déchu de l'administration légale seule, soit de plein droit pour cause de dation de conseil judiciaire, soit par décision du tribunal pour cause grave, soit même en vertu d'une clause de donation ou de testament. Dans tous ces cas, la mère devient de droit administratrice légale à la place du mari, si d'ailleurs elle n'est pas elle-même dans*

1. Si le père n'est déchu que du droit de garde, en vertu de la loi du 5 avril 1898, cet attribut passant seul à la mère, tandis que les autres conséquences de la puissance paternelle restent au père, l'administration légale continuait également à être exercée par lui. Mais la loi de 1910 ne faisant point de distinction, la seule déchéance du droit de garde entraînera déchéance de l'administration légale désormais.

un cas de déchéance (art. 389 nouv., § 2). Et c'est là la seule hypothèse où le père soit privé de l'administration légale tout en conservant les autres attributs de la puissance paternelle.

III. — CAS OU UN TIERS EXERCERA L'ADMINISTRATION LÉGALE. — Ce cas tout à fait exceptionnel a lieu dans l'hypothèse de la délégation judiciaire de la puissance paternelle organisée par la loi du 24 juillet 1889. Alors, et toujours par application du principe que l'administration légale est une conséquence de la puissance paternelle, l'exercice de cette dernière passant à un tiers, il en va de même de l'administration légale, son corollaire. Mais comme la délégation ainsi faite par justice peut n'être que *partielle*, l'administration légale ne passera pas nécessairement au tiers.

§ 2. — *Étude spéciale du cas où les parents sont divorcés ou séparés de corps. — Nécessité de règles spéciales.*

Comme dans cette hypothèse, l'exercice de la puissance paternelle n'est plus confié obligatoirement, comme avant la désunion des père et mère, à un seul d'entre eux, mais qu'au contraire il est légalement toujours possible, et en fait très fréquent, que les divers attributs dont se compose cette puissance

soient partagés entre les époux ou ex-époux ou entre eux et un tiers, il était nécessaire que le législateur réglementât spécialement le point de savoir qui, dans ce cas, aurait l'exercice de l'administration légale, le principe que l'administrateur légal est celui qui exerce la puissance paternelle ne suffisant évidemment plus pour résoudre la question (1).

Historique. — Cependant, le Code civil ne l'avait point fait. Il paraissait pourtant bien en dépit des termes trop étroits de l'article 389 ancien (« durant le mariage ») corrigés d'ailleurs par ceux de l'article 390 (« après la dissolution du mariage arrivée *par la mort...* »), admettre que le divorce laissait, aussi bien que la séparation de corps, subsister l'administration légale tout autant que les autres attributs de la puissance paternelle. Et ce point pouvait être considéré comme acquis (2).

1. C'est le même problème qu'en cas de délégation *partielle* de la puissance paternelle qui se pose, mais il n'est pas résolu de la même manière. Même problème également, mais solution plus approchante, en cas de déchéance du droit de garde seul, en vertu de la loi du 5 avril 1898.

2. En ce sens : Dalloz, *Code civil annoté*, art. 390, n° 3. — Thiry, *op. cit.*, t. I^{er}, nos 512 et 527. — Carpentier, *Traité du divorce*, t. I^{er}, nos 388 et suiv. et not. n° 392. — Aubry et Rau, 5^e éd., t. I^{er}, § 87 (p. 584), n° 3 *bis*. — Planiol, t. I^{er}, 4^e édit., n° 1724. — Laurent, t. IV, n° 363. — Demolombe, t. IV, n° 512. — Beudant, *Etat et capacité des personnes*, t. II, n° 730. — V. cependant en sens contraire, De Fréminville, *op. cit.*, n° 32. — Zachariæ, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 271 et n. 12. — Marcadé,

Mais alors se posait la question de savoir à qui, du père ou de la mère, serait dévolu l'exercice de l'administration légale. La loi résolvait la question pour le droit de garde (art. 302) et pour le droit d'usufruit légal (art. 386), mais ne disait rien des autres attributs de la puissance paternelle et notamment de l'administration légale. Aussi, tandis que dans une première opinion on attribuait ce pouvoir à celui des parents qui était investi de l'usufruit légal, un second système en confiait l'exercice à celui des père et mère qui avait la garde de l'enfant (1). Une troisième doctrine laissait même tout simplement et sans distinction l'administration légale à celui des père et mère qui l'exerçait avant le divorce (ou la séparation de corps) même prononcé contre lui, et il faut reconnaître, à notre avis, que c'était là la solution à admettre dans le silence de la loi, car les déchéances sont de stricte interprétation et la loi ne prononçant ou ne permettant de prononcer la privation que du droit de garde et (en cas de divorce seulement) de celui de jouissance légale, commandait, par son

t. II, n° 178. — Demante et Colmet de Santerre, t. II, n° 138 *bis*

Un auteur (Huc, t. II, n°s 426 et 444) faisait cesser l'administration légale dans le cas où le père était privé de la garde de l'enfant, en cas de divorce comme en cas de séparation de corps.

1. En ce sens, Aubry et Rau, 5^e édit., t. I^{er}, § 123, n. 47 *ter* et 47 *quater* (en principe et sauf aux tribunaux à en décider différemment).

silence sur l'administration légale, de rester à son sujet dans le *statu quo* (1).

Solution de la loi nouvelle. — Quoi qu'il en soit, la loi du 6 avril 1910 s'est prononcée en faveur du parent investi du droit de garde, tout en permettant aux tribunaux d'en décider différemment, elle a donc adopté la solution préconisée par MM. Aubry et Rau.

« En cas de divorce ou de séparation de corps, l'administration appartient à celui de deux époux auquel est confiée la garde de l'enfant, s'il n'en est autrement ordonné. » (art. 389 nouv. § 3).

Il peut se faire en effet, comme l'a fort bien remarqué M. Legrand, dans son rapport au Sénat, que cette réunion de la garde et de l'administration légale ne soit pas possible, ni facile ou qu'elle ne soit pas dans l'intérêt de l'enfant. Par exemple, il se peut que l'un des père et mère n'ait pas au point de vue de la morale une conduite tout à fait exemplaire mais qu'en revanche ce soit un excellent administrateur, tandis

1. En ce sens, Demolombe, t. IV, n° 512 (sauf recours aux tribunaux en cas d'abus). — Carpentier, *op. cit.*, t. I^{er}, n° 391. — Planiol, t. I^{er}, 4^e édit., n° 1282. C'est la solution donnée par le Code civil allemand. Au contraire, en Espagne, le jugement de séparation de corps (le divorce n'est pas autorisé dans ce pays) a pour effet de conférer l'administration légale comme les autres attributs de la puissance paternelle à l'époux innocent, et si les deux époux sont coupables, la tutelle s'ouvre. Mais à la mort de l'époux innocent, l'époux coupable recouvre dans certains cas ses droits (art. 73, C. civ. esp.).

que l'autre est dans le cas inverse. Que faire de mieux, dans cette hypothèse, que de confier la garde de l'enfant au parent dont la conduite n'est aucunement répréhensible, afin d'éviter la contagion du mauvais exemple, et de conférer l'administration légale à l'autre.

Mais il est des cas où l'on ne pourra même pas procéder autrement. C'est ce qui arriva quand l'époux ayant obtenu la garde de l'enfant se trouvera dans un cas de déchéance de l'administration légale seule (par exemple, s'il est pourvu d'un conseil judiciaire); alors, force sera bien de conférer l'administration légale à l'autre. De même, quand la garde aura été attribuée à une personne autre que le père ou la mère, ce tiers ne pourra être investi de l'administration légale (arg. art. 389 nouv. § 3 : « l'administration appartient à celui *des deux époux* auquel est confiée la garde... »).

La décision expresse ou implicite du jugement de divorce ou de séparation de corps ayant trait à l'administration légale pourra être modifiée, si les circonstances l'exigent. Distinguons à cet égard deux hypothèses :

PREMIÈRE HYPOTHÈSE. — *L'administrateur légal désigné par le jugement de divorce (ou de séparation de corps) ou directement investi par la loi, comme ayant obtenu la garde de l'enfant, de ce même jugement, vient à encourir (de plein droit ou*

par décision judiciaire ou même par une clause de donation ou de testament) la déchéance de l'administration légale. — Forcément, il ne pourra plus exercer cet attribut de la puissance paternelle, mais alors l'autre époux (ou ex-époux) l'exercera-t-il à sa place ? Pas toujours ; il faut distinguer à nouveau :

a) *L'autre parent se trouve lui-même à ce moment dans un cas de déchéance (légale, judiciaire, ou venant d'une clause de donation ou de testament) de l'administration légale. Alors, en ce cas, sans aucun doute, il ne devient pas de droit administrateur légal et le tribunal, sur requête, en chambre du conseil, le ministère public entendu, désigne un administrateur ad hoc (sauf, en cas de déchéance du père et de la mère de la puissance paternelle, application de la loi du 24 juillet 1889 et en conséquence ouverture de la tutelle) (art. 389 nouv. § 4).*

b) *Cet autre parent ne se trouve à ce moment en aucun cas de déchéance de l'administration légale. Alors, dans ce cas, il semble bien qu'il devienne de droit administrateur légal ; sauf au tribunal, statuant en chambre du conseil, à la demande de l'autre époux (ou ex-époux), d'un parent ou allié de l'enfant ou du ministère public, qui est toujours entendu, à le déclarer déchu pour cause grave, s'il y a lieu ; ce qui sera facile au cas où le tribunal en prononçant le divorce ou la séparation de corps, l'aurait déjà*

privé de l'administration légale qu'il aurait confiée à l'autre.

DEUXIÈME HYPOTHÈSE.— *Mais au cas où l'administrateur légal désigné par le jugement de divorce (ou de séparation de corps) n'a nullement encouru la déchéance de l'administration légale, celle-ci peut-elle lui être enlevée tout de même ?* — Certainement ; d'abord, dans le cas où l'administrateur légal, étant celui qui a la garde de l'enfant viendrait à être privé de ce dernier attribut (comme cela est permis), il perdrait du même coup l'administration légale qui, de par la loi nouvelle, appartient à celui à qui est confiée la garde de l'enfant (L. 1910, § 4, art. 389 nouv. § 3), à moins toutefois que le tribunal n'en décide autrement (*ibid.*). Mais, même en dehors de cette hypothèse du retrait du droit de garde, les mêmes raisons qui autorisent le tribunal à modifier son jugement de divorce ou de séparation de corps quant à la décision relative à cet attribut de la puissance paternelle (raisons qui se résument en un mot : l'intérêt de l'enfant) semblent militer avec une égale force en faveur du droit pour le tribunal de reviser ce même jugement sur le point particulier de l'administration légale, sans qu'il soit besoin de faire prononcer la déchéance de cette fonction pour cause grave par un jugement sur requête qui, lui, ne saurait plus être modifié à l'avenir, ce qui pourrait quelquefois paraître excessif.

Que décider au cas où la garde de l'enfant serait confiée par le tribunal à une tierce personne, comme l'article 302 du Code civil le permet ? — Le paragraphe 3 de l'article 389 modifié par la loi de 1910 ne prévoit pas ce cas, attendu qu'il ne vise formellement que les père et mère. Il nous semble que dans le silence de la loi, il y a lieu de maintenir le *statu quo* ; sauf toujours possibilité d'obtenir un jugement de déchéance pour cause grave, à la requête de l'époux ou ex-époux qui n'exerce pas l'administration légale, de l'un des parents ou alliés de l'enfant ou du ministère public. Mais, si cette partie du jugement de divorce ou de séparation de corps confiant la garde à un tiers était elle-même révisée et si la garde par ce jugement nouveau était attribuée à l'époux ou ex-époux qui n'exerce pas l'administration légale, alors, cette dernière, automatiquement, passerait en vertu du paragraphe 3 de l'article 389 modifié par la loi de 1910, à celui des père et mère à qui serait confiée la garde, sauf encore ici au tribunal à en décider différemment, ce qui pourra être obligatoire, si ce parent est déjà déchu de l'administration légale (1).

1. Cette insertion dans la loi nouvelle du cas de divorce ou de séparation de corps est due à la commission du Sénat chargée d'examiner la proposition adoptée par la Chambre le 21 décembre 1907. C'est également en prévision de l'hypothèse d'un divorce possible que cette commission remplaçait les mots du premier alinéa de l'article 389 ancien : « Durant

le mariage », conservés dans la proposition votée par la Chambre, par ceux qu'on lit aujourd'hui dans le nouvel article 389 : « Du vivant des époux. » Malheureusement cette expression n'est pas plus compréhensive que la précédente, attendu qu'elle ne s'applique pas plus qu'elle à des parents divorcés. M. Legrand, dans son rapport au Sénat, le 5 novembre 1908, avait eu soin de dire : « Du vivant des père et mère », mais le texte élaboré par la commission portait lui-même : « Du vivant des époux. » Lors de la première délibération du Sénat sur ce texte (5 février 1909) M. Guillaume Poulle en fit la remarque au rapporteur (M. Guillier, remplaçant M. Legrand), qui promit de faire rectifier le texte pour la deuxième délibération, ce qui ne fut pas fait, attendu que le texte voté sans observation d'ailleurs, le 11 février 1909, par le Sénat, porte bien : « Du vivant des époux. » Et cette inexactitude passa par la suite si bien inaperçue qu'il n'y fut pas plus fait allusion dans le rapport de M. Viollette à la Chambre, le 16 février 1909, qu'à la Chambre elle-même; lors de sa délibération finale, le 1^{er} avril 1910. Mais ceci n'a aucune importance, le sens de la loi étant certain.

CHAPITRE III

A QUELS BIENS S'APPLIQUE L'ADMINISTRATION LÉGALE

PRINCIPE. — En principe, l'administration légale s'applique à tous les biens appartenant en propre à l'enfant, soit que celui-ci les ait acquis par son travail ou par l'effet du hasard, soit qu'il les ait recueillis dans une succession *ab intestat*, soit enfin qu'il les doive à la libéralité d'une tierce personne (1). Mais

1. D'après certaines législations étrangères, au contraire, l'enfant administre lui-même les biens qu'il a acquis par son travail, soit dans tous les cas (Mexique ; Chili ; Portugal pour les biens acquis par les armes, les lettres et les arts libéraux : art. 147 § 2, C. civ. portugais), soit seulement s'il habite avec la permission du père en dehors de la maison paternelle (C. civ. espagnol, art. 160 ; C. civ. portugais, art. 147 § 1^{er}, par les biens acquis par le travail ou l'industrie ; C. civ. vénézuélien, ce dernier Code exige en outre que l'enfant ait plus de dix-huit ans). Quant aux biens acquis autrement que par le travail (c'est-à-dire à titre gratuit ou par l'effet du hasard), le Code civil mexicain permet au père qui en a l'administration de la céder à son fils. De plus, d'après le Code civil chilien, le père n'administre pas les biens pro-

ce principe comporte une notable exception à laquelle va être consacré tout ce chapitre.

EXCEPTION. — L'administration légale ne sera pas en effet le régime applicable aux biens qui auraient été donnés ou légués sous la condition expresse d'être administrés par un tiers (art. 389 nouv., § 1^{er}, *in fine*).

Cette solution a été formellement donnée par la loi nouvelle (1), consacrant sur ce point l'opinion de la majorité des auteurs suivie par la jurisprudence la plus récente. Le Code civil, en effet, ne s'était pas expliqué sur la validité d'une telle clause et ce silence avait fait naître une grave controverse qui elle-même donna lieu à trois systèmes divergents.

Une première opinion admettait, sans restriction aucune, la validité de la clause de l'acte de libéralité enlevant aux père et mère l'administration légale des biens donnés ou légués. En effet, disait-on dans ce système, n'est-il pas loisible à celui qui fait une donation ou un legs d'y mettre telles conditions que bon lui semble (car enfin celui qui donne eût pu ne pas donner du tout), pourvu toutefois que ces con-

venant de successions ou de legs dévolus à l'enfant à cause de l'incapacité ou de l'indignité du père.

1. Elle avait été précédée dans cette voie par bon nombre de Codes étrangers : Codes civils allemand (art. 1638), espagnol (art. 162), portugais (art. 147), hollandais (art. 362) et chilien (R. de la Grasserie, *G. civ. chilien* V^o P. Pat.).

ditions ne soient pas contraires à l'ordre public ? Or, c'est bien ce qui a lieu ici pour notre clause : c'est uniquement une simple mesure de sage prévoyance capable tout au plus d'éviter la ruine du mineur causée par la dilapidation des biens donnés ou légués, ce qui n'est aucunement attentatoire à l'ordre public.

Des attributs de la puissance paternelle, ajoutait-on, les uns sont de son essence, les autres simplement de sa nature. Aux premiers, qui sont relatifs à la personne de l'enfant (tel, le droit de garde), la dérogation ne saurait être permise ; mais les seconds, concernant les biens, n'impliquent nullement cette prohibition, ainsi que la loi le reconnaît d'ailleurs pour l'un d'eux, l'usufruit légal, dans l'article 387.

On montrait enfin, dans cette doctrine, les inconvénients considérables du système inverse. Une personne de la famille, un grand-père par exemple, concevant quelques doutes sur l'aptitude de son fils à gérer son patrimoine convenablement, lègue directement à son petit-fils la quotité disponible de sa fortune afin de sauvegarder cette dernière dans la mesure du possible. Et, comme complément indispensable de prévoyance, il confie l'administration des biens ainsi légués à un tiers. Et cette clause ne serait pas valable ! Mais alors, à quoi sert d'avoir frustré le père prodigue ou dissipateur de biens qui normalement devaient lui revenir, si l'on ne peut

l'empêcher de les administrer plus ou moins librement ? (1).

N'est-il pas clair que bien souvent la libéralité ne sera pas faite du tout au grand détriment de l'enfant ? (2).

Un second système, invoquant les mêmes raisons que les partisans du premier (3), résolvait la question de l'efficacité de la clause de l'acte de libéralité privant l'administrateur légal de ses pouvoirs, au moyen d'une distinction basée sur l'intention du disposant : celui-ci, en insérant la clause dont s'agit, n'avait-il eu d'autre mobile que la volonté d'offenser

1. Cet argument avait d'autant plus de force, remarquons-le, que les pouvoirs de l'administrateur légal étaient, sous l'empire de l'ancien article 389, mal définis et qu'il convenait, en l'absence de restrictions légales, d'accorder à cet administrateur, comme le faisait du reste généralement la jurisprudence, une liberté de gestion à peu près illimitée, ainsi que nous nous efforcerons de le prouver ci-après (chap. IV, § 2).

2. En ce sens : Chardon, t. II, n° 135. — Vazeilles, *Traité du mariage*..., t. II, nos 457, 458 et 459. — Planiol, t. I, n° 1709.

3. Ces deux opinions invoquaient en outre en leur faveur l'autorité du droit romain. Justinien en effet, dans le chapitre premier de la *Novelle 117*, avait formellement reconnu la validité de la clause dont nous nous occupons. Mais cet argument ne semblait pas très sérieux, attendu que le droit romain a été abrogé, pour les matières dont le Code civil s'est occupé (ce qui est le cas ici), par l'article 7 de la loi du 30 ventôse an XII (Cf., Planiol, t. I, n° 82).

le père (ou la mère) aux droits duquel il attentait ? La clause, en ce cas, était radicalement nulle comme contraire aux bonnes mœurs (C. civ., art. 6) et par suite, elle était réputée non écrite (C. civ., art. 900). Si au contraire, le donateur (ou le testateur), en retirant au père (ou à la mère) l'administration légale, avait eu uniquement en vue l'intérêt bien entendu de l'enfant gratifié, alors la clause était parfaitement valable.

Cette opinion, défendue par Aubry et Rau comme par Demolombe, avait le tort d'obliger le juge à se livrer à des recherches d'ordre psychologique et était par là même assez arbitraire (1).

Un troisième système enfin, diamétralement opposé au premier, admettait la nullité de la clause dans tous les cas, en raisonnant d'une façon rigoureusement logique : De par l'article 6 du Code civil, il est interdit de déroger, par des conventions particulières aux lois intéressant l'ordre public. Or, on s'accorde à attribuer ce caractère aux lois concer-

1. En ce sens : Massé et Vergé sur Zachariæ, p. 408, n. 17, *in fine*, (t. I). — Aubry et Rau, t. I, § 123, texte et n. 15. — Demolombe, t. VI, n° 458. — Proudhon, *Traité de l'usufruit*, t. I, n° 240 à 248 (p. 291 et s.). — Valette sur Proudhon, *Traité sur l'état des personnes*, t. II, n. a, observation IV. — Duvergier sur Toullier, *Cours de droit civil français*, anc., t. II, n° 1068 (à la suite de la note de Toullier sous ce n°).

nant l'organisation de la famille et la protection des incapables, ce qui est bien le cas pour l'article 389 réglementant l'administration légale, attendu que cette institution tient à la fois à la puissance paternelle, dont elle est un des attributs, et au mariage. Donc, la clause dépouillant le père ou la mère de sa qualité d'administrateur légal doit être considérée comme nulle, comme contraire à l'ordre public et par suite elle sera réputée non écrite (C. civ., art. 900). La loi, il est vrai, a permis formellement d'enlever aux parents l'usufruit légal qui est tout autant que l'administration légale un attribut de la puissance paternelle et partant non moins d'ordre public. Mais c'est qu'un texte spécial, l'article 387, était nécessaire pour déroger au principe général posé par l'article 6, et comme ce texte particulier manque pour l'administration légale, c'est bien le cas d'appliquer la maxime *qui dicit de uno negat de altero*.

Quant aux inconvénients pratiques du système, reprochés à ses partisans, ceux-ci les reconnaissent très fondés, mais ils répondaient avec quelque apparence de raison que la critique s'adressait au législateur et non à l'interprète (1).

1. En ce sens : Demante et Colmet de Santerre, t. II, n° 133 bis, III. — Laurent, t. IV, n°s 297 à 301. — Marcadé, t. II, VI, 152. — Dalloz, répertoire (t. XXXVIII), v° P. Pat., n° 86. — Supplément au Répertoire (t. XV), v° P. Pat.,

Cette dernière doctrine, quoique tout à fait conforme aux principes généraux du droit, pouvait donc conduire dans l'application à des résultats très fâcheux. Aussi, la jurisprudence après l'avoir à deux reprises adoptée, avait-elle fini par se laisser convaincre par la majorité des auteurs qui la rejetait et par admettre d'une façon absolue la validité de la clause précitée.

C'est cette dernière opinion que la loi nouvelle, sous l'inspiration de la commission du Sénat, précédée elle-même dans cette voie par la proposition Bisseuil de 1881, a adoptée. Malheureusement, la loi a laissé sans les résoudre plusieurs questions qu'il nous faut examiner dès maintenant.

Et tout d'abord, quels seront les pouvoirs du tiers désigné par la clause de l'acte de libéralité pour administrer les biens donnés ou légués ? (1) — Avant

n^{os} 100 et 101. — Toullier, *Cours de droit civil français*, t. II, n^o 1068. — Coulon, *Questions de droit*, t. II, dialogue 61, p. 181 à 200. — Thiry, t. I, n^o 516. — Huc, t. III, n^o 237.

1. La question a été soulevée à la Chambre lors de la discussion qui précéda le vote définitif de la loi (1^{er} avril 1910); là, MM. Lefas et Prache firent observer très justement que la loi nouvelle déterminait bien les pouvoirs de l'administrateur *légal*, mais non ceux du tiers désigné par le donateur ou le testateur pour gérer les biens donnés ou légués; et alors, ils déposèrent, en vue de combler cette lacune, chacun un amendement. Celui de M. Prache, qui tendait à ajouter au paragraphe 6 de l'article unique de la loi : « et de l'administrateur désigné dans une donation ou un testament »,

de chercher à déterminer quels seront ces pouvoirs, il est nécessaire de se demander *quel est le caractère juridique* de l'administrateur ainsi désigné par le disposant.

Sans aucun doute, à notre avis, c'est un *mandataire conventionnel du mineur gratifié*. Mais comment arriver à cette solution, alors que le mandant, qui est ici le mineur, n'a pas donné pouvoir au tiers désigné par le disposant, pour que celui-ci le représente et agisse en son nom, ce qui pourtant est indispensable pour qu'il y ait mandat ? En faisant intervenir la théorie de la stipulation pour autrui ; et voici comment nous raisonnons :

L'acte de libéralité renferme en réalité deux opérations juridiques :

1^o Une donation ou un legs fait par le disposant au mineur ;

2^o Une stipulation pour autrui, dont le stipulant est le disposant ; le promettant, le tiers désigné pour administrer et le *bénéficiaire*, le mineur gratifié. Par

aurait assimilé les deux sortes d'administrateurs quant aux obligations et à l'étendue des pouvoirs, mais, n'ayant pas eu l'approbation de la commission, il fut rejeté par la Chambre après discussion. De son côté, M. Lefas proposait un article additionnel étendant toutes les dispositions de la loi nouvelle (sauf celles des § 2 et 3 de cette loi) à l'administrateur désigné par le disposant. Mais, sur la demande de l'auteur lui-même, l'amendement fut disjoint et renvoyé à la commission.

l'effet de cette stipulation, le disposant stipule du tiers qu'il administrera les biens donnés ou légués au mineur. Et cette stipulation pour autrui est valable, comme étant la condition d'une donation ou (d'un legs) que l'on fait à un autre, à savoir au mineur (C. civ. art. 1121). Et comme la stipulation pour autrui a pour but de suppléer à l'absence d'un mandat valable donné par le bénéficiaire au stipulant, nous arrivons ainsi au même résultat que si le mineur avait lui-même (à supposer que cela lui eût été possible) donné au disposant pouvoir de charger le tiers d'administrer les biens donnés ou légués. Or, il est clair que si le mineur avait pu donner au disposant ce mandat de donner lui-même mandat au tiers d'administrer les biens dont s'agit, le résultat eût été absolument le même (en vertu de la théorie de la représentation du mandant par le mandataire, C. civ., art. 1998), que si ce mineur avait chargé directement ce tiers d'administrer les biens en question. Or, nul doute dans ce cas que le tiers administrateur eût représenté le mineur dont il serait le mandataire. Donc, il doit en être identiquement de même en cas d'une clause de donation ou de testament investissant le tiers de la fonction d'administrateur des biens donnés ou légués.

Et maintenant que nous sommes fixés sur la caractère juridique de cet administrateur ainsi désigné, cherchons quels seront ses pouvoirs et pour cela dis-

tinguons nettement les deux hypothèses possibles :

PREMIÈRE HYPOTHÈSE. — *La clause de l'acte de libéralité précise les pouvoirs du tiers administrateur.*

— Nous avons alors affaire à un mandat conférant au tiers le droit de faire à la fois les actes d'administration (C. civ., art. 1988) et tous les actes de disposition expressément indiqués (car pour ces derniers le mandat doit être spécial : art. 1988, § 2, C. civ.).

DEUXIÈME HYPOTHÈSE. — *La clause ne précise pas les pouvoirs de l'administrateur.* — Alors, nous sommes en face d'un mandat conçu en termes généraux qui, comme tel, n'embrasse que les actes d'administration (C. civ., art. 1988, § 1^{er}) ; donc le tiers ne pourra pas faire, en vertu de cette clause de l'acte, d'actes de disposition, tels qu'une vente d'immeuble, une constitution d'hypothèque, etc.

Mais pourtant il se peut que de pareils actes deviennent absolument nécessaires et urgents ; comment procéder alors ? Il ne saurait être question de charger le père ou la mère de les faire, car ils sont dépourvus de pouvoirs sur les biens donnés ou légués à condition d'être administrés par un tiers (art. 389 nouv., § 1, C. civ.) relativement à ces biens, ils sont déchus de l'administration légale. Il faut donc procéder comme dans les autres cas de déchéance des père et mère de l'administration légale, c'est-à-dire demander au tribunal de nommer un administrateur *ad hoc*, pouvant faire l'acte de disposition dont s'agit,

comme eût pu le faire le père (ou la mère), s'il n'avait pas été déchu, avec l'autorisation du tribunal donnée suivant la même procédure (c'est-à-dire sur requête, en Chambre du conseil, le ministère entendu). Or, il est manifeste que le tribunal se contentera, au lieu de nommer un administrateur *ad hoc* distinct, d'autoriser le tiers désigné par le disposant, à passer l'acte dont s'agit.

Maintenant, le mandat pour produire effet a besoin d'être accepté par le mandataire, mais d'autre part comme cette acceptation peut-être tacite et résulter notamment de l'exécution qui a été donnée au mandat par le mandataire (C. civ., art. 1985, § 2), on voit qu'il n'est nullement besoin que le tiers, désigné dans l'acte de libéralité comme administrateur, soit partie à cet acte. Et au cas où il se refuserait à administrer les biens donnés ou légués, le mandat seul deviendrait par là un acte inutile, mais la clause privant les parents de leur administration légale conserverait sa valeur. Le résultat, dans cette circonstance, serait le même que celui qui se serait produit si le disposant tout en écartant les père et mère n'avait désigné personne pour les remplacer dans l'administration des biens donnés ou légués, ce qui, nous le verrons, n'équivaut pas à l'inefficacité de la clause de déchéance.

En outre, la stipulation pour autrui peut être révoquée par le stipulant tant que le bénéficiaire n'a pas

déclaré vouloir en profiter (art. 1121, § 2, C. civ.) ; donc, l'enfant devra *accepter*, ou plutôt *ratifier* la stipulation, ce qu'il fera en même temps qu'il acceptera la donation ou le legs, mais il est clair que, le mineur ne pouvant agir par lui-même, ce sera le père (ou la mère) déchu par le disposant de l'administration des biens donnés ou légués, qui devra accepter lui-même pour l'enfant. Ce qui paraît tout à fait bizarre et ce qui pourra quelquefois produire ce résultat déplorable que, par vengeance, et pour peu que le disposant l'ait aussi privé de l'usufruit des biens donnés ou légués, l'administrateur légal ainsi destitué par la volonté du disposant se refusera à signer sa condamnation en omettant soigneusement d'accepter la donation ou le legs, ce qui est indispensable pour que cet acte produise effet. Il pourra, il est vrai, être rendu responsable envers le mineur, lors de la majorité ou de l'émancipation de ce dernier, pour avoir agi mal à propos et de mauvaise foi, mais cela peut fort bien n'avoir aucun intérêt, si à ce moment ce parent coupable est insolvable. La loi nouvelle ne nous fournit pas le moyen de parer à cet inconvénient, mais hâtons-nous d'ajouter qu'elle n'avait pas à le faire, attendu que le remède se trouvait déjà dans l'article 935, § 3 du Code civil, qui confère indistinctement aux père et mère et autres ascendants du mineur le droit d'accepter pour lui la donation entre vifs, ce qui fait que si cette libéra-

lité n'est pas acceptée par le père administrateur légal, elle pourra l'être par la mère même non autorisée par son mari, ou même par un autre ascendant si le mineur en a encore. Et la solution ainsi donnée par l'article 935 § 3, pour la donation doit être étendue au legs par analogie ; la loi, par un défaut de méthode évident, faisant la théorie de l'acceptation des libéralités à propos des donations entre vifs, au lieu de l'exposer dans le chapitre II (du titre II, du livre III) traitant de la capacité de disposer ou de recevoir par donation entre vifs ou par testament, où c'était sa place logique.

Enfin ce mandat ainsi conféré conventionnellement au tiers par le disposant, agissant dans l'intérêt du mineur, comment prendra-t-il fin ? En vertu de l'article 2003 du Code civil, le mandat finit par la révocation du mandataire ou par sa renonciation ; par la mort, l'interdiction, la déconfiture du mandant ou du mandataire. En est-il de même dans notre hypothèse ? C'est ce qu'il y a lieu d'examiner maintenant. Et tout d'abord, sans aucun doute, le mandat du tiers administrateur finira par sa mort, son interdiction, sa déconfiture (ou s'il est commerçant par sa faillite ou sa mise en liquidation judiciaire) et par sa renonciation faite dans les limites fixées par l'article 2007 du Code civil. Il prendra fin, non moins certainement par la mort du mineur et même par son interdiction ou sa déconfiture dans les hypo-

thèses exceptionnelles où elles pourraient avoir lieu. Reste donc à examiner le cas de révocation du tiers. Cette révocation est-elle possible et si elle l'est, comment se fera-t-elle? Au premier abord, la possibilité d'une révocation paraît évidente.

Le mandat cesse en effet par la révocation du mandataire par le mandant, qui est ici le mineur, ainsi qu'il a été démontré. Donc, en l'absence de texte prohibitif contraire, le mandat du tiers désigné par le disposant pour administrer les biens donnés ou légués est révocable *ad nutum* par le mineur. Mais ce dernier, tant qu'il n'est pas majeur ni émancipé, est incapable d'agir juridiquement, il ne peut donc pas révoquer lui-même ce mandat qu'on a donné à un tiers pour lui. Mais d'un autre côté, la loi n'a-t-elle pas placé avec soin à côté de lui un administrateur légal chargé de le représenter et d'agir à sa place? Il semble donc bien que c'est cet administrateur légal qui pourra révoquer l'administrateur désigné par le disposant. En sorte qu'on aboutit à ce singulier résultat qu'un mandataire est révoqué par un mandataire. Mais l'inconvénient capital de cette solution extraordinaire est qu'elle va complètement à l'encontre et de la volonté présumée du disposant et de l'intérêt du mineur. Elle rend vaine la précaution du donateur ou du testateur. La conséquence, en effet, s'en entrevoit tout de suite : le père (ou la mère) administrateur légal n'aura pas plus tôt accepté la libéralité

qu'il s'empressera de révoquer le mandataire. Cette solution n'est-elle pas absolument inadmissible ? Fort heureusement, elle doit être rejetée, comme étant en réalité directement contraire au paragraphe 2 de l'article unique de la nouvelle loi (art. 389, § 1^{er} nouv., C. civ.). En effet, admettons que l'administrateur légal ait le droit de révoquer le tiers désigné par le disposant et supposons qu'il l'ait fait : qui administrera alors les biens donnés ou légués ? L'administrateur légal, s'empressera-t-on de répondre. Non, cela n'est précisément pas possible, la loi nouvelle ne dit-elle pas, en effet, que l'administrateur légal gère les biens de l'enfant sauf ceux qui seraient donnés ou légués sous la condition expresse d'être administrés par un tiers ? Donc, sur ces derniers, le père (ou la mère) administrateur légal est sans pouvoir ; son mandat, qui lui est donné par la loi, lui est de même retiré ici par la loi. Pour ces biens, le père (ou la mère) est déchu de l'administration légale ; alors en admettant toujours qu'il puisse ainsi révoquer le mandataire conventionnel désigné par le disposant, il ne deviendrait pas administrateur des biens donnés ou légués ; ce serait au tribunal à nommer un administrateur *ad hoc*. La révocation ainsi faite par l'administrateur légal ne lui aurait servi absolument à rien ; elle n'eût abouti qu'à provoquer une intervention inutile du tribunal qui pourrait même fort bien, remarquons-le, réintégrer le tiers ainsi révoqué arbi-

trairement et par pur caprice, dans la fonction à lui conférée par le disposant ! Et en raisonnant ainsi par l'absurde, nous arrivons à cette conclusion qu'il est impossible que la loi ait pu vouloir accorder à l'administrateur légal une faculté de révocation qui ne lui serait d'aucune utilité et que par conséquent cet administrateur n'a pas en réalité le droit de révoquer le tiers désigné par le disposant afin de gérer les biens donnés au légué, attendu que n'ayant aucun pouvoir sur cette fraction du patrimoine de son enfant mineur, il n'a pas à s'inquiéter du point de savoir si elle est bien ou mal administrée.

A la question que nous venons d'examiner se rattache celle de savoir si les pouvoirs du tiers administrateur cessent de plein droit par l'émancipation de l'enfant mineur par son père ou par sa mère (1). Cette question avait donné lieu, dans le silence de l'ancien article 389, à des solutions contradictoires de la part de la jurisprudence, solutions qui s'expliquaient par les circonstances de fait. Aussi Demolombe (2) laissait-il aux tribunaux toute liberté

1. En effet, si l'on admet, contrairement à l'opinion exposée au texte, que le père (ou la mère) administrateur légal ait le droit de révoquer l'administrateur désigné par le disposant dans un acte de libéralité, comme la révocation du mandat peut être tacite (arg., art. 2006, C. civ.), il y a lieu d'admettre que cette révocation résultera de plein droit de l'émancipation de l'enfant.

2. T. VI, n° 458 bis.

d'appréciation à ce sujet. La proposition Bisseuil déposée à la Chambre le 13 décembre 1881 résolvait la question en ce sens que l'émancipation faisait cesser les pouvoirs du tiers sans clause contraire possible de la part du disposant. La nouvelle loi étant muette, nous ne croyons pas que la seule arrivée de l'émancipation, pas plus d'ailleurs que celle de la majorité, puisse avoir pour résultat de mettre fin automatiquement aux pouvoirs de ce tiers administrateur qui est un mandataire conventionnel et que, par conséquent, à moins d'une clause expresse de l'acte de donation ou de testament fixant comme terme à cette administration la majorité ou l'émancipation de l'enfant, ses pouvoirs ne peuvent prendre fin que par la révocation de l'enfant émancipé ou devenu majeur. Du reste, cette révocation pouvant être tacite (arg., art. 2006, C. civ.) s'opérera par toute manifestation de volonté adressée en ce sens au tiers administrateur et telle qu'une demande en restitution des biens donnés ou légués ou en reddition de compte. Mais, d'autre part, nous ne pensons pas qu'il soit permis au donateur ou au testateur d'autoriser le tiers désigné à administrer après l'émancipation ou la majorité, sans possibilité de révocation de la part du mineur émancipé ou devenu majeur. Car, encore une fois, on ne peut par des conventions particulières déroger, en l'absence d'un texte spécial contraire, aux lois intéressant l'ordre

public (C. civ., art. 6); or, parmi ces dernières rentrent bien celles concernant l'état et la capacité des personnes et notamment les articles 481 et 488 du Code civil, qui formulent les pouvoirs du mineur émancipé ou devenu majeur, sans distinguer selon la provenance des biens, à la différence du paragraphe premier du nouvel article 389. D'ailleurs, cette solution conforme aux principes ne paraît pas devoir entraîner en pratique des résultats fâcheux. En effet, à supposer même que l'émancipation ait été opérée par le père (ou la mère) déchu par le disposant de l'administration légale, dans l'unique but de se rendre maître de la portion de la fortune de l'enfant non soumise à sa gestion, nous prétendons que la solution ne présente pas d'inconvénients, car le mineur émancipé n'ayant qu'une capacité très limitée et devant pour les actes excédant la pure administration être assisté de son curateur ou même obtenir l'autorisation d'un conseil de famille homologué quelquefois par le tribunal, les dangers d'une mauvaise gestion sont beaucoup moins à redouter que dans le cas où ce serait le père (ou la mère) qui administrerait avec les pouvoirs que lui confère la loi de 1910.

Nous avons constamment exposé jusqu'ici que le disposant, en même temps qu'il excluait les père et mère de l'administration légale des biens par lui donnés ou légués, avait chargé une personne déter-

minée, en qui il avait confiance, de gérer les mêmes biens. Il convient, en terminant, d'examiner le cas (qui à la vérité se présentera assez rarement) où le disposant se serait contenté de priver les parents (ou l'un d'eux) de l'administration légale quant aux biens donnés ou légués, sans désigner spécialement un tiers pour administrer ces biens. Il n'y a pas ici de mandat conféré à un tiers, dans l'intérêt du mineur, par le disposant ; c'est un cas pur et simple de déchéance de l'administration légale.

Cette déchéance, il est vrai, n'est que relative, en ce sens qu'elle ne s'applique qu'aux biens faisant l'objet de la donation ou du legs ; mais peu importe ; dans la mesure où elle s'étendra, cette déchéance produira les mêmes conséquences que si elle était absolue. Ces conséquences seront examinées dans le chapitre spécialement consacré à la matière de la déchéance de l'administration légale (chap. V). Disons simplement ici qu'il y a lieu de distinguer selon que le disposant a exclu seulement l'un des père et mère de l'administration des biens donnés ou légués, auquel cas l'autre devient de plein droit administrateur légal (sauf s'il se trouve lui-même alors déchu de cette administration pour une autre cause), ou qu'au contraire il a privé à la fois le père et la mère de la fonction à eux conférée par la loi, ce qui donnerait lieu à la nomination par le tribunal d'un administrateur *ad hoc*, dont les pouvoirs seront déterminés plus tard.

Observons finalement qu'il faudrait assimiler au cas où la clause de la donation ou du testament se contente de priver les père et mère de l'administration légale, sans investir un tiers de la gestion des biens donnés ou légués, celui où le tiers désigné par le disposant viendrait à mourir, à être interdit, où à tomber en faillite (ou en déconfiture) avant la majorité ou l'émancipation de l'enfant et celui enfin où il refuserait d'accepter le mandat on y renoncerait après coup avant la même époque et valablement (c'est-à-dire conformément à l'art. 2007 du Code civil). Dans tous ces cas, comme dans celui de la privation des père et mère de l'administration légale, le tribunal devrait désigner un administrateur *ad hoc* (1).

1. Il ne paraît pas discutable que le disposant ayant, en vertu de la nouvelle loi, la faculté de priver complètement les père et mère de l'administration des biens donnés ou légués, puisse se contenter d'exiger d'eux certaines garanties, telles qu'une caution ou une hypothèque (Comp. Laurent, t., 4, n° 309 *in fine*).— Le Code civil allemand qui dans son article 1638, consacre, ainsi que nous l'avons dit précédemment, la validité de la clause de privation totale, ajoute dans son article 1639 que ce que l'enfant acquiert à titre gratuit doit être administré par le père conformément aux instructions du disposant, sinon le tribunal de tutelle doit prendre les mesures nécessaires pour les faire exécuter. En outre, le même article permet à l'administrateur légal de s'en faire dispenser par le disposant, ou si ce dernier est dans l'impossibilité d'accorder cette dispense, par le tribunal, si ces instructions sont de nature à mettre en péril les biens de l'enfant.

CHAPITRE IV

FONCTIONNEMENT DE L'ADMINISTRATION LÉGALE

Plan de chapitre.— Sous cette rubrique « Fonctionnement de l'administration légale », nous nous proposons d'exposer les règles applicables à la gestion de l'administrateur légal. Et pour cela, nous étudierons, dans deux paragraphes distincts, d'une part l'étendue des pouvoirs de cet administrateur (§ 2) et d'autre part les obligations auxquelles il est soumis dans sa gestion (§ 3). Mais auparavant, il y aura lieu de dire quelques mots d'un principe affirmé par la loi nouvelle, quoique déjà reconnu auparavant et qui est véritablement, croyons-nous, la clef de toute cette importante matière (§ 1). Enfin, nous terminerons ce chapitre par un appendice consacré au cas d'opposition d'intérêts entre l'administrateur légal et le mineur.

§ 1. — *Étude du principe dominant cette matière.*

Énoncé de ce principe. Différence avec la tutelle.— Tandis que la tutelle est « un mécanisme à trois

rouages (1) », comprenant un organe chargé d'agir, le tuteur, un autre chargé de le surveiller, le subrogé-tuteur, et un troisième chargé de délibérer, le conseil de famille, *l'administration légale ne comporte ni subrogée-tutelle ni conseil de famille* ; elle ne comprend qu'un seul organe, *l'administrateur légal* qui, comme le tuteur du reste, agit sous le contrôle supérieur de la justice (art. 389 nouv., § 9) (2).

Raison d'être de ce principe. — Ce principe se justifie, ainsi que nous avons pu déjà le constater, par deux raisons qu'il nous suffira de rappeler brièvement.

1° Tout d'abord, il est rigoureusement logique. Etant donné en effet que d'une part l'administration légale est un attribut de la puissance paternelle, et que d'autre part celle-ci n'est soumise qu'à l'autorité et à la surveillance des tribunaux, il devait en être rationnellement de même de sa conséquence, l'administration légale.

1. Planiol, t. I., n° 1754.

2. Les législations qui, à l'imitation de la nôtre, admettent l'institution du conseil de famille et même celle de la subrogée-tutelle, les considèrent également comme complètement étrangères à l'administration légale, au moins tant que les père et mère existent tous deux. Il en est ainsi non seulement en Allemagne où le conseil de famille, même en matière de tutelle, n'a que des attributions peu importantes, mais encore et surtout dans les pays tels que l'Italie, l'Espagne et le Portugal et où le conseil de famille a, comme en France, un rôle considérable à remplir auprès du tuteur.

2° Ce principe trouve encore son fondement dans des considérations pratiques. Attendu que, d'après notre droit, l'administration légale ne peut subsister que tant que les père et mère existent tous deux, on a estimé non sans raison que l'affection en quelque sorte concourante de ces deux protecteurs naturels ne contribuerait pas peu à la bonne administration des biens de l'enfant qui ne sont d'ailleurs en général que peu importants, si tant est qu'il existent à ce moment, et que par conséquent il suffisait de maintenir l'intervention du tribunal pour autoriser certains actes d'une gravité exceptionnelle et aussi pour destituer au besoin l'administrateur légal qui gèrerait mal ; mais qu'au contraire on pouvait se dispenser en notre hypothèse du contrôle d'un subrogé-tuteur, remplacé par la présence de celui des père et mère qui ne gère point et des avis de famille auxquels suppléent, dans une certaine mesure, les délibérations communes du père et de la mère sur l'acte à accomplir, délibérations qui, sans être obligatoires à aucun degré à la vérité, ne manqueront pas néanmoins d'avoir lieu là où les parents sont soucieux des intérêts de leurs enfants.

Histoire de ce principe.— L'idée que l'administration légale ne comporte ni subrogée-tutelle ni conseil de famille, avait été émise par le Tribunat lors de l'insertion de l'article 389, faite après coup dans le projet de notre Code civil. Aussi, quoique cet insuffisant

article ne la consacra pas par une disposition formelle, cette idée avait été à peu près unanimement admise, ce qui n'empêchait pas toutefois auteurs et décisions de justice de diverger sur les conséquences à en tirer. Pour faire cesser ces dissidences, la loi nouvelle, en même temps qu'elle proclame la vérité de ce même principe, en déduit elle-même, dans la vue d'en assurer l'application absolue, les principales règles qui en découlent.

Conséquences de ce principe. — Le principe que l'administration légale ne comporte ni conseil de famille ni subrogée-tutelle, engendre de très importantes conséquences et quant aux obligations de l'administrateur légal et quant à l'étendue de ses pouvoirs. C'est à l'étude de ces conséquences que nous allons nous livrer dans les deux paragraphes suivants.

§ 2. — *Étendue des pouvoirs de l'administrateur légal*

HISTORIQUE. — Le silence de l'ancien article 389 sur ce point capital, avait suscité entre auteurs et décisions de justice un désaccord persistant qui se manifesta par l'apparition de trois systèmes bien distincts.

Une première opinion, qui avait recueilli les suf-

frages d'auteurs particulièrement éminents, mais qui n'avait trouvé que très peu d'écho en jurisprudence, assimilait quant à l'étendue des pouvoirs l'administrateur légal au tuteur.

En effet, disaient en substance les partisans de ce système, les formalités imposées au tuteur pour la passation de certains actes, constituent bien moins des mesures de défiance contre sa personne même, que des précautions contre les dangers que présentent ordinairement certaines opérations juridiques. En conséquence, il n'y a pas lieu de dispenser l'administrateur légal de l'observation de ces formalités.

Et l'on corroborait cet argument de raison par l'appui de certains textes qui, disait-on, prescrivant d'une part l'observation des formalités de la tutelle et d'autre part visant les mineurs sans distinction, semblaient bien donner à entendre que les limites imposées aux pouvoirs du tuteur l'étaient également à ceux de l'administrateur légal (1).

Assurément, ce système avait pour lui l'avantage d'une grande facilité d'application. Mais, outre que les textes qu'il invoquait ne paraissaient pas fournir

1. En ce sens : Aubry et Rau, t. I^{er}, § 123, texte et n. 28 à 40. — Demolombe, t. VI, n° 446. — Planiol, t. I^{er}, n° 1713. — Valette sur Proudhon, t. II, p. 283, n. a, obs. III. — Valette, *Cours*, t. I^{er}, art. 389, n° 2. — Demante et Colmet de Santerre, t. II, n° 137 bis. — Thiry, t. I^{er}, n° 514.

en sa faveur un argument très probant (1), il trouvait surtout un démenti formel dans les travaux préparatoires de l'ancien article 389. Le Tribunat, en faisant insérer cet article dans le projet du Code civil, n'avait-il pas en effet affirmé catégoriquement que l'administration légale ne comportait pas de conseil de famille ? Et alors pourquoi exiger pour un grand nombre d'actes l'avis d'une telle assemblée ? En

1. Les textes ainsi invoqués étaient les articles 776, § 2 ; 817, § 1^{er}, 838, 1718, 2045, 2126 (C. civ.), 943 et 954 (C. proc. civ.). Si l'on s'y réfère, on constate que les articles 776, § 1^{er} et 2126, renvoyant d'une façon générale au titre de la tutelle, donc aussi bien à l'article 389 qui y est compris et qui seul est relatif à l'administration légale, qu'aux articles 461, 457 et 458, imposant au tuteur certaines formalités pour accepter une succession ou pour hypothéquer, ne portaient pas ; que l'article 817, § 1^{er}, ne visait textuellement que les tuteurs, de même l'article 2045 ; l'article 838 prescrivant que le partage intéressant des mineurs doit être fait en justice, s'appliquait à la vérité à l'administration légale comme en matière de tutelle, mais il n'empêchait nullement l'administrateur légal d'intenter seul et sans autorisation, une action en partage ; l'article 1718 était de même applicable, mais il n'interdisait pas à l'administrateur légal de faire seul des baux aussi longs qu'il voulait, et, d'autre part, l'autorisation du conseil de famille, même homologuée par le tribunal, n'eût pas empêché le bail excédant neuf ans de pouvoir être réduit ; donc, cet article ne paraissait pas fournir, lui non plus, un argument bien sérieux. Enfin, les articles 953 et 954 du Code de procédure civile, ne semblaient bien viser en dépit de la rubrique trop large du titre VI les renfermant « De la vente des biens immeubles appartenant à des mineurs », que les mineurs en tutelle, à ne consulter que les articles 958, § 2, et 962, contenus dans ce même titre.

outre, l'article 389 comprenait primitivement un troisième alinéa décidant que tout ce qui concernait la propriété des biens (soumis à l'administration légale), serait réglé conformément aux dispositions de la section VIII du titre de la tutelle. Or, cette section renferme précisément les articles qui limitent l'étendue des pouvoirs du tuteur. Mais cet alinéa final de notre article a disparu dans la rédaction définitive, évidemment comme absolument incompatible avec tout ce qui avait été déclaré et notamment avec le but même de l'introduction de l'article 389 dans le Code. Mais de cette suppression même, n'est-on pas en droit de conclure que les formalités imposées au tuteur étaient en réalité étrangères à l'administrateur légal ?

Un second système dispensait, à la différence du précédent, en toute hypothèse, l'administrateur légal de l'obligation de consulter un conseil de famille que notre institution ne connaît pas ; mais, comme lui, il exigeait pour certains actes importants, l'intervention du tribunal. Mais quels étaient les actes que l'administrateur légal pouvait accomplir seul et quels étaient au contraire ceux pour lesquels il lui fallait obtenir l'autorisation de justice ? Cette question n'était pas résolue uniformément par les partisans de cette seconde opinion. Les uns, s'appuyant sur le texte même de l'article 389, distinguaient entre l'acte d'administration, que l'administrateur légal pouvait

faire seul, et l'acte de disposition, pour lequel il devait au contraire solliciter l'autorisation du tribunal (1). D'autres, au contraire, trouvant sans doute que ce critérium rationnel était de nature à donner lieu en pratique à des difficultés d'application, lui en substituaient un autre plus empirique : puisque, disaient-ils, le conseil de famille est remplacé en matière d'administration légale par la présence du père et de la mère qui peuvent se concerter ensemble, n'est-il pas évident que l'administrateur légal, éclairé au besoin par les conseils de son conjoint, peut agir seul là où le tuteur pourrait procéder de même ou avec la simple autorisation du conseil de famille ; mais, d'autre part, quand l'acte à accomplir requiert, en matière de tutelle, la formalité de l'homologation de justice, aucune bonne raison ne saurait dispenser l'administrateur légal en ce cas de l'intervention du tribunal qui devra alors lui donner son autorisation, s'il y a lieu (2).

Ce second système, qui avait été adopté par la majorité des auteurs, ainsi que par un assez grand

1. En ce sens : Laurent, t. IV, n° 303 et s. — Tissier, *Revue critique*, 1902, p. 599 et s. — Lespinasse, *Revue critique*, 1879, p. 24 et s. — Beudant, t. II, n° 736 et 737. — Huc, t. III, n° 240. — De Loynes, *D. P.*, 92. 2. 233 (note). — Berlin, t. I, n° 612 à 617 ; aj. De Fréminville, n° 11.

2. En ce sens : Marcadé, t. II, art. 389, IV, 150. — Seligman, *Revue critique*, 1875, p. 688 et s. — Cour de Douai, arrêt du 22 janvier 1894 (*Journal des notaires*, 1894, art. 25301).

nombre de décisions de justice, soit sous une forme, soit sous l'autre, résolvait très certainement de la façon la plus heureuse le problème si délicat de l'étendue des pouvoirs de l'administrateur légal. Aussi la plupart des législations étrangères admettant, à l'instar de la nôtre, l'institution de l'administration légale, n'ont-elles pas manqué de l'adopter par une disposition expresse (1). Mais au point de vue de l'interprétation de notre droit positif, il était fort sujet à critique. On lui objectait notamment le dilemme suivant : ou les règles de la tutelle sont applicables à l'administration légale, et alors pourquoi affranchir l'administrateur légal de l'obligation de consulter le conseil de famille alors que le tuteur y est astreint ? ou au contraire ces mêmes règles ne sauraient être appliquées en notre matière et alors que vient faire ici l'autorisation de justice, qui n'en est qu'une émanation ? Le vice essentiel de ce système, c'est qu'il créait de toutes pièces, en s'appuyant sur la nécessité (ce qui est loin d'être suffisant pour engendrer une règle de droit !) une formalité que la loi, par une lacune évidemment regrettable, n'impo-

1. V. notamment C. civ. allemand (art. 1643 à 1646) ; espagnol (art. 164) ; portugais (art. 150) ; italien (art. 224) ; vénézuélien (ces deux derniers codes adoptent formellement le critérium de l'acte d'administration) ; chilien. C'est aussi ce système que préconisait Laurent, en Belgique, dans son Avant-projet (art. 365).

sait nulle part et que par voie de conséquence il prononçait la nullité de l'acte fait en contravention de cette intervention du tribunal, que la loi ne prescrivait pas !

Un troisième système enfin, qui, tout à l'opposé du premier, n'avait guère reçu d'adhésions en doctrine (1), mais qui paraissait bien prévaloir en jurisprudence (2), permettait à l'administrateur légal de faire seul, non seulement les actes que le tuteur pouvait faire seul ou avec l'autorisation du conseil de famille, mais encore ceux pour lesquels la formalité de l'homologation de justice était exigée en matière de tutelle.

Que ce système fournit l'interprétation exacte de la loi, nous ne saurions en douter. Le Tribunal n'avait-il pas affirmé catégoriquement, en effet, en faisant insérer l'article 389 dans le Code, qu'il serait contraire à tous les principes constamment reçus que l'administrateur légal fût soumis aux « conditions et charges » imposées au tuteur ? Qu'entendre par ces expressions, sinon les formalités de l'autorisation

1. Citons toutefois en ce sens, Zachariæ (édition Massé et Vergé), t. 1^{er}, 1854, p. 406, texte correspondant à la note 12.

2. V. à cet égard, Planiol, t. 1^{er}, n° 1714 et les arrêts cités sous ce numéro, par exemple Cour de Dijon, 31 décembre 1891 (*Journal des notaires*, 1894, n° 25.303. D. 92. 2. 233, note de M. de Loynes).

du conseil de famille et de l'homologation de justice ? On objecte, il est vrai, à ce système, qu'il va directement à l'encontre du texte même de l'article 389 qui qualifie le père d'administrateur ; mais ce terme, peu précis par lui-même, a besoin d'être éclairci en recherchant quel sens ceux qui l'ont employé ont bien voulu lui donner. S'il est, en effet, des « administrateurs » à pouvoirs limités (tels le tuteur, le mari administrant les biens de sa femme) il en est, au contraire, dont les pouvoirs sont fort étendus (par exemple le mari, en tant qu' « administrateur » de la communauté : les « administrateurs » des sociétés anonymes) ; c'est précisément dans cette seconde catégorie que les auteurs de l'article 389 primitif ont paru vouloir que l'on plaçât l'administrateur légal.

Pour si exact que fût ce système au point de vue de l'interprétation de la loi, il n'en faut pas moins reconnaître qu'il était de détestable législation. Il aboutissait, à coup sûr, à permettre à l'administrateur légal de gaspiller à sa guise la fortune de son enfant, sans que l'on y pût apporter de remède. Aussi, la jurisprudence s'étant montrée impuissante à protéger le mineur contre de réels abus, une réforme était-elle nécessaire. Le projet Cazot et la proposition Bisseuil s'étaient efforcés de la réaliser dans le sens de l'opinion intermédiaire (1). Mais, la

1. Le projet Cazot adoptait le *critérium* de l'acte d'admi-

proposition Bisseuil n'ayant été nullement prise en considération et le projet Cazot, après avoir été présenté à deux reprises à la Chambre, ayant finalement fait l'objet d'un rapport défavorable en 1887, la question de la limitation des pouvoirs de l'administrateur légal sommeilla vingt ans durant.

C'est à M. Adigard que revient l'honneur de l'avoir posée à nouveau en 1907 et de l'avoir résolue de la manière excellente que la loi nouvelle nous indique.

ETUDE DES POUVOIRS DE L'ADMINISTRATEUR LÉGAL D'APRÈS LA LOI NOUVELLE. — PRINCIPE POSÉ PAR CETTE LOI. — En vertu de la loi du 6 avril 1910, *l'administrateur légal accomplit seul les actes que le tuteur peut faire seul ou autorisé par le conseil de famille et avec l'autorisation du tribunal les actes que le tuteur ne peut accomplir sans cette autorisation* (1) (art 389 nouv., § 6).

Cette règle, formulée déjà par la proposition Adigard, qui faisait ainsi prévaloir l'opinion de Marcadé, est une conséquence rigoureusement logique de cet autre principe affirmé par la loi nouvelle que l'administration légale à la différence de la tutelle ne

nistration, tandis qu'au contraire la proposition Bisseuil énumérait les actes nécessitant l'autorisation du tribunal.

1. C'est « homologation » et non pas « cette autorisation » qu'il fallait dire. Il y a là un *lapsus* qui ne se trouvait pas dans la proposition Adigard et qui est dû à l'intervention de la commission de la Chambre (V. le texte voté par la Chambre le 21 décembre 1907).

comporte pas de conseil de famille (C. civ., art. 389 nouv., § 8).

APPLICATION DE CE PRINCIPE. — Il résulte du principe posé par la loi nouvelle que l'administration légale comporte trois catégories d'actes :

1° Il est certains actes que l'administrateur légal peut accomplir seul ;

2° Il en est d'autres pour lesquels il doit obtenir l'autorisation du tribunal ;

3° Il en est même enfin qui lui sont absolument interdits.

Reste à indiquer quels actes comprend chacune de ces catégories. Après quoi, il conviendra d'examiner si le mineur n'est pas capable de faire personnellement certains actes concernant son patrimoine. Enfin, il y aura lieu d'étudier les conséquences résultant de ce que l'on se sera conformé aux règles que nous allons expliquer ou au contraire et surtout de ce qu'on les aura enfreintes.

I. — ACTES QUE L'ADMINISTRATEUR LÉGAL PEUT FAIRE SEUL. — *Formule générale.* — Les actes que l'administrateur légal peut faire seul sont, ainsi qu'il a été dit, ceux que le tuteur peut faire, soit seul, soit avec la simple autorisation du conseil de famille (art. 389 nouv., § 6).

Observation sur cette formule. — Cette formule nous montre que l'administrateur légal a des pou-

voirs plus étendus que le tuteur, comme d'ailleurs cela était en général reconnu avant la loi nouvelle. Or, comme c'est un principe également admis que le tuteur peut faire seul tous les actes pour lesquels la loi ne limite pas ses pouvoirs, on peut poser en matière d'administration légale le principe suivant qui pourra servir à résoudre les cas non prévus par la loi : *L'administrateur légal a le droit de faire seul tous les actes que comporte l'administration légale, sauf disposition législative contraire.*

L'énumération que nous allons donner dans cette section ne saurait donc être limitative ; tous les actes ne faisant pas partie des deux catégories subséquentes devront rentrer dans celle-ci.

Énumération. — L'administrateur légal pourra, par application de la formule précédemment posée, faire seul notamment les actes suivants :

1° *Tous les actes conservatoires* ; tels sont : la transcription d'un acte d'acquisition, la réquisition d'une inscription d'hypothèque, une interruption de prescription, l'assurance d'un immeuble contre l'incendie, le fait de toucher des revenus et d'en donner décharge, celui de donner mainlevée d'une inscription d'hypothèque après paiement intégral ; enfin, les réparations, même celles que l'on est convenu d'appeler les grosses réparations, c'est-à-dire celles qui entament le capital, car le tuteur lui-même peut les faire seul ;

2° *Recevoir un capital mobilier et en donner décharge*, ce que le tuteur a également pouvoir de faire seul (1);

3° *Exercer une action, soit mobilière, soit immobilière, y acquiescer ou y défendre*. En effet, le tuteur peut exercer seul une action mobilière, et seul aussi défendre à une action immobilière et il peut avec la seule autorisation du conseil de famille intenter une action immobilière ou y acquiescer (art. 464, C. civ.);

4° *Donner à bail les biens du mineur pour une durée quelconque, pourvu toutefois que le bail ne soit pas emphytéotique*, car ce dernier est assimilé par la loi du 25 juin 1902 à un acte d'aliénation (L. du 25 juin 1902, art. 2, § 1^{er}).

En effet, le tuteur peut faire un bail non emphytéotique d'une durée quelconque soit seul, soit tout au plus avec la seule autorisation du conseil de famille (arg. *a contrario*, loi 1902, art. 2, § 2).

Toutefois, il est une restriction qui, même depuis la loi nouvelle qui n'en dit rien, s'applique en matière d'administration légale comme en matière de tutelle. D'après l'article 1718 du Code civil, en effet, les règles applicables aux baux des biens des femmes mariées s'appliquent aux baux des biens des mineurs. Donc

1. Au contraire, le Code civil italien exige formellement que l'administrateur légal pour le recouvrement des capitaux, obtienne l'autorisation du préteur (notre juge de paix) (art. 225).

en vertu des articles 1429 et 1430 du Code civil (posant les règles auxquelles renvoie l'article 1518), quand l'administrateur légal aura fait un bail dont la durée excédera neuf ans et que l'administration légale prendra fin pendant la durée du bail, celui-ci ne sera obligatoire pour l'enfant ou ses héritiers que pour le temps restant à courir soit de la première période de neuf ans, si l'on s'y trouve encore, soit de la seconde, etc., de sorte que le fermier ou le locataire n'ait que le droit d'achever la jouissance de la période de neuf ans où il se trouve. Quant aux baux de neuf ans ou au-dessous que l'administrateur légal a passés ou renouvelés des biens du mineur, plus de trois ans avant l'expiration du bail courant s'il s'agit de biens ruraux et plus de deux ans avant la même époque, s'il s'agit de maisons, ils sont sans effet, à moins que leur exécution n'ait commencé avant la cessation de l'administration légale. Ce qui fait que l'administrateur légal ne pourra pas imposer à l'enfant mineur (ou à ses héritiers) un bail plus long que onze ans s'il s'agit de maisons, ou que douze ans, s'il s'agit de biens ruraux.

5° *Accepter une succession ou la répudier*, ce que le tuteur ne peut faire qu'avec l'autorisation du conseil de famille. Et l'acceptation doit se faire sous bénéfice d'inventaire ; la loi nouvelle a soin de renvoyer expressément à l'article 461 *in fine*, où se trouve prescrite cette formalité en matière de

tutelle (1). De plus, dans le cas même où une succession répudiée au nom d'un mineur n'aurait pas été acceptée par un autre, elle pourra être reprise par l'administrateur légal seul, ou par le tuteur du mineur avec l'autorisation du conseil de famille (art. 462), ou encore par l'enfant lui-même, soit qu'il ait atteint sa majorité, soit qu'il ait été émancipé, mais dans ce dernier cas il devra obtenir l'autorisation du conseil de famille (art. 462 et 484 combinés) ; mais, bien entendu, cette succession ne pourra être reprise que dans l'état où elle se trouvera alors, et sans pouvoir attaquer les actes légalement faits durant la vacance (art. 462 et art. 389 nouv., § 8, combinés). Ce n'est là d'ailleurs qu'une règle de droit commun (Cf. art. 790, C. civ.).

6° *Accepter une donation ou un legs, avec ou sans charges*, ce qui, en matière de tutelle, exige uniquement l'autorisation du conseil de famille (art. 463, C. civ.). De plus, en vertu de l'article 935, § 3 du Code civil, si l'administrateur légal négligeait d'accepter la donation ou le legs, cette libéralité pour-

1. L'acceptation bénéficiaire est de même formellement prescrite par le Code civil italien (art. 226) et par le Code du Venezuela (R. de la Grasserie, *C. civ. vénézuélien*, p. 106). De plus, ces deux Codes ont soin d'ajouter que, si le père (ou la mère) n'accepte pas, le tribunal, à la requête de l'enfant, de l'un des parents ou même d'office, pourra autoriser l'acceptation de la succession par un curateur spécial qu'il nommera à cet effet.

rait l'être, ainsi qu'il a déjà été dit, par celui des père et mère qui n'administre pas (et si c'est la mère, sans jamais avoir besoin de l'autorisation maritale) ou même par un autre ascendant quelconque du mineur.

5° *Provoquer un partage ou répondre à une demande en partage dirigée contre le mineur.* — Ici encore, le tuteur peut procéder seul ou avec la simple autorisation du conseil de famille, suivant qu'il s'agit de répondre à une demande ou d'en intenter une (art. 465, C. civ.). Mais comme la loi nouvelle rend formellement applicable l'article 466 du Code civil à l'administration légale, il en résulte que le partage, pour être définitif, devra être fait en justice, sinon, il ne serait que provisionnel. Du reste l'article 838 du Code civil prescrivait déjà cette règle pour tous les mineurs sans distinction.

8° *Aliéner les valeurs mobilières ne dépassant pas 1.500 francs et convertir en titres au porteur les titres nominatifs n'excédant pas cette somme, car pour ces actes faits dans ces limites, le tuteur n'a besoin que de l'autorisation du conseil de famille (art. 1^{er} et 10 de la loi du 27 février 1880).*

II. — ACTES QUE L'ADMINISTRATEUR LÉGAL NE PEUT FAIRE QU'AVEC L'AUTORISATION DU TRIBUNAL. — *Formule générale.* — L'administrateur légal devra obtenir l'autorisation du tribunal pour les actes que le

tuteur ne peut accomplir sans l'autorisation du conseil de famille suivie de l'homologation du tribunal (art. 389 nouv., § 6).

Énumération limitative. — A la différence de la précédente, l'énumération des actes rentrant dans cette seconde catégorie est absolument limitative. Ces actes sont les suivants :

1° *L'emprunt*, si modique soit-il, la loi ne faisant point de distinction (art. 389 nouv., § 8 et art. 457 et 558 combinés). Et même, comme il y a là un acte très dangereux, la loi ne le permet qu'en cas de nécessité absolue ou d'avantage évident. En dehors de ces deux hypothèses, le tribunal ne devrait pas autoriser l'emprunt et s'il le faisait l'acte serait annulable (1).

2° *La vente d'immeubles*. — Ici encore le tribunal ne doit accorder son autorisation qu'en cas de nécessité absolue ou d'avantage évident (C. civ., art. 389 nouv., § 8 et art. 457 et 458 combinés). De plus, en aucun cas l'administrateur légal ne peut vendre à l'amiable ; il doit en effet se conformer aux règles prescrites par les articles 953 et suivants du Code de procédure civile, qui ont été modifiés par la loi du 2 juin 1841 et qui sont relatifs à la vente des immeubles appartenant à des mineurs (art. 389 nouv., § 8) (2).

1. Un achat à crédit doit, selon nous, s'analyser en un emprunt dont le montant se compense avec le prix de l'objet. Donc, il pourra avoir lieu avec l'autorisation du tribunal, en cas de nécessité absolue ou d'avantage évident.

2. En vertu de ces textes, le tribunal, par le jugement

Par exception, l'administrateur légal n'aura pas à solliciter l'autorisation du tribunal dans les cas où un jugement aurait ordonné la licitation, c'est-à-dire la vente aux enchères, de l'immeuble, sur la provocation d'un copropriétaire par indivis (art. 389, § 8 et 460 combinés). C'est là une conséquence de ce grand principe posé par l'article 815 du Code civil que nul ne peut être contraint à demeurer dans l'indivision et que par suite le partage (ou la licitation) peut toujours être provoqué. Le tribunal ne pouvant pas s'opposer à l'aliénation de la portion indivise appartenant au mineur qui doit résulter de la licitation à moins toutefois que le mineur ne se rende adjudicataire de l'immeuble en totalité, la loi ne pouvait raisonnablement astreindre l'administrateur légal à la formalité totalement inutile en ce cas de l'autorisation de justice. Mais la licitation devra se faire selon

même qui autorisera la vente, déclarera qu'elle aura lieu devant un de ses membres à l'audience des criées ou devant un notaire qu'il commettra à cet effet. De plus, il déterminera la mise à prix et les conditions de la vente. Un cahier des charges est dressé par l'avoué et déposé par lui au greffe, ou (si la vente doit avoir lieu devant notaire) par le notaire et déposé par lui en son étude. La vente a lieu publiquement et aux enchères, après affiches et insertions, mais non en présence d'un subrogé-tuteur qui ici n'existe pas.

Les articles 953 et suivants du Code de procédure civile paraissent avoir abrogé l'article 459 du Code civil ; voilà pourquoi les auteurs de la loi nouvelle se sont abstenus de renvoyer à cet article de la section VIII.

les formes prescrites par les articles 953 et suivants du Code de procédure et les étrangers y seront nécessairement admis, afin que l'immeuble soit vendu le plus cher possible (art. 460 et 839, C. civ.).

3^o A la vente doivent être assimilés quant aux pouvoirs de l'administrateur légal certains autres actes de disposition portant pareillement sur les immeubles du mineur et qui sont :

a) *L'échange*, visé du reste par le terme générique « aliéner », employé par l'article 457 du Code civil auquel renvoie la loi nouvelle. D'ailleurs l'article 1707 du Code civil soumet l'échange aux mêmes règles que la vente ;

b) *La constitution d'hypothèque en tant qu'elle porte sur un immeuble*, pareillement visée par l'article 457 déclaré applicable à l'administration légale ;

c) *La constitution de tous autres droits réels immobiliers faite à titre onéreux*. Telle serait par exemple une constitution d'usufruit ou autre servitude personnelle, sur un immeuble, ou bien encore une constitution de servitude réelle ou d'emphytéose. Tous ces actes peuvent être considérés comme de véritables aliénations partielles qui, par suite, exigent les mêmes pouvoirs et formalités qu'une aliénation totale. Du reste, pour l'emphytéose qui n'a lieu qu'en vertu d'un bail emphytéotique, l'article 2 de la loi du 25 juin 1902 exige formellement l'homologation du tribunal, ce qui nous invite sans

aucun doute, en vertu du principe général posé par le paragraphe 7 de l'article unique de la loi de 1910 relativement à l'étendue des pouvoirs de l'administrateur légal et malgré l'absence de l'article 2 de la loi 1902 de l'énumération du paragraphe 9 de la nouvelle loi, à obliger l'administrateur légal à se pourvoir de l'autorisation de justice quand il veut constituer un droit d'emphytéose et par conséquent passer un bail emphytéotique.

Mais il est évident que tous ces actes à titre onéreux ainsi assimilés à la vente d'un immeuble s'opéreront, à la différence de cette dernière, de gré à gré et non pas aux enchères publiques. Ajoutons qu'on ne saurait pas plus pour la vente que pour les actes analogues, distinguer selon que l'administrateur légal et ou n'est pas investi de l'usufruit des biens de son enfant, et lui conférer dans le premier cas le droit de faire sans autorisation de justice certains de ces actes ; par exemple, la cession gratuite ou onéreuse de son droit d'usufruit sur un ou plusieurs immeubles du mineur ou encore l'hypothèque de ce droit. Car il est reconnu que ce droit, en sa qualité d'attribut de la puissance paternelle, ne saurait être cédé, ni hypothéqué (1).

4° *Aliéner les valeurs mobilières excédant 1500 francs en capital et convertir en titres au porteur les*

1. Cf., Planiol, t. 1^{er} n° 1698 et 1699.

titres nominatifs dépassant cette somme (art. 2 et 10, L. 27 février 1880 et art. 389 nouv., §. 8, C. civ. combinés). Nous savons qu'au contraire l'administrateur légal peut aliéner sans autorisation et convertir de même des valeurs ou des titres n'excédant pas 1500 francs. Mais, toutes les fois que les valeurs sont négociables à la Bourse, l'aliénation doit, toujours et sans distinction de chiffre, en être faite par ministère d'agent de change au cours moyen du jour ; l'article 3 de la loi du 27 février 1880, qui prescrit cette règle en matière de tutelle, a été déclaré en effet applicable par la loi nouvelle à l'administration légale (art. 389 nouv., §. 8).

5° *Transiger*, même en matière mobilière. Seulement, l'administrateur légal n'est pas astreint, comme le tuteur, à prendre l'avis de trois avocats, attendu que le paragraphe 8 de l'article 389 modifié par la nouvelle loi, ne renvoie qu'au dernier alinéa de l'article 467 du Code civil et non au premier, qui seul prescrit cette formalité dont l'utilité, même en matière de tutelle, est loin d'être démontrée.

III. — ACTES INTERDITS A L'ADMINISTRATEUR LÉGAL.
— Quoique la loi ne pose ici de formule générale comme pour les deux autres catégories d'actes précédemment étudiées, nous pouvons néanmoins induire des solutions particulières qu'elle donne ou auxquelles elle nous permet d'aboutir, qu'en prin-

cipe et à une double exception près (1), les actes interdits au tuteur le sont également à l'administrateur légal et réciproquement.

Par application de cette règle, la loi interdit à l'administrateur légal, comme au tuteur, d'accomplir les actes suivants :

1° *Les actes à titre gratuit*, c'est-à-dire non seulement les donations des biens du mineur, mais encore la renonciation à une prescription acquise (Cf., art. 2222, C. civ.), une mainlevée d'hypothèque donnée sans qu'il y ait paiement de la créance, et aussi le cautionnement personnel ou réel de la dette d'autrui.

Ces divers actes ne sont pas plus interdits à l'administrateur légal qu'au tuteur par un texte formel de loi, mais on admet avec raison que cette prohibition est sous-entendue par notre Code et cela était admis, en notre matière, avant la loi de 1910, unanimement. En effet, une personne est chargée d'administrer les biens d'une autre, même avec des pouvoirs très étendus, comme ceux que la jurisprudence avait souvent octroyés à l'administrateur légal sous l'empire de l'ancien article 389 : est-ce une raison pour lui permettre de disposer des biens qu'elle doit gérer, sans rien recevoir en équivalent ? Evidem-

1. L'administrateur légal, à la différence du tuteur, peut, verrons-nous bientôt, acheter les biens de l'enfant dont il gère le patrimoine et se rendre cessionnaire des droits qu'un tiers aurait contre ce même mineur.

ment non ; car autrement, ce ne serait plus administrer mais bien dilapider, ce qui alors serait directement contraire à l'obligation de gérer en bon père de famille imposée formellement à l'administrateur légal par la loi nouvelle (art. 389 nouv., §. 5), Et ces motifs sont tels qu'ils ne nous permettent pas de distinguer selon que les actes dont s'agit et notamment les donations, portent sur les meubles ou sur les immeubles de l'enfant. Il y a lieu cependant de faire exception pour les cadeaux d'usage, que l'administrateur légal a le droit de faire comme le tuteur, à condition de s'en montrer parcimonieux (1).

2° *Accepter une succession purement et simplement* (arg. *a contrario*, art. 389 nouv., § 8 et art. 461 *in fine*, du C. civ.). — La loi nouvelle a fort sagement agi en défendant à l'administrateur légal d'accepter purement et simplement les successions échues au mineur, conformément à ce que décide l'article 461 du Code civil en matière de tutelle. Et en effet, de cette façon l'enfant n'est jamais exposé à supporter sur son patrimoine propre les dettes d'une succession obérée que par impéritie son père

1. *Le C. civ. allemand* déclare formellement (art. 1641) que l'administrateur légal ne peut faire de donations au nom de l'enfant sauf celles par lesquelles il accomplit un devoir moral ou se conforme aux convenances. *Le C. civ. chilien* déclare lui aussi que le père ne peut donner les biens de son enfant (R. de la Grasserie, C. civ. chilien).

ou sa mère aurait acceptée pour lui. Et cette solution devait d'autant plus être admise en notre matière que l'administrateur légal n'est pas astreint comme le tuteur à obtenir l'autorisation d'un conseil de famille pour prendre parti sur la succession. La loi nouvelle eût pu, il est vrai, décider à l'instar de la proposition Bisseuil, déposée à la Chambre le 13 décembre 1881, que l'administrateur légal pourrait, avec l'autorisation du tribunal, accepter purement et simplement les successions échues au mineur. Mais les avantages qu'eût présentés cette dernière solution sur celle qu'a effectivement adoptée la loi nouvelle auraient-ils balancé les inconvénients résultant des risques qu'elle eût fait courir à l'enfant ? Il est au moins permis d'en douter (1) ;

1. L'utilité de l'acceptation pure et simple se fait sentir uniquement au cas où la succession est incontestablement bonne. Mais même alors les avantages qu'elle présente par rapport à l'acceptation bénéficiaire sont assez peu appréciables en matière d'administration légale. En effet, l'acceptation pure et simple diffère d'une acceptation bénéficiaire à trois points de vue (si toutefois on se place en face d'une succession incontestablement bonne, car c'est là l'hypothèse unique sur laquelle nous raisonnons) : 1° en ce qu'elle dispense de la formalité de l'inventaire nécessaire pour accepter bénéficiairement (C. civ., art. 794) ; 2° en ce qu'elle permet à l'héritier de vendre les biens de la succession sans avoir aucune forme à observer pour cela ; 3° en ce qu'elle dispense l'héritier qui veut se rendre adjudicataire d'un immeuble héréditaire indivis de la formalité et du droit de transcription (1 fr. 50 o/o). Reprenons ces trois différences.

3^e *Compromettre*. — En effet, en vertu, de l'article 1004 du Code de procédure civile, on ne peut compromettre sur aucune des contestations qui

D'une part la dispense de faire inventaire ne constituerait pas en notre matière un avantage mais un inconvénient ; car nous verrons que la loi de 1910 par une lacune évidente ne prescrit pas à l'administrateur légal de faire inventaire des biens du mineur (tandis que le tuteur y est obligé par l'article 451 du C. civ.), mais cette lacune regrettable est précisément comblée en grande partie par cette autre disposition de la loi nouvelle qui astreint l'administrateur légal à accepter les successions échues au mineur bénéficiairement et l'oblige par là même à faire inventaire, ce à quoi il ne serait pas tenu s'il pouvait accepter purement et simplement. En second lieu, l'administrateur légal, s'il pouvait accepter purement et simplement, ne serait pas dispensé indistinctement de toutes les formalités imposées à l'héritier bénéficiaire qui veut vendre les biens de la succession, attendu qu'en tant qu'administrateur légal il est souvent astreint à ces mêmes formalités. Il en sera ainsi pour les immeubles, car l'héritier bénéficiaire qui veut les vendre doit se conformer aux règles selon lesquelles s'opèrent les ventes de biens de mineurs (art. 806 du C. civ., art. 987 et 988 et art. 953 et suiv. du C. de proc. civ.), règles que la loi 1910 déclare, avons-nous vu, applicables à l'administrateur légal. Il pourrait au contraire, dirons-nous à la fin de ce chapitre, vendre les meubles corporels librement, car les règles de forme concernant les ventes de meubles corporels et imposées au tuteur par l'article 452 du Code civil, ainsi qu'à l'héritier bénéficiaire par l'article 805 reproduisant textuellement l'article 452, n'ont pas été étendues par la loi nouvelle à l'administration légale. Quant aux meubles incorporels, on sait que la jurisprudence exige en dehors de la loi que l'héritier bénéficiaire obtienne en toute hypothèse une autorisation de justice pour leur aliénation, ce à quoi n'est pas tenu l'héri-

seraient sujettes à communication au ministère public. Or, de par l'article 83 § 6, du même Code, doivent être communiquées au ministère public les causes des mineurs. La loi considère donc le compromis comme un acte plus grave que la transaction (Cf., art. 1989 du C. civ) et que l'acquiescement et c'est avec raison, car en cas de transaction ou d'acquiescement, on sait quels sacrifices on fait, tandis que par un compromis on s'engage par avance à exécuter la sentence que rendra par la suite un

tier pur et simple (V. à cet égard, Planiol, t. III, n° 2132). Mais l'administrateur légal devant, comme tel, obtenir l'autorisation du tribunal pour aliéner les valeurs mobilières excédant 1.500 francs, on voit qu'encore à ce point de vue la possibilité d'une acceptation pure et simple ne présenterait qu'un avantage assez mince. Seule la dispense de la formalité et du droit de transcription (1 fr. 50 0/0) auxquels est astreint l'administrateur légal ayant accepté bénéficiairement et qui se rend adjudicataire de l'immeuble au nom de son enfant copropriétaire par indivis par suite de l'acceptation faite pour lui, s'appliquerait pleinement en notre matière, s'il y avait possibilité d'acceptation pure et simple.

En résumé, les avantages d'une acceptation pure et simple en matière d'administration légale seraient d'une part la possibilité de vendre les meubles sans avoir aucune forme à observer pour cela, d'autre part la dispense d'une autorisation de justice pour aliéner les valeurs mobilières n'excédant pas 1.500 francs en capital et enfin et surtout, la décharge de la formalité et du droit de transcription, en cas d'acquisition de la totalité de l'immeuble de la succession dont le mineur est copropriétaire par indivis par suite de l'acceptation.

simple particulier choisi comme juge, quels que soient le sens et la portée de cette sentence.

IV. — ACTES QUE LE MINEUR PEUT FAIRE EN PERSONNE. — Le mineur soumis à l'administration légale peut, comme le mineur en tutelle, faire par lui-même certains actes juridiques. Tels sont, sans parler des actes qui, comme le mariage ou la reconnaissance d'un enfant naturel, intéressent beaucoup plus la personne que le patrimoine :

1° *Les actes purement conservatoires.* — Par exemple, la réquisition d'une inscription d'hypothèque, la transcription d'un acte d'acquisition, une interruption de prescription, etc. ;

2° *Le testament.* — Le mineur peut, dès l'âge de seize ans, disposer par testament de la moitié de la quotité disponible de sa fortune (C. civ., art. 904) et il peut ainsi tester même au profit de son administrateur légal (1) ;

3° *Faire son contrat de mariage,* dès qu'il peut se marier, pourvu qu'il soit assisté dans ce contrat par les personnes dont le consentement est nécessaire pour la validité de son mariage (art. 1398 du C. civ.)

1. L'article 907 qui interdit au mineur parvenu à l'âge de seize ans de tester au profit de son tuteur (§ 1^{er}), sauf si ce tuteur est un ascendant (§ 3), est inapplicable en notre matière. D'ailleurs l'administrateur légal est pour ainsi dire toujours un ascendant, ce qui nous permet d'appliquer le paragraphe 3 de cet article *a fortiori*.

et non pas nécessairement par l'administrateur légal ;

4° *Faire dans ce contrat de mariage une donation entre vifs à son futur conjoint*, telle que pourrait la faire un majeur (art. 1095 du C. civ.) ;

5° *Opérer seul des dépôts dans les caisses d'épargne à tout âge et des retraits dès l'âge de seize ans et sauf opposition de l'administrateur légal* (L. du 9 avril 1881, art. 6 et L. du 20 juillet 1895, art. 16).

Parmi ces divers actes, il en est que l'administrateur légal pourrait faire à la place du mineur, les actes conservatoires par exemple, ainsi que nous l'avons dit ; il en est d'autres, au contraire, qui doivent être faits par le mineur en personne, c'est le cas du testament et aussi du contrat de mariage.

V. — SANCTION DES RÈGLES PRÉCÉDEMMENT POSÉES.
— *Idée à mettre en relief.* — Il importe, avant d'entrer dans l'étude de cette question, de faire observer que les formalités et prohibitions dont nous venons de parler sont imposées uniquement en vue de la protection efficace des intérêts privés de l'enfant incapable de gérer lui-même sa fortune à cause de l'inexpérience qu'il doit à son jeune âge. En sorte que l'acte accompli au mépris des prescriptions de la loi sera non pas nul de plein droit, mais simplement annulable. Autrement dit, et pour employer le langage courant, la nullité sera relative et non pas absolue. En conséquence :

1° L'acte passé irrégulièrement, tant qu'il n'est pas annulé, produit tous ses effets comme s'il était valable. Pour qu'il puisse être considéré comme non avenu, une action en justice doit nécessairement être intentée et alors le juge n'aura pas simplement à reconnaître la nullité de l'acte contrevenant à la loi, mais bien à la prononcer (1);

2° L'annulation de l'acte ne pourra être demandée au tribunal par tout intéressé, mais uniquement par la personne que la loi a voulu protéger (2), donc ici par l'enfant dont les biens sont ou ont été soumis à l'administration légale et agissant soit en personne,

1. Autrement dit le juge, en cette circonstance, ne fait pas simplement usage de son pouvoir de *juris dictio*, comme lorsqu'il tranche la question de savoir si le fonds Sempronien appartient à Primus ou à Secundus, dont il est saisi par ces deux contendants. Non, il ne cherche pas seulement à constater un état de choses préexistant; bien au contraire, il crée un état de choses nouveau par un acte d'autorité analogue à celui qu'accomplissait le préteur romain en vertu de son *imperium*, lorsqu'il anéantissait un acte valable *jure civili* par le procédé de l'*in integrum restitutio*. Et comme la nullité purement relative ou annulabilité tire précisément son origine de l'*in integrum restitutio* créée par le préteur pour lutter dans certains cas contre la rigueur et l'iniquité du vieux droit civil romain, il n'y a pas lieu de s'étonner que l'acte entaché de cette nullité doive, comme l'acte sujet de par le droit romain à l'*in integrum restitutio*, faire l'objet d'une procédure devant aboutir à la prononciation de l'inefficacité de l'acte.

2. D'où l'expression: *nullité relative*.

s'il est devenu majeur ou qu'il ait été émancipé, soit valablement représenté ;

3° L'enfant à qui seul appartient l'action en nullité pourra y renoncer en confirmant l'acte annulable qui dès lors deviendra inattaquable ;

4° Enfin l'action en nullité pourra se trouver éteinte par la prescription.

Si au contraire l'acte eût été entaché d'une nullité absolue, les conséquences diamétralement inverses étaient à admettre. A aucun moment, l'acte n'eût produit d'effets, la justice n'aurait pas eu à intervenir pour en prononcer la nullité ; si cependant une personne s'était avisée de tirer à son profit certaines conséquences de l'acte nul de plein droit, une intervention de la justice eût été nécessaire, mais alors celle-ci n'avait pas à prononcer la nullité, mais simplement à la reconnaître, à la constater. Maintenant, toute personne intéressée eût pu à toute époque invoquer la nullité de l'acte (1) et cette nullité n'aurait pas été susceptible de se couvrir ni par confirmation, car il n'est pas admissible que la confirmation venant d'un intéressé mette obstacle au droit de toute autre personne de se prévaloir de la nullité de l'acte, ni par prescription, attendu que *nullo lapsu temporis quod nullum est convallescere potest*.

Mais une fois que le tribunal a prononcé l'ineffica-

1. D'où l'expression : *nullité absolue*.

cité de l'acte simplement annulable, ce dernier ne diffère plus d'un acte nul de plein droit, car le jugement d'annulation agissant avec rétroactivité, les effets qu'avait produits l'acte annulé avant l'intervention de la justice sont anéantis. De plus, toute personne intéressée, et non plus seulement le mineur soumis à l'administration légale, pourra se prévaloir de l'inefficacité de l'acte résultant du jugement d'annulation.

Voyons maintenant dans quels cas et à quelles conditions de preuve cette annulation pourra être prononcée en notre matière. Et pour cela, distinguons soigneusement l'hypothèse d'un acte fait par l'administrateur légal de celle d'une opération passée par l'enfant en personne, car dans le premier cas c'est une question de pouvoir qui se pose, tandis que dans le second c'est une question de capacité qui est en jeu (1).

PREMIÈRE HYPOTHÈSE. — *C'est l'administrateur*

1. D'après le Code civil italien et le Code civil du Venezuela, la nullité des actes faits contrairement aux formalités est également relative, mais elle peut être opposée non seulement par l'enfant ou ses héritiers ou ayants cause, mais aussi par le père, ce qui ne se comprend pas. D'après le Code civil allemand, la validité ou la nullité d'un acte bilatéral fait sans se conformer aux formalités prescrites, dépend de la ratification ultérieure du tribunal et si l'enfant est devenu majeur, son approbation remplace cette ratification (art. 1643 et 1829 combinés).

légal qui a fait l'acte. — La question de savoir si cet acte sera valable ou nul dépend évidemment de celle de savoir si l'administrateur légal a ou n'a pas excédé ses pouvoirs ; de là une nouvelle distinction :

1° *L'administrateur légal a fait l'acte conformément à la loi* (c'est-à-dire seul, si l'acte pouvait être fait par lui sans autorisation du tribunal et avec l'autorisation de justice dans le cas contraire). — Dans ce cas, l'acte est tout à fait valable. Il ne pourrait être annulé que dans les cas très exceptionnels où, fait par un majeur sain d'esprit pour son propre compte, il eût pu l'être (1). Et cette règle s'applique alors même que l'acte accompli causerait au mineur un préjudice considérable, sauf alors la responsabilité de l'administrateur légal à sa sortie de charge pour avoir agi mal à propos. Mais ceci n'altère en rien la validité de l'acte fait dans de telles conditions, qui n'en restera pas moins debout avec toutes les conséquences qu'il est susceptible de produire. La règle est la même qu'en matière de tutelle. En droit romain, au contraire, le préteur accordait au mineur lésé par les actes de son tuteur ou de son curateur et même par ceux de son *paterfamilias*, s'il était *alieni juris*, le bénéfice de l'*in integrum restitutio ob ætatem* servant

1. C'est ce qui aurait lieu notamment en cas de lésion de plus des 7/12 dans le prix de vente d'un immeuble (C. civ., art. 1674 et suiv.).

à faire rescinder l'acte (1). Le droit français a, avec beaucoup de raison, abandonné cette solution, car l'excès de protection qui en résultait pour les intérêts pécuniaires des mineurs valablement représentés risquait quelque peu de se retourner contre ces derniers, personne ne voulant plus, dans ces conditions, traiter avec leurs représentants.

2° *L'administrateur légal a au contraire excédé ses pouvoirs* (soit qu'il ait fait seul un acte qui eût requis une autorisation de justice, soit qu'il ait fait seul ou même avec autorisation donnée à tort par le tribunal un acte qui lui était absolument interdit). — L'acte passé ainsi irrégulièrement est annulable ou, dit-on généralement, entaché d'une nullité relative.

Par conséquent, le mineur seul, avons-nous vu, pourra en faire prononcer l'annulation par le tribunal. Supposons qu'il s'adresse ainsi à la justice; qu'aura-t-il à prouver pour que la nullité de l'acte soit pro-

1. V. pour l'*in integrum restitutio ob ætatem* accordée aux mineurs de vingt-cinq ans (*sensu lato*) *sui juris* contre les actes valablement faits par leurs tuteurs ou curateurs : Accarias, *Précis de droit romain*, t. I^{er} (3^e édit., 1882), n° 172 *in fine*. — Girard, *Manuel élémentaire de droit romain* (4^e édit., 1906), p. 231 et 1056, texte correspondant à la note 1; et pour un exemple d'*in integrum restitutio ob ætatem* accordée aux mêmes mineurs *alieni juris* contre les actes valablement faits *jure civili* par leurs *patres familias*. Accarias, *op. cit.*, n° 298 (addition d'hérédité faite par le *pater familias* administrateur des *bona adventitia* du *filius familias*).

noncée par les juges ? La preuve sera facile dans notre hypothèse ; il suffira que le mineur (ou son représentant) démontre que l'acte n'a pas été accompli avec la formalité requise par la loi, si c'était un acte que l'administrateur légal a fait seul au lieu de le passer avec l'autorisation de justice, ou que l'acte a été fait au mépris de la loi, si c'était un acte totalement interdit à l'administrateur légal. Le mineur n'aura donc pas besoin de prouver qu'il a éprouvé une lésion, par le fait de la passation de l'acte. De fait, il n'est nullement nécessaire qu'il en ait subi une pour que l'acte soit annulé. Et inversement, la personne contre laquelle l'action en nullité est dirigée ne pourrait pas faire débouter le mineur de sa demande, en démontrant que l'acte ne lui a causé aucun préjudice car en vertu de l'article 1352 du Code civil, nulle preuve n'est admise contre la présomption de la loi lorsque sur le fondement de cette présomption la loi annule un acte ; ce qui a lieu précisément ici, attendu que la loi annule l'acte sur la présomption de lésion érigée par elle sur ce seul motif que les formalités qu'elle prescrit n'ont pas été accomplies ou qu'un acte dangereux ou nuisible qu'elle interdisait absolument a été néanmoins fait à son mépris.

DEUXIÈME HYPOTHÈSE : *C'est le mineur lui-même qui a agi.* — L'acte qu'il a accompli en personne pouvait soit être fait valablement par lui-même, soit n'être au contraire régulier qu'à la condition d'être

passé par l'administrateur légal agissant seul ou avec l'autorisation du tribunal.

1^o Si l'acte que le mineur a fait en personne rentrait dans le groupe assez restreint des actes que la loi lui permet d'accomplir par lui-même, cet acte est valable pourvu toutefois que le mineur se soit conformé aux formalités prescrites par la loi s'il s'agissait d'un acte solennel (testament, contrat de mariage). Si au contraire pour un tel acte il n'avait pas tenu compte de la solennité requise par la loi, l'acte serait alors entaché d'une nullité absolue et non plus relative, ou pour mieux dire l'acte serait nul de plein droit et non plus seulement annulable (1). Mais

1. La solennité requise par la loi pour certains actes particulièrement importants n'est pas en effet une mesure destinée simplement à protéger un incapable tel qu'un mineur ou un interdit, attendu qu'elle s'impose tout autant aux majeurs sains d'esprit. La conséquence est que la nullité de droit commun ou nullité de plein droit reprend son empire à l'exclusion de l'annulabilité qui n'a lieu que dans certains cas exceptionnels limitativement déterminés par la loi. Ce cas de nullité absolue ou de plein droit ne constitue donc pas une exception à la règle que nous avons posée précédemment lorsque nous avons dit que l'inobservation des règles de protection du mineur soumis à l'administration légale n'entraînait tout au plus que la simple nullité relative ou annulabilité de l'acte, car ici il n'y a pas inobservation d'une règle spéciale au mineur, mais bien d'une règle de droit commun.

Il y aurait violation d'une règle particulière au mineur qu'elle a pour but de protéger, dans le cas où le mineur ferait son contrat de mariage sans l'assistance des personnes

quand le mineur n'a nullement contrevenu à la loi, l'acte par lui passé est aussi valable que s'il avait été fait par un majeur sain d'esprit (1), et il en est ainsi alors même que l'acte causerait au mineur un préjudice considérable, et cela très logiquement, car le mineur était déclaré par la loi capable de le faire, très raisonnablement aussi, car autrement les tiers seraient fort peu disposés à contracter avec lui, s'ils étaient exposés à une demande en nullité (2).

2° Si au contraire l'acte passé par le mineur en personne ne pouvait être fait que par l'administrateur légal, cet acte ainsi accompli par une personne autre que celle qui devait le faire sera entaché d'une nullité relative invocable uniquement par le mineur et qui pour être prononcée par le tribunal nécessitera l'admi-

qui doivent autoriser le mariage ou dans le cas où il aurait fait son contrat de mariage avant d'avoir atteint l'âge de la puberté légale (15 ans ou 18 ans selon le sexe). Mais alors dans ce cas et très logiquement il y aurait bel et bien un cas de simple nullité relative ou annulabilité et non pas, comme le décide à tort la jurisprudence pour des raisons pratiques (Planiol, t. III, n° 837, 838 et 839), un cas de nullité absolue ou de plein droit.

1. Mais évidemment il pourrait être annulé toutes les fois que, fait par un majeur capable, il eût pu l'être.

2. Solution contraire ici encore à celle du droit romain prétorien qui accordait dans des hypothèses tout à fait analogues l'*in integrum restitutio ob actatam* (V. pour les actes faits par les pupilles avec l'*auctoritas tutoris* ou par les *fili familias*. Accarias, Précis, t. I^{er}, n° 172, p. 413.)

nistration d'une preuve plus ou moins difficile selon que l'acte eût pu être fait par l'administrateur seul (cas auquel il y a lieu d'assimiler complètement celui où le mineur aurait fait avec l'autorisation donnée par inadvertance par le tribunal un acte qui eût dû être passé par l'administrateur autorisé par justice), ou qu'au contraire l'administrateur légal eût dû obtenir l'autorisation du tribunal :

a) *Le mineur a fait seul un acte que l'administrateur agissant seul eût dû faire [ou bien avec l'autorisation du tribunal un acte que l'administrateur légal seul pouvait faire avec cette même autorisation (1)].* — Dans cette hypothèse, le mineur, s'il veut faire annuler l'acte, devra démontrer aux juges que cet acte lui cause une lésion, en vertu de l'adage : *Minor non restituitur tanquam minor, sed tanquam laesus*. Il ne suffirait pas qu'il prouvât que l'acte n'a pas été accompli comme il eût dû l'être par l'administrateur légal (art. 1305, C. civ.).

b) *Le mineur a fait seul un acte que l'administrateur légal seul pouvait faire avec l'autorisation du tribunal ou même il a passé un acte qu'il était absolument interdit à l'administrateur légal lui-même de faire.* — L'annulation, dans ces cas sera obtenue beaucoup plus facilement que dans le cas précédent. Il

1. Ce dernier cas est purement théorique.

suffira, en effet, au mineur (ou à son représentant) de prouver que la formalité requise par la loi (à savoir l'autorisation du tribunal) n'a pas été accomplie ou si l'acte en question était complètement interdit, que l'acte a été fait contrairement à la défense de la loi. En effet, dans le cas que nous examinons, la lésion étant présumée exister en toute hypothèse par la loi elle-même, il n'est pas besoin de démontrer qu'elle existe dans l'espèce, puisqu'aux termes de l'article 1352 § 1^{er} du Code civil, la présomption légale dispense de toute preuve celui au profit duquel elle existe.

§ 3. — *Obligations de l'administrateur légal*

Idée directrice. — L'administrateur légal est, de par la loi nouvelle, astreint en principe aux mêmes obligations que le tuteur. Les cas où il en est autrement se reconnaissent à ceci qu'ils nécessitent si peu que ce soit l'intervention d'un conseil de famille ou d'un subrogé-tuteur, tous deux étrangers à l'administration légale. Nous rencontrons donc ici une nouvelle conséquence fort importante de ce principe consacré par la loi du 6 avril 1910, que l'administration légale ne comporte ni subrogée-tutelle, ni conseil de famille.

Classification des obligations de l'administrateur légal et division du paragraphe. — De même que

le tuteur, l'administrateur légal est soumis à certaines obligations, soit quand il entre en fonctions, soit tant que dure son administration, soit enfin quand il sort de charge. Comme nous ne nous occupons dans ce chapitre que de la question de savoir comment l'administrateur légal doit s'acquitter de son mandat, il est clair que nous devons nous en tenir uniquement pour l'instant aux deux premières catégories d'obligations qui n'en forment qu'une en réalité, sauf à remettre l'étude des obligations pesant sur l'administrateur sortant de charge au moment où nous traiterons, dans un chapitre tout spécial, des causes et des conséquences de la cessation de l'administration légale (chap. VI).

Pendant toute la durée de sa gestion, l'administrateur légal est astreint, comme le tuteur, à une obligation générale et permanente et à certaines obligations particulières qui sont comme les satellites de la première. Il y a lieu d'examiner successivement d'abord l'obligation générale et ensuite les obligations spéciales.

a) *Obligation générale*

Énoncé de cette obligation. — D'après la loi du 6 avril 1910, l'administrateur légal doit gérer en bon père de famille (art. 389 nouv., § 5), c'est-à-dire, comme un propriétaire soigneux et diligent, les

biens de l'enfant qui sont soumis à son administration (1). La loi nouvelle, à cet égard, n'a fait qu'étendre formellement à l'administrateur légal une obligation que le Code civil imposait déjà au tuteur dans les mêmes termes (art. 450, § 2). C'est là une obligation générale et permanente qui s'applique à l'administrateur légal (2) pendant tout le cours de

1. Malgré le silence de l'article 389, on admettait en général, avant la loi du 6 avril 1910, que l'administrateur légal était astreint à gérer les biens de l'enfant en bon père de famille (V. notamment en ce sens, Aubry et Rau, t. 1^{er}, § 123, t. et n. 19. — Demolombe, t. VI, n° 424), et c'était avec raison, selon nous, car cette obligation de se comporter en bon père de famille, que l'article 450 du Code civil impose au tuteur, n'est qu'une règle de droit commun imposée à tout débiteur une fois pour toutes par l'article 1137, § 1^{er}, du Code civil, rompant à cet égard avec notre ancien droit. Il est vrai que l'article 1992, § 2, atténue la responsabilité, et par conséquent l'étendue de l'obligation de celui dont le mandat est gratuit. Or, dira-t-on, l'administrateur légal, du moins quand il ne jouit pas des biens de ses enfants, est un mandataire non salarié. A cela nous répondrons que l'article 1992 ne paraît bien viser, comme d'ailleurs tout le titre du mandat (V. notamment la définition de l'art. 1984), que le mandataire conventionnel et non le mandataire légal. D'ailleurs, l'article 1137 qui, dans son paragraphe 1^{er}, pose le principe général d'agir en bon père de famille, apporte aussitôt (§ 2) à cette règle une dérogation, mais seulement en faveur de « certains contrats » comme, ajoute cet article, il est expliqué sous les titres les concernant. Et au nombre de ces contrats figure, venons-nous de constater, le contrat de mandat gratuit. Mais pour le mandat légal (administration légale par exemple) le principe subsiste intact.

2. Au contraire du nôtre, le Code civil allemand (art. 1664)

sa gestion sans interruption. Et il n'y a pas à distinguer suivant que l'administrateur légal est ou n'est pas investi en même temps de l'usufruit des biens qu'il est chargé de gérer, car l'article 601 du Code civil impose à tout usufruitier l'obligation de jouir en bon père de famille. Mais l'administrateur légal n'est pas plus que le tuteur astreint à fournir une caution qui réponde de son obligation d'administrer convenablement (1), et cela est vrai même dans l'hypothèse où il aurait la jouissance légale des biens qu'il est chargé d'administrer, car la loi qui oblige ordinairement l'usufruitier à donner caution, en dispense précisément le père (ou la mère) investi de l'usufruit légal (art. 601, C. civ.).

Conséquences de cette obligation. — L'obligation de gérer en bon père de famille ainsi imposée par la loi nouvelle à l'administrateur légal est très compréhensive. Les principales conséquences qu'elle engendre sont les suivantes :

1° L'administrateur légal doit entretenir les biens soumis à sa gestion en bon état de réparations de toute espèce ;

n'exige de l'administrateur légal que le soin qu'il apporte à ses propres affaires.

1. Sauf, avons-nous déjà dit, si le donateur ou le testateur en décidait autrement dans son acte de libéralité et relativement aux biens donnés ou légués seulement (arg. *a fortiori*, art. 389 nouv., § 1 *in fine*).

2° Il doit les faire fructifier et leur faire produire tous les revenus qu'ils peuvent raisonnablement donner, quand il n'a pas la jouissance de ces biens. Dans le cas contraire, il ne devrait pas chercher à les faire trop produire, dans le but unique d'augmenter ses revenus et au risque de stériliser les biens qu'il est chargé d'administrer convenablement ;

3° Il doit aussi interrompre les prescriptions qui menacent de s'accomplir et veiller à ce qu'aucune dégradation ne soit commise sur les mêmes biens.

Sanction de cette obligation. — La loi nouvelle a jugé à propos de sanctionner l'obligation générale qu'elle impose à l'administrateur légal, en déclarant qu'il « est responsable de son administration dans les termes de droit commun ». Mais nous n'apercevons pas l'utilité de l'adjonction de ce membre de phrase au précédent dans lequel il était dit que l'administrateur légal était astreint à gérer en bon père de famille. En effet, ajouter ensuite que l'administrateur légal est responsable de sa gestion dans les termes de droit commun, c'est répéter la même idée sous une autre forme, attendu que ce droit commun auquel il est ainsi renvoyé et qui se trouve exprimé dans l'article 1137 du Code civil, invite tout débiteur à s'acquitter de son obligation en bon père de famille et par suite le rend responsable quand il ne s'est pas ainsi comporté dans l'accomplissement de son obli-

gation. En sorte que le paragraphe 6 de l'article unique de la loi de 1910, dans sa prolixité, revient à dire : « L'administrateur légal doit administrer en bon père de famille et est responsable toutes les fois qu'il n'a pas géré à la manière de ce propriétaire diligent envisagé d'une manière abstraite et que l'on désigne sous cette expression purement romaine de bon père de famille » ! Il suffisait donc de décider soit que l'administrateur légal est astreint à gérer en bon père de famille, soit, ce qui revient identiquement au même, nous venons de le constater, que cet administrateur est responsable de sa gestion dans les termes de droit commun.

Quoi qu'il en soit de cette redondance, le texte de la nouvelle loi est très clair. L'administrateur légal est astreint à gérer les biens de son enfant mineur avec le soin qu'apporterait dans l'administration de son patrimoine un propriétaire diligent et soigneux. Toutes les fois par conséquent qu'il ne se sera pas ainsi comporté dans son administration, soit qu'il se soit abstenu là où un « bon père de famille » eût agi, soit au contraire qu'il ait fait un acte quelconque qu'un propriétaire diligent n'eût pas accompli et, que ce manquement à son obligation aura causé un préjudice à son enfant, il devra à ce dernier des dommages-intérêts égaux au préjudice causé. La règle est absolument la même que pour le tuteur (C. civ. art. 450, § 2).

Indépendamment de cette sanction purement pécuniaire, l'obligation d'administrer en bon père de famille est encore garantie, en notre matière, par la possibilité d'une déchéance de l'administrateur légal que le tribunal, à la requête soit d'un parent ou allié de l'enfant, soit même du ministère public, a la faculté de prononcer pour cause grave, ainsi que nous le verrons lorsque nous nous occuperons, dans le chapitre suivant de la déchéance de l'administration légale (1).

1. La loi nouvelle a négligé de dire que l'administrateur légal, comme le tuteur, d'après l'article 450 qui s'exprime nettement sur ce point, serait chargé de représenter l'enfant dont il gère les biens. Néanmoins on n'a jamais douté, même avant la loi nouvelle, et il en sera certainement de même par la suite, que l'administrateur légal tout comme le tuteur représente son enfant. A la vérité, la notion de la représentation du mandant par le mandataire ne fait pas, dans notre Code, l'objet d'un texte d'une portée absolument générale. Car l'article 1998, qui l'énonce d'une manière défectueuse, ne s'applique, selon nous, comme tous les articles du titre du mandat, qu'au mandataire conventionnel seul. Mais cet article 1998 à la différence de l'article 1992, § 2, ne déroge à aucun principe supérieur. La fiction de représentation est un procédé commode que le droit romain a inventé non sans peine et qui ne déroge certainement pas à l'art 6 C. civ., seul article auquel il pourrait être contraire). Par suite, il convient d'étendre par analogie l'article 1998 au mandat légal ou judiciaire, comme la loi l'a fait elle-même pour le tuteur par exemple dans l'article 450, et d'admettre ainsi sans aucun doute que l'administrateur légal représente l'enfant dont il gère les biens.

A la différence de notre loi nouvelle, certaines législations

b) *Obligations spéciales*

Exposé général et division. — Il ne suffit pas d'astreindre l'administrateur des biens d'autrui à régler constamment sa conduite d'après celle d'un propriétaire diligent. En effet, d'une part il y a là un *critérium* d'un caractère en somme assez vague et qui peut plonger souvent les juges dans l'embarras. Ensuite et surtout, le propriétaire, si soucieux soit-il de ses intérêts, n'en gère pas moins une fortune dont par hypothèse il est absolument le maître et dont par suite il n'est débiteur envers personne; au contraire l'administrateur du patrimoine d'autrui, si étendus soient ses pouvoirs, n'en régit pas moins des biens qui, par définition même, ne lui appartiennent pas, que par conséquent il devra restituer tôt ou tard et dont il aura à rendre compte. C'est pourquoi, il importait que le législateur, après avoir formulé l'obligation générale d'agir en bon père de famille, astreignît l'administrateur légal comme tout autre gérant de la fortune d'autrui, comme le tuteur notamment, à certaines obligations précises et parfaitement déterminées. C'est du reste ce qu'il a fait dans sa récente

étrangères décident d'une façon expresse que l'administrateur légal représente l'enfant (C. civ. italien, art. 224; C. civ. allemand, art. 1630; C. civ. portugais, art. 1638).

loi du 6 avril 1910 qui étend à l'administrateur légal certaines obligations spécialement imposées au tuteur par le Code civil et la loi du 27 février 1880.

Les obligations de la tutelle peuvent se répartir, selon nous, en deux catégories. Les unes s'appliquent au tuteur qui veut agir. Elles tendent, soit à l'en empêcher, en le mettant dans l'impossibilité absolue d'accomplir l'acte qu'il voudrait passer, soit seulement à limiter sa liberté d'action, en l'astreignant à obtenir l'autorisation du conseil de famille homologuée quelquefois par le tribunal, ou à procéder à l'acte qu'il veut faire (vente d'immeubles, de valeurs mobilières ; partage) suivant certaines formes déterminées. En étudiant l'étendue des pouvoirs de l'administrateur légal, nous avons pu constater le parallélisme constant existant, quant à cette première catégorie d'obligations, entre les règles de la tutelle et celles de l'administration légale, parallélisme seulement limité par ce principe formellement reconnu par la loi nouvelle que l'administration légale ne comporte pas de conseil de famille.

La seconde catégorie d'obligations de la tutelle s'applique au contraire au tuteur non disposé à agir. Ces obligations ont pour but de l'astreindre à certains actes destinés soit à assurer la conservation intacte du patrimoine du mineur (faire inventaire ; faire fixer par le conseil de famille la somme à laquelle pourra s'élever annuellement la dépense d'adminis-

tration des biens ; convertir les titres au porteur en titres nominatifs), soit même à l'augmenter (employer les revenus et les capitaux), soit aussi bien à le conserver qu'à l'augmenter (vendre aux enchères les meubles corporels).

Parmi les obligations de la tutelle comprises dans cette seconde catégorie, il en est deux que la loi du 6 avril 1910 impose formellement à l'administrateur légal : convertir en titres nominatifs les titres au porteur et employer les capitaux, ce à quoi le tuteur est obligé de par la loi du 27 février 1880.

Quant aux autres obligations prévues en matière de tutelle par les articles 451 à 456 du Code civil, la loi nouvelle garde le silence. On pourrait *a priori* se refuser à les rendre applicables à l'administrateur légal. En effet, les articles 451 à 456 sont compris dans la section VIII du chapitre du Code civil, consacré à la tutelle ; or, le § 9 de l'article unique de la loi de 1910, qui énumère les articles de la section VIII devant désormais s'appliquer en notre matière, passe complètement sous silence les articles 451 à 456. N'en devrait-on pas conclure que ces articles sont étrangers à l'administration légale et que par suite les obligations qu'ils prescrivent ne sauraient être imposées à l'administrateur légal ? Cet argument *a contrario* paraît assez convaincant. Néanmoins, étant donné l'importance de plusieurs des dispositions contenues dans les articles 451 à 456, il convient

de nous livrer à un examen attentif de ces derniers, afin de nous décider par des raisons plus solides en faveur soit de leur extension, soit de leur rejet. Supposé d'ailleurs qu'il convienne de se prononcer en faveur du rejet de ces articles ainsi considérés comme inapplicables à l'administrateur légal, il se peut fort bien qu'il n'en résulte pas nécessairement que les obligations qu'ils prévoient doivent être de tout point éliminées de l'administration légale. Peut-être, en effet, certaines dispositions de la nouvelle loi nous inciteront-elles à astreindre l'administrateur légal à tout ou partie de ces mêmes obligations.

C'est pourquoi nous allons examiner une à une les diverses obligations de la tutelle ayant pour but la conservation ou l'augmentation (ou les deux à la fois) du patrimoine du mineur, afin de voir nettement en quelle mesure ces diverses obligations s'imposent à l'administrateur légal.

I. — OBLIGATIONS AYANT POUR BUT LA CONSERVATION INTACTE DU PATRIMOINE DU MINEUR. — Cette catégorie comprend en matière de tutelle trois obligations : 1° faire inventaire; 2° faire régler par le conseil de famille la somme à laquelle pourra s'élever la dépense de l'administration des biens; 3° enfin convertir les titres au porteur en titres nominatifs.

1° *Obligation de faire inventaire.* — Le tuteur est astreint, par l'article 451, § 1^{er} du Code civil, à faire

inventaire des biens du mineur dans les dix jours et en présence du subrogé-tuteur. La loi du 6 avril 1910 est absolument muette à ce sujet. C'est pourquoi nous croyons devoir d'abord rappeler les deux opinions que le silence semblable de l'article 389 ancien avait mises en présence.

Une première doctrine, généralement adoptée, obligeait l'administrateur légal à faire inventaire en partant de cette idée que c'est là une obligation de droit commun et qui est imposée par la loi généralement à tout administrateur comptable (tuteur, art. 451 ; usufruitier, art. 600 ; mari, art. 1414, 1442 et 1504). Elle se contentait de dispenser l'administrateur légal de la présence d'un subrogé-tuteur étranger à notre institution. Et les partisans de cette opinion admettaient qu'au cas où l'inventaire n'aurait pas eu lieu, la preuve du mobilier pourrait être faite par la commune renommée qui, disait-on, est de droit commun en cas de manquement à l'obligation de faire inventaire (arg. art. 1415, 1442, § 1^{er}, 1504, § 3, C. civ.), surtout, ajoutait-on, que les mineurs n'ont pour ainsi dire jamais d'autre moyen de preuve à leur disposition (1).

1. En ce sens : Aubry et Rau, t. I, § 123, t. et n. 24 à 28. — Demante et Colmet de Santerre, t. II, n° 137 bis, III. — Demolombe, t. VI, n°s 433, 434 et 435. — Valette, *Cours*, t. I, art. 389, II. — Seligman, *Revue critique*, 1875, p. 688 et s. — Thiry, t. I, n° 513. — Bernard, *Histoire de l'autorité paternelle en France*, p. 199.

Une seconde doctrine enseignait au contraire que l'administrateur légal n'était nullement tenu à faire inventaire, la loi ne l'y obligeant pas à la différence de ce qu'elle avait fait à l'égard des autres administrateurs des biens d'autrui et du tuteur notamment. En conséquence, à défaut d'accomplissement de cette sage mesure de précaution, le mineur n'était aucunement autorisé à prouver la consistance de son mobilier par la commune renommée, attendu que cette preuve, très dangereuse par elle-même et que la loi ne permet que dans des hypothèses tout à fait exceptionnelles et à titre de peine, ne saurait à tous ces titres être étendue par voie d'analogie d'un cas à un autre (1).

C'est encore, à notre avis, ce système qu'il convient d'admettre aujourd'hui, dans le silence de la loi nouvelle qui, nous le reconnaissons sans difficulté, eût été infiniment sage et prévoyante, si elle se fût inspirée de la proposition Bisseuil, de 1881, qui ordonnait à l'administrateur légal de faire inventaire en présence d'un contradicteur remplaçant le subrogé-tuteur qu'elle se refusait elle aussi à introduire en matière d'administration légale (2).

1. En ce sens : Laurent, t. IV, n° 307. — Huc, t. III, n° 239.

2. La loi nouvelle eût pu s'inspirer des dispositions de plusieurs Codes étrangers mentionnant spécialement l'obligation de faire inventaire : Code civil allemand (art. 1640 : l'administrateur légal doit présenter l'inventaire au tribunal après

Toutefois, ne nous exagérons pas les inconvénients de la lacune de la loi nouvelle, attendu que si l'administrateur légal n'est pas, en cette qualité, astreint à faire inventaire, il y sera obligé presque toujours pour d'autres motifs. En effet, tout d'abord, s'il a la jouissance des biens qu'il est chargé de gérer au nom de ses enfants, il est astreint en qualité d'usufruitier, à la formalité de l'inventaire (C. civ., art. 600). Même s'il n'a pas l'usufruit des biens qu'il administre, il y est néanmoins tenu toutes les fois que les meubles proviennent d'une succession échue à l'enfant. Car l'acceptation de cette succession ne pouvant être faite par l'administrateur légal que bénéficiairement (art. 461 *in fine* et art. 389 nouv., § 8, C. civ.), la formalité de l'inventaire s'impose par là-même (C. civ., art. 794).

Quant à la déclaration prescrite au tuteur par le § 2 de l'article 451, elle est trop exceptionnelle, en tant surtout qu'elle déclare déchu de sa créance celui qui ne s'y conforme pas, pour pouvoir être étendue à l'administrateur légal en aucun cas. Tout le monde

en avoir certifié l'exactitude; lorsque l'inventaire est insuffisant, le tribunal ordonne qu'un autre soit fait par une autorité compétente, un fonctionnaire ou un notaire); Code civil espagnol (art. 163); Code civil du Venezuela (seulement quand l'administrateur n'a pas l'usufruit des biens qu'il gère). Le Code civil chilien remplace l'inventaire par une description détaillée des biens devant être faite avant la gestion.

était d'accord sur ce point avant la loi nouvelle (1) et il n'y a pas de raison pour qu'il en soit autrement aujourd'hui.

2° *Fixation de la dépense annuelle quant à l'administration des biens.* — Le tuteur doit, en vertu de l'article 454 du Code civil, faire fixer par le conseil de famille la somme à laquelle pourra s'élever la dépense annuelle de l'administration des biens. Cette obligation n'est certainement pas applicable à l'administrateur légal. D'abord, l'article 454 lui-même a soin de nous dire qu'il ne concerne pas la tutelle des père et mère, donc *a fortiori* doit-il être étranger à leur administration légale. Ensuite, et ce qui plus est, il n'y a pas de conseil de famille lorsque s'exerce l'administration légale, ce qui met obstacle à la fixation de la dépense annuelle dont s'agit. Ainsi, il ne saurait y avoir de difficulté sur ce point (2).

3° *Obligation de convertir les titres au porteur en titres nominatifs.* — En vertu de la loi du 6 avril 1910, l'administrateur légal est tenu de convertir en

1. En ce sens : Aubry et Rau, t. I, § 123, t. et n. 25. — Demante et Colmet de Santerre, t. II, n° 137 *bis*, III. — Laurent, t. IV, n° 307 (implicitement). — Demolombe, t. VI, n° 434. — Valette, *Cours*, t. I, art. 389, II. — Seligman, *Revue critique*, 1875, p. 688 et s. — Huc, t. III, n° 239. — Bernard, p. 199. — Thiry, t. I, n° 512.

2. En ce sens, avant la loi nouvelle : Aubry et Rau, t. I, § 123, t. et n. 22. — Valette, *Cours*, t. I, art. 389, II. — Thiry, t. I, n° 512.

titres nominatifs les titres au porteur des valeurs mobilières appartenant à l'enfant, à moins que, par leur nature ou en raison des conventions, les titres ne soient pas susceptibles de cette conversion, sans que les tiers aient à surveiller cette conversion » (Art. 389 nouv., § 7).

Comparaison avec l'article 5 de la loi du 27 février 1880. — Cette obligation de conversion est une extension faite par la loi nouvelle en matière d'administration légale, de l'obligation semblable imposée auparavant au tuteur par la loi du 27 février 1880, dans son article 5. Les différences entre les deux législations explicables uniquement par l'absence de conseil de famille à côté de l'administrateur légal, sont les suivantes :

a) Le tuteur a, pour opérer la conversion, un délai de trois mois sauf au conseil de famille à lui en fixer un plus long, s'il le juge à propos. Au contraire, il n'a pas été fixé de délai à l'administrateur légal par la loi nouvelle. Ce qui s'explique parfaitement en disant que, puisque le conseil de famille n'existe pas ici, l'administrateur légal eût été placé dans une situation plus défavorable que le tuteur, si la loi lui eût imposé un délai si long fût-il, car il n'aurait pas eu la possibilité de le faire allonger, comme le tuteur.

Mais si la loi n'a pas jugé utile d'astreindre l'administrateur légal à convertir les titres au porteur de l'enfant dans un délai précis fixé par elle, cela ne veut

pas dire que l'administrateur légal soit absolument libre de remplir son obligation quand il lui plaît ; autant vaudrait alors ne pas l'obliger du tout à convertir. La vérité est que l'administrateur légal pourra être déchu par le tribunal pour cause grave, s'il tarde trop à remplir son obligation, ainsi que l'a déclaré M. Legrand dans son rapport au Sénat, le 5 novembre 1908.

Si au contraire, le tuteur ne convertit pas les titres au porteur de son pupille dans le délai à lui imparti, le subrogé-tuteur pourra provoquer la réunion du conseil de famille devant lequel le tuteur sera appelé à rendre compte de ses actes (art. 7 de la loi de 1880), règle que la loi de 1910 ne pouvait sans inconséquence étendre à l'administration légale puisque celle-ci ne comporte ni subrogée tutelle, ni conseil de famille.

b) Lorsque les valeurs ne sont pas susceptibles de conversion, le tuteur doit, dans les trois mois, obtenir du conseil de famille l'autorisation de les aliéner avec emploi ou de les conserver.

Comme la loi de 1910 décide que l'administration légale ne comporte pas de conseil de famille et que par suite l'administrateur légal a autant de pouvoir que le tuteur autorisé par le conseil de famille, cette disposition de l'article 5 de la loi du 27 février 1880, a été avec raison rendue inapplicable, par la loi nouvelle, à l'administration légale.

L'administrateur légal décide donc, comme bon lui semble, s'il aliénera les titres au porteur (sauf par lui à employer le prix de ces titres quand il excédera 1500 francs, verrons-nous) ou s'il les conservera.

c) En matière de tutelle, le conseil de famille peut toujours prescrire le dépôt des titres au porteur, au nom du mineur, soit à la Caisse des dépôts et consignations, soit entre les mains d'une personne ou d'une société spécialement désignée. Ici, comme le conseil de famille n'existe pas, cette disposition de la loi de 1880 est inapplicable ; ce qui n'empêche aucunement, bien entendu, l'administrateur légal de déposer, si bon lui semble, les titres au porteur du mineur ainsi qu'il vient d'être dit.

II. — *Obligations ayant pour but l'augmentation du patrimoine du mineur.* — Ces obligations ont trait à l'emploi des capitaux et des revenus. La loi du 6 avril 1910 ne prescrit formellement que l'emploi des capitaux à l'administrateur légal.

1° *Obligation d'emploi des capitaux.* — En vertu de la loi nouvelle *l'administrateur légal est tenu de faire en bon administrateur emploi des capitaux appartenant à l'enfant, lorsqu'ils s'élèvent à plus de 1500 francs sans que les tiers aient à surveiller cet emploi.* (art. 389 nouv., § 7).

Comparaison avec l'article 6 de la loi du 27 février 1880. — Cette obligation d'employer les capitaux

avait déjà été explicitement imposée au tuteur par l'article 6 de la loi du 27 février 1880, qui a été étendu par la loi du 6 avril 1910 à l'administration légale avec certaines modifications encore explicables par l'idée consacrée par la loi nouvelle que l'administration légale ne comporte ni subrogée tutelle, ni conseil de famille.

Les différences à signaler ainsi entre les deux législations sont les suivantes :

a) Tandis que l'article 6 de la loi du 27 février 1880 impose au tuteur l'obligation de faire emploi des capitaux dans le délai précis de trois mois, que le conseil de famille peut, il est vrai allonger, sauf en ce cas à ordonner le dépôt des capitaux non employés, la loi nouvelle n'a pas fixé de délai à l'administrateur légal. Cette différence s'explique parfaitement, ainsi qu'il a été dit à propos de l'obligation de conversion, par l'idée que le conseil de famille n'existe pas ici.

b) Si le tuteur ne fait pas emploi dans le délai à lui imparti, d'une part le subrogé tuteur devra provoquer la réunion du conseil de famille devant lequel cet administrateur devra rendre compte de ses actes (L. 1880, art. 7) ; d'autre part, il devra l'intérêt de plein droit des capitaux non employés à partir de l'expiration du délai susdit (art. 6, L. 1880 et art. 455 du Code civil combinés). Au contraire, ni l'une ni l'autre de ces sanctions ne sont applicables à l'ad-

administrateur légal ; la première ne l'est pas, parce qu'elle nécessite l'intervention d'un subrogé tuteur et d'un conseil de famille étrangers tous deux à l'administration légale ; la seconde ne s'applique pas d'avantage directement du moins, parce qu'aucun délai n'a été fixé d'une manière précise à l'administrateur légal pour l'accomplissement de son obligation.

Mais l'administrateur légal n'est pas irresponsable pour cela. Car c'est au tribunal à apprécier si le retard qu'il a mis à placer les capitaux de son enfant engage ou non sa responsabilité et il comparera au besoin sa conduite à celle qu'eût tenue dans la même circonstance ce propriétaire soucieux de ses intérêts que l'on est convenu d'appeler un bon père de famille. Et le tribunal, étant parvenu, au moyen de ce *critérium*, à déterminer le moment auquel les capitaux eussent dû, en bonne administration, être placés, condamnera l'administrateur légal négligent à payer les intérêts qu'eussent rapportés ces capitaux au taux légal, à partir du jour où il aurait dû ainsi en faire emploi.

De plus, à la première sanction prescrite en matière de tutelle et ci-dessus énoncée, correspond en notre matière la possibilité pour l'administrateur légal fort peu diligent d'être déchu de ses pouvoirs par le tribunal, le retard prolongé de l'obligation d'emploi pouvant être considéré comme une « cause grave »

de déchéance au sens de la loi nouvelle, ainsi que l'a fort bien dit M. Legrand, dans son rapport au Sénat cité précédemment.

c) L'obligation d'employer ne commence à courir, pour l'administrateur légal comme pour le tuteur, que quand le capital s'élève à une certaine somme. Mais, tandis que cette somme est fixée en matière de tutelle par le conseil de famille, la loi nouvelle impose au contraire arbitrairement à l'administrateur légal l'obligation d'employer les capitaux excédant 1500 francs et cela, sans distinguer selon l'importance des fortunes. Cette disposition procède encore de ce principe essentiel que le conseil de famille est absent de l'administration légale. Mais on peut lui reprocher, nous semble-t-il, son manque d'harmonie avec les autres solutions de la nouvelle loi. En effet, puisque d'habitude (et nous venons encore de le constater à propos de la question du délai de l'emploi comme de la conversion), la loi nouvelle accorde à l'administrateur légal autant de pouvoir qu'au tuteur autorisé par le conseil de famille, pourquoi n'avoir pas laissé l'administrateur légal juge du point de savoir si le capital était assez élevé pour être placé, de même qu'on s'en rapporte à son appréciation quant au délai dans lequel l'emploi doit être effectué et sauf au tribunal à le déclarer responsable pécuniairement pour n'avoir pas placé tel capital qui méritait de l'être, ou même à la destituer pour

« cause grave. » Et cette disposition n'a pas seulement le défaut de ne pas cadrer avec les autres règles de la même loi ; elle a encore et surtout celui de n'être point satisfaisante en pratique. Car elle ne tient aucun compte de la diversité des fortunes. Il y a bien des cas où il est véritablement fâcheux et même inique que l'administrateur légal ne puisse être contraint à placer un capital inférieur à 1500 francs, somme souvent fort considérable par rapport à la fortune totale que peuvent généralement posséder les mineurs du vivant de leurs père et mère.

d) Si le tuteur n'a pas fait fixer par le conseil de famille la somme à partir de laquelle commencera pour lui l'obligation d'employer les capitaux, il devra, dès l'expiration du délai à lui prescrit pour opérer le placement, les intérêts de tout capital non employé, si modique soit-il. Comme en matière d'administration légale, la loi fixe directement le chiffre à partir duquel les capitaux doivent être placés, il est clair que l'administrateur légal ne peut être déclaré responsable pour n'avoir pas employé un capital inférieur à la somme fixée une fois pour toutes par le législateur.

e) Le tuteur n'est pas libre de placer les capitaux à sa guise. En effet, (arg. art. 6 de la loi de 1880, renvoyant aux articles précédents et non pas seulement à l'article 5 prescrivant la forme nominative des titres), il doit demander l'autorisation du conseil

de famille et la faire suivre, quand le capital à placer excède 1.500 francs, de l'homologation du tribunal, lorsqu'il veut employer de telle ou telle façon un capital appartenant à son pupille. Au contraire, la loi nouvelle décide simplement que le père (ou la mère) administrateur légal doit faire l'emploi « en bon administrateur ». Elle s'en rapporte donc entièrement à lui quant au mode de placement. Encore ici, il sera responsable s'il ne s'est pas comporté en bon père de famille. Cette solution n'est qu'à moitié logique. Qu'elle dispense l'administrateur légal d'obtenir l'autorisation du conseil de famille, rien de mieux ! puisque cette assemblée n'existe pas ici. Mais pourquoi ne pas obliger l'administrateur légal à demander l'autorisation de justice puisque le tuteur devrait dans la même hypothèse (emploi de capitaux excédant 1.500 francs) faire homologuer par le tribunal la délibération de famille ? La loi nouvelle ne pose-t-elle pas ce principe que là où il y a lieu à la formalité de l'homologation en matière de tutelle, l'administrateur légal doit obtenir l'autorisation du tribunal ?

A part ces différences assez notables, l'obligation d'emploi des capitaux est la même pour l'administrateur légal que pour le tuteur. C'est ainsi que pas plus en matière d'administration légale qu'en matière de tutelle, les tiers ne sont chargés de surveiller cet

emploi (loi de 1880, art. 6, dernier alinéa ; loi du 6 avril 1910, art. unique, § 8 *in fine*).

2° *Obligation d'employer l'excédent des revenus.* — Les articles 455 et 456 du code civil obligent le tuteur à faire fixer par le conseil de famille la somme à laquelle commencera pour lui l'obligation d'employer l'excédent des revenus sur la dépense et cet emploi doit être fait par le tuteur dans les six mois, sous peine pour lui de devoir, à partir de l'expiration de ce délai, les intérêts de plein droit. De plus, si le tuteur n'a pas fait déterminer par le conseil de famille la somme à laquelle doit commencer l'emploi, il devra après l'expiration des six mois les intérêts de toute somme non employée, si modique soit-elle (art. 455 et 456 du C. civ.).

Ces dispositions doivent-elles être étendues à l'administration légale ? Nous ne posons la question que pour répondre immédiatement par la négative sans hésiter. En effet, tout d'abord, d'après l'opinion généralement suivie, les articles 455 et 456 sont inapplicables à la tutelle des père et mère (1) donc *a fortiori* à l'administration légale qui n'appartient qu'à eux. Ensuite, la loi de 1910 (§ 8 de l'article unique

1. En effet, les articles 455 et 456 sont placés entre l'article 454 qui décide formellement que ses dispositions sont étrangères à la tutelle des père et mère et l'article 457 qui, au contraire, rend explicitement ses prescriptions applicables aux père et mère.

de cette loi et art. 389 nouv., § 7, C. civ.) prescrit l'emploi des capitaux seulement et cela sans faire intervenir le conseil de famille, ni fixer de délai ; ce qui nous permet bien de dispenser l'administrateur légal de consulter un conseil de famille qui n'existe pas ici et d'observer le délai de six mois pour placer de simples revenus. D'ailleurs, l'administrateur légal n'a-t-il pas encore une fois, et ceci d'après la loi nouvelle, des pouvoirs aussi étendus que le tuteur muni de l'autorisation du conseil de famille ? Par conséquent, il faut admettre sans hésitation que les articles 455 et 456 ne sauraient être appliqués à l'administrateur légal (1), mais cela ne signifie pas que ce mandataire soit dispensé de placer les revenus nets du mineur, quand du moins personne n'est investi de l'usufruit des biens de l'enfant. Il ne faut pas oublier en effet que l'administrateur légal reste toujours tenu en vertu de son obligation générale de gérer en bon père de famille. En sorte qu'il place les revenus du mineur comme bon lui semble sauf à être responsable et même destituable pour « cause grave », s'il se montre par trop négligent.

Mais toutes les fois que les biens de l'enfant sont

1. Déjà en ce sens : avant la loi de 1910, Aubry et Rau, texte et note 22 (t. I^{er}, § 123). — Demante et Colmet de Santerre, t. II, n° 137 *bis*, III. — Demolombe, t. VI, n° 438. — Bernard, *Histoire de l'autorité paternelle*, p. 199. — Thiry, t. I^{er}, n° 512. — Valette, *Cours*, art. 389, II.

grevés d'usufruit et notamment tant que la jouissance légale des père et mère sur lesdits biens existe, il ne saurait évidemment être question d'obliger l'administrateur légal à placer l'excédent des revenus des biens soumis à l'usufruit. Cet excédent appartient à l'usufruitier et par suite à l'administrateur légal lui-même, s'il a la jouissance des biens du mineur.

III. — OBLIGATION TENDANT SOIT A LA CONSERVATION SOIT A L'AUGMENTATION DU PATRIMOINE. — Cette obligation a pour but la vente des meubles corporels du mineur. Le tuteur est astreint par l'article 452 du code civil à faire vendre dans le mois qui suit la clôture de l'inventaire, en présence du subrogé tuteur, aux enchères et après affiches, tous les meubles autres que ceux que le conseil de famille l'aurait autorisé à conserver en nature. Une telle obligation peut-elle être imposée à l'administrateur légal dans le silence de la loi nouvelle ? Il semble bien que non (1). Et sans parler du cas où le père (ou la mère) est investi de l'usufruit légal, ce qui l'autorise, s'il

1. En ce sens : avant la loi nouvelle, Aubry et Rau, § 123, texte et note 21, texte et note 40. — Bernard, *op. cit.*, p. 199. — Thiry, t. I^{er}, n° 512. — Demolombe, t. VI, n°s 436 et 437. — Seligman, *Revue critique*, 1875. — Dalloz. répertoire (t. XXXVIII. V^o P. Pat., n° 81 ; supplément (t. XV), eod. V^o, n° 93.

est tuteur, donc *a fortiori* s'il est administrateur légal, à garder les meubles en nature (c. civ., art. 453), à condition toutefois de faire procéder à une estimation par un expert désigné par le subrogé-tuteur, ce qui ne saurait être exigé ici, attendu qu'il n'y a pas en matière d'administration légale de subrogé tuteur qui puisse faire cette désignation ; et pour nous en tenir uniquement au cas pouvant donner lieu à difficulté, c'est-à-dire à l'hypothèse d'une administration légale pure et simple, nous justifions ainsi notre opinion :

En supposant que l'administrateur légal soit ainsi obligé à vendre les meubles corporels de l'enfant en vertu de l'article 452, il en faudrait conclure, étant donné que l'administration légale ne comporte pas de conseil de famille (art. 389 nouv., § 8), que ce représentant du mineur ne pourrait jamais se faire autoriser à conserver les meubles en nature, même lorsque l'intérêt de l'enfant semblerait l'exiger, et que par conséquent l'administrateur légal serait en réalité astreint à vendre ces mêmes meubles dans des hypothèses où le tuteur en serait dispensé, ce qui est absurde, attendu que l'administration légale, même depuis la loi nouvelle, est un pouvoir de gestion beaucoup plus libre que la tutelle. Par conséquent il y a lieu de décider que l'article 452 obligeant le tuteur à vendre les meubles corporels ne saurait être appliqué à l'administrateur légal. Mais, d'autre

part, s'il se décide à vendre, il peut y procéder à l'amiable, car les formes prescrites par l'article 452 sont trop exceptionnelles pour pouvoir être étendues de la tutelle à l'administration légale par voie d'analogie. D'ailleurs, la loi de 1910, qui prescrit pour la vente des immeubles ou des meubles incorporels l'observation des formes de la tutelle telles qu'elles sont déterminées par les articles 953 et suivants du Code de procédure et par l'article 3 de la loi du 27 février 1880, ne dit rien en ce qui concerne les meubles corporels, c'est donc bien le cas d'en conclure, *a contrario*, que l'administrateur légal a la faculté de les vendre comme il lui plaît. C'est, d'ailleurs, un principe que l'administrateur légal, comme le tuteur, ne voit sa liberté de gestion restreinte que par une disposition de loi formelle en ce sens. Or, ici, il n'y en a pas à coup sûr. Donc l'administrateur légal est libre de vendre quand bon lui semble et à l'amiable. Et d'ailleurs, cette liberté ne le fait pas échapper à toute responsabilité, car il est toujours tenu en vertu de son obligation d'administrer en bon père de famille. Par conséquent, il pourra être passible de dommages-intérêts envers l'enfant, soit quand il aura conservé des meubles inutiles qui seront détériorés ou qui auront péri, soit quand il les aura vendus trop bon marché. Par suite aussi, le tribunal pourra même, si les circonstances

l'exigent, le destituer pour « cause grave » de son administration.

APPENDICE AU CHAPITRE IV

Opposition d'intérêts entre l'administrateur légal et le mineur

Nous avons ici deux questions distinctes à examiner successivement : quelles sont, d'une part, les hypothèses qui donneront à ce phénomène l'occasion de se manifester et comment, d'autre part, lorsque l'une de ces hypothèses se présentera, les intérêts pécuniaires de l'enfant seront-ils sauvegardés.

I. — HYPOTHÈSES DONNANT LIEU A OPPOSITION D'INTÉRÊTS. — Il peut y avoir opposition d'intérêts entre l'administrateur légal et l'enfant dont il gère les biens dans des cas fort nombreux et très divers. Nous ne prétendons aucunement nous livrer à l'énumération fastidieuse de ces hypothèses; ce serait d'ailleurs chose impossible autant que superflue. Notre intention est d'indiquer quelques exemples d'opposition d'intérêts particulièrement saillants, ce qui nous permettra de montrer en même temps que certains actes importants que le Code civil interdit ou soumet à certaines formalités en matière

de tutelle, doivent pouvoir être passés librement au contraire, par l'administrateur légal, en l'absence de prohibition de la loi nouvelle :

1° Une première hypothèse donnant lieu à opposition d'intérêts entre l'administrateur légal et l'enfant se rencontre en cas de succession *ab intestat* ou testamentaire. Si, par exemple, le mineur avait un frère ou une sœur venant à décéder sans postérité, la fortune de ce collatéral se partagera entre les père et mère et le mineur. De même, si un aïeul a institué son petit-fils légataire universel de sa fortune, comme il ne lui est pas possible de dépouiller complètement le père (ou la mère) administrateur légal des biens de l'enfant, ce parent viendra, en qualité de réservataire, concourir avec le mineur ;

2° On peut imaginer aussi le cas où l'administrateur légal veut prendre à bail un bien appartenant à son enfant. Quand un tuteur veut ainsi louer les biens de son pupille, le conseil de famille doit autoriser le subrogé tuteur à lui en passer bail (art. 450 § 3, C. civ.). Ici, comme il n'y a ni conseil de famille, ni subrogée-tutelle (art. 389 nouv., § 9), ces dispositions restrictives ne sauraient être admises (1). Mais comme il y a opposition d'intérêts entre l'admini-

1. En ce sens, avant la loi nouvelle : Aubry et Rau, t. et n. 43, t. I, § 123. — Demolombe, t. VI, n° 452. — Seligman, *Revue critique*, 1875, p. 688 et suiv.

nistrateur légal et le mineur, ce dernier devra être pourvu d'un représentant spécial qui remplacera en cette hypothèse le subrogé tuteur que notre institution n'admet pas;

3° Supposons encore que l'administrateur légal veuille non plus louer, mais acheter un bien appartenant à son enfant mineur. Ce cas est beaucoup plus grave que le précédent, car le bail n'est qu'un acte d'administration (1), tandis que la vente est un acte de disposition. Aussi l'article 450, § 3 du Code civil interdit-il formellement au tuteur d'acheter les biens de son pupille. Et sous l'empire de l'ancien article 389, certains auteurs (2) rendaient cette disposition de la tutelle applicable à l'administration légale, en prétendant qu'elle n'est qu'une application du droit commun exprimé par l'article 1596, § 3, aux termes duquel les mandataires ne peuvent se rendre adjudicataires des biens qu'ils sont chargés de vendre. Mais on répondait que, dans l'espèce, l'administrateur légal n'était pas chargé de vendre, puisque c'était un représentant spécialement nommé au mineur qui devait passer l'acte au nom de ce

1. Sauf toutefois l'hypothèse d'un *bail emphytéotique* que la loi assimile à un acte d'aliénation (loi du 25 juin 1902, art. 2).

2. En ce sens : Bernard, *Hist. de l'ant. pat.*, p. 199. — Valette, Cours, art. 389, II. — Dalloz, *Rép.*, V° P. Pat., n° 83. — Demolombe, t. VI, n° 440 et 441.

dernier et que par conséquent la disposition de l'article 1596, § 3, qui déroge elle-même au principe plus général posé par l'article 1594 permettant d'acheter à tous ceux auxquels la loi ne l'interdit pas, n'était pas applicable à notre hypothèse. Et par suite, l'article 450, § 3, ne visant que le tuteur n'était pas non plus extensible à l'administration légale (1).

C'est encore, à notre avis, cette dernière solution qui doit être admise aujourd'hui et nous trouvons, dans la loi de 1910, de nouvelles raisons en sa faveur. En effet, d'une part le paragraphe 5 de l'article unique de cette loi (art. 389 nouv., § 4, C. civ.) visant le cas d'opposition d'intérêts, ne distingue pas selon les hypothèses où il pourra légitimement se présenter et le paragraphe 9 (art. 389 nouv., § 8), énumérant les articles de la section VIII du chapitre de la tutelle qui doivent recevoir application en notre matière, ne mentionne pas l'article 450 par lequel débute précisément la section VIII et qui interdit au tuteur d'acheter.

4° Supposons enfin qu'une personne ait contre le pupille une créance et qu'elle veuille la céder. L'administrateur légal peut-il s'en rendre cessionnaire?

1. En ce sens : Laurent, t. IV, n° 316. — Hue, t. III, n° 246. — Aubry et Rau, t. I, § 123, t. et n. 42. — Seligman, *Revue critique*, 1875, p. 688 et suiv. — Bertin, *Chambre du Conseil*, t. I, n° 617.

L'affirmative nous paraît devoir être admise (1). L'article 450, paragraphe 3, qui interdit cet acte de spéculation au tuteur est une exception au droit commun qu'il ne convient donc pas d'étendre par analogie à l'administration légale.

II. — COMMENT LES INTÉRÊTS DE L'ENFANT SERONT-ILS SAUVEGARDÉS. — *Historique.* — Dans le silence de l'article 389 ancien, on admettait bien que dans tous les cas où il y a opposition d'intérêts entre l'administrateur légal et le mineur, il y avait lieu de désigner à l'enfant un représentant spécial qui agirait au mieux des intérêts de ce dernier à la place du père ou de la mère qui ne pouvait le faire dans l'espèce. Mais le désaccord le plus complet régnait et sur la qualification à donner à ce remplaçant de l'administrateur légal et sur le point de savoir par qui il serait nommé.

La première question n'avait pas mis moins de quatre opinions en présence. *Une première doctrine* qui faisait de ce représentant spécial un curateur (2)

1. *Sic*, avant la loi nouvelle, Huc, t. III, n° 246. — Laurent, t. IV, n° 316. — Seligman, *Revue critique*, 1875, p. 688 et suiv. — Bertin, Ch. du Conseil, t. I^{er}, n° 611. — Aubry et Rau, t. I^{er}, § 123, t. et n. 44.

Contra, Demolombe, t. VI, n° 441 bis. — Valette, *Cours*, article 389, II.

2. C'est cette solution qu'ont adoptée le Code civil italien

était tout à fait inadmissible et ne trouvait aucun appui dans nos lois, car le curateur, en droit français à la différence de ce qui avait lieu en droit romain, assiste mais n'agit pas à la place d'un incapable (1). Un *second système* enseigné par Duranton (2), parlait du principe que l'administrateur légal est une sorte de tuteur et, s'appuyant sur la maxime : *Habenti tutorem non datur tutor*, donnait au remplaçant provisoire la qualité de subrogé-tuteur *ad hoc*, ce qui était tout à fait en opposition avec cette idée admise, dès avant 1910, que l'administration légale n'est pas une tutelle et ne comporte conséquemment pas de subrogée-tutelle (arg. *a contrario* art. 420, C. civ.). Aussi ces deux opinions avaient-elles fini par être complètement abandonnées.

Mais restaient alors en présence deux autres doctrines entre lesquelles l'embarras du choix avait paru grand. *La première*, s'appuyant sur ce principe

(art. 224), le Code civil du Venezuela et le Code civil chilien (curateur *ad litem* nommé par le tribunal au fils qui veut plaider contre son père). Au contraire, le Code civil espagnol se contente de la dénomination de défenseur, mais il décide que le juge doit nommer comme tel le parent du mineur à qui appartient éventuellement la tutelle.

1. Sauf toutefois l'hypothèse du curateur au ventre (C. civ., art. 393, § 1^{er}).

2. Duranton, *Cours de droit français suivant le Code Napoléon* (3^e éd., 1834), t. III, p. 407, suivi par Rogron, *Code civil expliqué*, article 389.

exact que l'administration légale n'est pas une tutelle, décidait en conséquence que le représentant à donner à l'enfant en cas d'opposition d'intérêts avec son père (ou sa mère) administrateur légal, était un administrateur *ad hoc* (1). La seconde, au contraire, alléguait que l'administration légale est une faveur faite aux père et mère et qui n'avait donc plus de raison d'être quand un tiers était chargé de représenter l'enfant, comme cela avait lieu dans l'hypothèse, et qu'en conséquence la qualité à attribuer à ce mandataire était bel et bien celle de tuteur *ad hoc* (2) et non par celle d'administrateur *ad hoc*. Et l'intérêt pratique de la discussion était assez considérable (car ce n'était évidemment pas une simple question de mots qui était en jeu), attendu que si l'on optait

1. *Sic* : Beudant, *État et capacité des personnes*, t. II., n° 735. — Huc, t. III., n° 236 (cet auteur n'attache pas d'importance à la qualification du représentant *ad hoc*). — Valette, *Cours*, t. I^{er}., art. 389, III. — Bertin, *Ch. du conseil*, I, n° 612.

2. En ce sens, Zachariæ, t. I., p. 406. — Massé et Vergé sur cet auteur, t. I., p. 406, n. 9. — Du Caurroy, Bonnier et Roustain, t. I., n° 589. — De Fréminville, n° 14. — Bernard, p. 199. — Thiry, t. I., n° 512. — Proudhon, *Traité sur l'état des personnes*, (3^e éd. 1848), t. II., p. 281. — Aubry et Rau, t. I., § 123, t. et n. 7. — Demante et Colmet de Santerre, t. II., n° 137 bis II. — Laurent, t. IV., n° 310. — Demolombe, t. VI., n° 422. — Marcadé, t. II., sur l'article 389, III-149. — Seligman, *Revue critique*, 1875.

C'est cette solution qu'a adoptée le Code portugais (art. 153).

pour la qualité de tuteur *ad hoc*, forceétait d'adjoindre à ce représentant spécial un subrogé-tuteur *ad hoc*, au moins quand il s'agissait de passer un acte qui, en matière de tutelle, eût exigé la présence du subrogé-tuteur, tandis que si l'on se prononçait pour la qualité d'administrateur *ad hoc*, point n'était besoin de désigner de subrogé-tuteur *ad hoc*.

En fait, il faut reconnaître qu'il n'est pas nécessaire qu'un subrogé-tuteur spécial intervienne dans cette hypothèse, car la mère le remplace tout aussi bien que quand en l'absence d'opposition d'intérêts, le père gère les biens de l'enfant en sa qualité d'administrateur légal. Toutefois l'opinion qui admettait la nomination d'un tuteur *ad hoc* trouvait dans les textes du Code civil un appui qui manquait absolument à l'autre. En effet, d'après l'article 318 de ce Code, le mari, qui veut désavouer l'enfant de sa femme, doit intenter son action contre un tuteur *ad hoc* désigné à l'enfant et pourtant comme jusqu'à ce que le mari ait démontré, ou même quelquefois simplement allégué, en justice, sa non-paternité, c'est lui que la loi répute être le père de l'enfant né de sa femme ; cet enfant est présumé par la loi être issu de l'union légitime de deux personnes existant actuellement toutes deux, ce qui met obstacle à la tutelle, la puissance paternelle seule existe et néanmoins la loi décide qu'on nommera à l'enfant un tuteur *ad hoc* ! Il y avait là tout au moins une analogie remar-

quable, car l'article 318 vise bien aussi un cas d'opposition d'intérêts entre le mineur et celui que la loi présume jusqu'à preuve ou même simple dénégation judiciaire contraire, être son père.

Un second argument de texte était encore invocable ; c'était l'article 838 du Code civil qui, sans distinguer entre les mineurs en tutelle et les autres décide que dans un partage de succession s'il y a plusieurs mineurs ayant des intérêts opposés, il doit leur être donné à chacun un tuteur spécial et particulier.

Maintenant, par qui devait être nommé le représentant *ad hoc* devant être désigné à l'enfant ? Était-ce par le tribunal ? Ou par le conseil de famille ? Les deux opinions avaient chacune des partisans en doctrine, comme en jurisprudence. Et ici l'hésitation pouvait être beaucoup plus grande car aucun des systèmes ne trouvait d'appui dans la loi (l'art. 318 ne dit pas par qui doit être nommé le tuteur *ad hoc* ; l'art. 838 garde pareillement le silence sur ce point).

Il semble que la solution de cette question dépendait de la manière dont on résolvait la première ; autrement dit, si l'on optait pour la désignation d'un tuteur *ad hoc*, il paraissait convenir de le faire nommer par le conseil de famille (1) et qu'au contraire

1/V. cependant Laurent (t. IV, n° 310) qui décide que le tuteur *ad hoc* doit être nommé par le tribunal.

si l'on admettait que le représentant spécial devait être un administrateur *ad hoc*, il semblait préférable, la tutelle n'étant pas ouverte même partiellement, de le faire désigner par justice (1).

Pour faire cesser les divergences qui s'étaient produites sur ces deux questions, une intervention du législateur était nécessaire. Le projet Cazot déposé à la Chambre le 26 novembre 1881 ne prévoyait pas le cas d'opposition d'intérêts entre l'administrateur légal et mineur. Au contraire, la proposition Bisseuil, déposée quelques jours après et qui était, on le sait très complète, décidait que le tribunal devrait, lorsque les intérêts de l'administrateur légal et ceux de son enfant seraient en conflit, désigner un administrateur *ad hoc*, sur requête du ministère public. La proposition Lévêque de 1891, destinée à résoudre uniquement la question qui nous occupe en ce moment, décidait de même que le tribunal nommerait un administrateur *ad hoc*, sans qu'il soit nécessaire de lui adjoindre un subrogé-tuteur *ad hoc*, et que cette

1. V. cependant Valette, *Cours*, t. I, art. 389, III, décidant que l'administrateur *ad hoc* doit être désigné par le conseil de famille. *Contra* (administrateur *ad hoc* par le tribunal) Huc, t. III, n° 236.

Les Codes étrangers font généralement désigner le représentant spécial du mineur par justice. Voir Codes civils italien (art. 224), portugais (art. 153), espagnol (art. 165), chilien (R. de la Grasserie, C. civ. chilien).

nomination aurait lieu sur simple requête du père. C'est cette solution des propositions Bisseuil et Lévêque que la proposition Adigard et la loi du 6 avril 1910, qui en est issue, ont adoptée.

Législation actuelle. — En effet, le paragraphe 5 de l'article unique de la loi nouvelle nous dit qu'en cas d'opposition d'intérêts entre l'administrateur et le mineur, il est nommé à ce dernier un administrateur ad hoc par le tribunal statuant sur requête, en Chambre du conseil, le ministère public entendu (art. 389 nouv., § 4).

Ce texte laisse sans les résoudre plusieurs difficultés. Tout d'abord, de qui devra émaner la requête ? La loi nouvelle ne le dit pas, à la différence des propositions Bisseuil et Lévêque, qui se prononçaient catégoriquement sur ce point. Néanmoins, la solution de cette question ne saurait être douteuse. Il ne convient évidemment pas de décider, à l'instar de la proposition Bisseuil que la requête devra provenir du ministère public, puisque celui-ci doit être « entendu », d'après la disposition formelle de notre texte. Il y a donc lieu d'adopter purement et simplement la solution de la proposition Lévêque et de décider en conséquence que ce sera le père, ou, plus largement, l'administrateur légal quel qu'il soit qui devra présenter lui-même la requête. Et c'est là la solution la plus raisonnable, car l'administrateur légal est mieux placé que tout autre parent du mineur

pour savoir quand il y aura nécessité de nommer un administrateur *ad hoc* pour le remplacer. On ne peut nier qu'il n'y ait une certaine analogie entre cette formalité de la nomination par justice d'un administrateur *ad hoc* et celle de l'autorisation également donnée par le tribunal à l'administrateur légal pour faire un acte particulièrement grave. Or, en ce dernier cas, la requête à fin d'autorisation doit être présentée, sans aucun doute, quoique la loi ne nous le dise pas davantage, par l'administrateur légal qui veut passer l'acte. Il doit donc en être de même en cas d'opposition d'intérêts.

En second lieu, le texte de la nouvelle loi ne nous avertit pas, comme le faisait la proposition Levêque qu'il n'y aura pas à nommer en sus de l'administrateur *ad hoc* un subrogé-tuteur *ad hoc*, mais il faut reconnaître que cette disposition eût été utile. En effet, nous avons vu que l'intérêt de la controverse qui avait divisé les auteurs et les décisions de justice quant au point de savoir, dans le silence de l'ancien article 389, quelle qualité il convenait de donner au représentant *ad hoc* de l'enfant, résidait précisément dans la nécessité de l'adjonction à ce mandataire d'un subrogé-tuteur *ad hoc*, si l'on se prononçait pour la qualité de tuteur *ad hoc*, mais non pour celle d'administrateur *ad hoc*. D'ailleurs, cette solution est bonne en fait, attendu que celui des père et

mère qui n'administre pas fait l'office du meilleur des subrogés-tuteurs.

Quels seront enfin les pouvoirs de cet administrateur, ad hoc ainsi nommé pour une opération juridique déterminée ? Quoique la loi nouvelle, à la ressemblance cette fois des propositions Bisseuil et Lévêque, ne s'explique pas sur ce point, nous estimons que cet administrateur *ad hoc* aura, ni plus ni moins, les mêmes pouvoirs que l'administrateur légal, quand à l'acte pour lequel il le remplace. Par conséquent, il pourra bien passer tous les actes que l'administrateur légal à lui-même le droit de faire, soit seul, soit avec l'autorisation du tribunal, mais non ceux qui lui sont interdits et tels qu'une donation des biens du mineur ou un compromis. D'ailleurs, le tribunal ne le nommerait pas pour une hypothèse de cette sorte et en admettant même qu'il l'ait par inadvertance fait, alors l'administrateur *ad hoc* devrait se refuser à passer l'acte que la loi interdit même à l'administrateur légal. Et au cas où, soit par ignorance, soit même par fraude, il aurait accompli l'acte prohibé la nullité de cet acte pourrait être demandée par le mineur qui n'aurait même pas à démontrer qu'il lui cause une lésion, mais toutefois l'acte ne serait qu'annulable et non pas nul de plein droit en sorte que nul autre que le mineur (ou, bien entendu, son représentant) ne pourrait en faire prononcer la nullité par justice et que le mineur pourrait renoncer à son

action en nullité, action qu'il serait également susceptible de perdre par prescription (1).

1. Nous avons toujours supposé que l'opposition d'intérêts existait entre l'administrateur légal et le mineur ; mais que décider en cas d'opposition d'intérêts existant entre plusieurs enfants soumis à la même administration légale ? La nouvelle loi n'a pas songé à réglementer cette hypothèse, pas plus d'ailleurs que les propositions Bisseuil et Levêque. Le Code civil prévoit un conflit de ce genre, en cas de partage d'une succession et décide, sans distinguer selon que les mineurs sont en tutelle ou qu'ils sont soumis, quant à leurs biens, à l'administration légale, qu'il doit être nommé à chaque mineur ayant des intérêts opposés, un tuteur spécial et particulier (art. 838). Mais la loi nouvelle décidant que l'administration légale ne comporte ni conseil de famille, ni tutelle, ni subrogée tutelle et cela sans faire de distinction, nous pensons que l'article 838 ne saurait plus être appliqué en notre matière et que par conséquent il conviendrait d'appliquer la disposition du paragraphe 5 de l'article unique de la loi de 1910 par analogie, c'est-à-dire de nommer un administrateur *ad hoc* à chacun des enfants en opposition d'intérêts, sauf toutefois à un seul d'entre eux qui serait évidemment représenté comme avant par l'administrateur légal. Et s'il y avait conflit d'intérêts à la fois entre l'administrateur légal et les enfants dont il gère les biens en cette qualité. [Ex. : partage de la succession d'un frère (ou d'une sœur) des mineurs, mort sans postérité], dans ce cas, il faudrait nommer un administrateur *ad hoc* à chaque enfant absolument, l'administrateur légal n'en pouvant représenter aucun.

Le Code civil italien qui, à la différence du nôtre, prévoit l'hypothèse d'un conflit d'intérêts survenant entre les enfants soumis à la même administration légale, ou entre eux et l'administrateur légal, décide uniformément qu'il sera nommé un curateur spécial par justice aux enfants (art. 224), et cette solution a été reproduite par le Code du Venezuela (R. de la Grasserie, C. du Venezuela, p. 106).

CHAPITRE V

DÉCHÉANCE DE L'ADMINISTRATION LÉGALE

Historique. — Le Code civil, de même qu'il n'avait pas songé à décider que la puissance paternelle pourrait être retirée dans son ensemble aux père et mère indignes de l'exercer, n'avait pas non plus pensé à permettre de l'enlever partiellement aux parents incapables, voire même infidèles en les dépouillant du droit d'administration légale qu'ils possèdent sur les biens de leurs enfants. Au contraire, ce même Code avait édifié, en matière de tutelle, un système complet d'exclusions, de destitutions et d'incapacités dans ses articles 442 et suivants. On admettait, en général, en parlant de cette idée profondément exacte que les déchéances sont de stricte interprétation et que par suite elles ne sauraient être étendues par voie d'analogie, que les causes d'incapacité, d'exclusion et de destitution de la tutelle ne pouvaient être appliquées, en l'absence d'un texte de loi formel en ce sens, à l'administration

légale (1). Mais tout en admettant ce principe dans l'ensemble, certains auteurs y apportaient aussitôt une exception d'une portée considérable, en étendant à l'administration légale l'article 444 qui déclare déchus de la tutelle ou même destituables s'ils sont en exercice : 1° les gens d'une inconduite notoire ; 2° ceux dont la gestion attesterait l'incapacité ou l'infidélité (2). Et les auteurs qui étaient ainsi partisans de l'extension de l'article 444 à notre matière s'efforçaient de justifier leur doctrine, en disant que

1. En ce sens : Aubry et Rau, t. I^{er}, § 123, t. et n. 11 et 12. — Laurent, t. IV, n° 301. — Huc, t. III, n° 235. — Demolombe, t. VI, n° 430. — Séligman, *Revue critique*, 1875. — Dalloz, *Rép.*, V° *P. Pat.*, n° 80. — Thiry, t. I^{er}, n° 512 (toutefois ce dernier auteur admet que les tribunaux peuvent priver le père de l'administration légale en dehors des causes de la tutelle).

En sens contraire : De Fréminville, n° 17. — Valette, *Cours*, art. 389, III (t. I^{er}). — Demante et Colmet de Santerre, t. II, n° 137 *bis*, III.

2. En ce sens : Zachariæ, p. 407, t. et n. 17. — Massé et Vergé sur cet auteur, p. 407, n. 17. — Chardon, *Traité des trois puissances*, t. II, p. 40, n° 41. — Aubry et Rau, t. et n. 13. — Demolombe, t. VI, n°s 424 à 430 (cet auteur accorde aux tribunaux un pouvoir discrétionnaire). — Marcadé, t. II, sur l'art. 389, V, 151. — Dalloz, *Rép.*, V° *P. Pat.*, n°s 77 et suiv.

Contra : Laurent, t. IV, n° 321.

M. Planiol (t. I^{er}, n° 1722), tout en se refusant à admettre l'extension de l'article 444 à l'administration légale, décidait néanmoins que l'administrateur légal pouvait être destitué pour incapacité ou infidélité en s'appuyant sur l'histoire et sur la loi du 24 juillet 1889 (arg. *a fortiori* de cette dernière loi).

cet article était la sanction nécessaire de l'obligation, imposée, selon eux, à l'administrateur légal comme au tuteur, de gérer en bon père de famille. Mais le raisonnement paraissait assez inexact ; comme l'avait fort bien montré Laurent, celui qui gère mal est responsable, voilà tout, mais de la responsabilité à la destitution, il y a loin (1).

Cette doctrine, sous prétexte de protéger les intérêts des mineurs, faisait donc en réalité la loi. Il faut reconnaître, du reste, que celle-ci était tout à fait défectueuse. Car, à part la possibilité d'enlever au père (ou à la mère) la gestion des biens dont il était usufruitier en même temps qu'administrateur, en cas d'abus de jouissance de sa part (C. civ., art. 618), à part aussi les hypothèses où les parents pouvaient se voir enlever l'administration légale en même temps que les autres attributs de la puissance paternelle, de laquelle ils étaient déchus, soit en vertu des articles 334 et 335 du Code pénal, soit en vertu des lois de beaucoup postérieures du 23 décembre 1874 et surtout du 24 juillet 1889, les père et mère avaient en réalité toute liberté pour gaspiller

1. Aujourd'hui, au contraire, on peut dire, comme nous l'avons fait *suprà*, que l'administrateur légal qui gère mal est destituable, mais c'est précisément parce qu'un texte très compréhensif (le paragraphe 9 de l'article 389 nouveau, établissant la déchéance facultative pour « cause grave ») nous y autorise.

impunément la fortune personnelle de leur enfant que par maladresse ou malhonnêteté ils pouvaient réduire à la misère. Assurément, si l'administrateur légal gérait mal, il était responsable à sa sortie de charge, mais qu'importe s'il était alors insolvable ?

Le projet Cazot, déposé à la Chambre le 26 novembre 1881, décidait que le tribunal pourrait retirer aux père et mère l'administration légale à la demande d'un parent ou du ministère public pour inconduite notoire, incapacité ou infidélité. C'était étendre purement et simplement l'article 454 à l'administration légale, sauf que la déchéance était prononcée par le tribunal et non par le conseil de famille, étranger à notre institution (1). La proposition Bisseuil, déposée elle aussi à la Chambre, le 13 décembre suivant, autorisait le tribunal à retirer au père (ou à la mère) l'administration légale, sur la plainte d'un parent du mineur ou d'office, mais toujours sur la requête du ministère public, pour inconduite notoire, incapacité ou infidélité, absence prolongée, ou manquement grave aux obligations à lui prescrites par la proposition. Et au cas où le père était en même temps investi de la jouissance légale, il pouvait être tenu,

1. Le projet consacrait ainsi l'opinion soutenue auparavant par quelques auteurs : Massé et Vergé sur Zachariæ, t. I^{er}, p. 407, n. 17. — Aubry et Rau, t. I^{er}, § 123, t. et n. 13. — Demolombe, t. VI, n° 425. — Marcadé, t. II, sur l'art. 389, V. 151.

dans les mêmes cas, de fournir caution dans un délai imparti par le tribunal sauf, s'il ne satisfaisait pas à cette obligation, à être déchu judiciairement de son administration et de son usufruit.

Mais le projet Cazot et la proposition Bisseuil ayant tous deux avorté, il fallut attendre la loi du 6 avril 1910 pour voir réglementer spécialement (1) la déchéance de l'administration légale (2).

Nous allons à présent étudier les dispositions de la nouvelle loi en examinant, en deux paragraphes successifs, les causes et les conséquences de la déchéance de l'administration légale.

§ 1. — Causes de déchéance

Classification de ces causes. — La déchéance de l'administration légale peut, d'après la loi de 1910, être absolue ou relative. Les causes de déchéance

1. Nous disons : *spécialement*, parce que dans l'intervalle la loi du 24 juillet 1889 avait établi un système général de *déchéance de la puissance paternelle*, en sorte que, dans les cas où cette loi s'applique, l'administration légale est enlevée avec les autres attributs de la puissance paternelle aux parents déchus.

2. La prévision de l'hypothèse de la déchéance de l'administration légale est due à la commission du Sénat qui, une fois de plus, a heureusement complété la proposition Adigard votée, après modifications, par la Chambre, le 21 décembre 1907.

absolue, sont destinées à priver les père et mère de l'administration légale de tous les biens présents et à venir de l'enfant sans distinction. Elles sont visées par le paragraphe 1^{er} de l'article unique de la loi nouvelle (art. 389 nouv., § 9, C. civ.) qui, à l'exemple de ce qu'avait déjà fait la loi du 24 juillet 1889 sur la déchéance de la puissance paternelle, les distingue en causes de déchéance de droit et en cause facultative de déchéance. La déchéance relative ne s'applique, au contraire, qu'à certains biens déterminés. Elle n'a lieu que dans une hypothèse unique, prévue par le paragraphe 2 de l'article unique de la loi de 1910 (art. 389 nouv., § 1, C. civ.) et que nous connaissons bien : il s'agit, en effet, du cas où un donateur ou un testateur aurait gratifié le mineur de biens plus ou moins importants en insérant dans son acte de libéralité la condition que les père et mère (où l'un d'eux) n'en auraient pas l'administration. Nous n'avons pas à revenir ici sur cette clause dont nous avons fait l'étude détaillée dans le chapitre III ; par suite, il ne nous reste plus qu'à examiner uniquement les causes de déchéance absolue, ce que nous allons faire immédiatement en séparant la déchéance de droit et la déchéance facultative.

I. — DÉCHÉANCE DE DROIT. — La loi nouvelle décide que *l'administration légale cesse de droit d'appartenir à toute personne interdite, pourvue d'un con-*

seil judiciaire, en état d'absence ou déchue de la puissance paternelle (art. 389 nouv., § 9).

Examinons séparément chacune de ces quatre causes, afin d'apprécier exactement la mesure dans laquelle la loi innove sur ce point.

1° *Interdiction*. — Quand une personne est interdite judiciairement ou légalement, on admet que l'exercice de la puissance paternelle dont cette personne était investie avant son interdiction, passe à celui des père et mère de l'enfant qui n'est pas interdit et non pas au tuteur du parent interdit, et l'administration légale, simple conséquence de la puissance paternelle, subit le même sort (1). Donc pas d'innovation sur ce point. Cependant on admettait que si l'administrateur légal était en même temps usufruitier, la jouissance légale continuait à lui appartenir, l'administration des biens passait dans ce cas au tuteur de l'interdit (2), ce qui est désormais impos-

1. En ce sens, Aubry et Rau, t. I, § 87, n. 5. — Demolombe, t. VI, n° 450 (Cet auteur laisse toutefois un pouvoir discrétionnaire aux tribunaux). — Huc, t. III, n° 235. — Séligman, *Revue critique*, 1875. — Laurent, t. IV, n° 296. — Valette, *Cours*, t. I, art. 389, IV. — Thiry, t. I, n° 512, et implicitement aussi Massé et Vergé sur Zachariæ, t. I, p. 407, n. 16 et p. 408, n. 18.

Contra : Demante et Colmet de Santerre, admettant (t. II, n° 138 bis) qu'en cas d'interdiction de l'un des père et mère, il doit être nommé un tuteur à l'enfant.

2. En ce sens, Valette, *op. et loc. cit.* — Demolombe, *op. et loc. cit.* — Séligman, *Revue critique*, 1875, p. 688 et s.

sible, la loi nouvelle ne faisant point de distinction selon que l'administrateur légal est ou n'est pas en même temps investi de l'usufruit légal. L'administration légale passera, verrons-nous à l'autre époux (ou ex-époux) qui devra verser l'excédent des revenus au tuteur du père (ou de la mère) interdit.

2° *Dation de conseil judiciaire.* — Ici, la loi nouvelle innove complètement. On admettait auparavant, en effet, que l'individu pourvu d'un conseil judiciaire conservait l'administration légale comme les autres attributs de la puissance paternelle (1). En vertu de la loi nouvelle au contraire, le père (ou la mère) pourvu d'un conseil judiciaire perdra l'administration légale, tout en pouvant conserver les autres attributs de la puissance paternelle ; ce qui est tout à fait raisonnable, car ce parent, malgré sa prodigalité ou sa faiblesse d'esprit, peut avoir une conduite excellente et, au cas contraire, on a la ressource de le faire déchoir de la puissance paternelle, en vertu de la loi du 24 juillet 1889.

3° *État d'absence.* — Le Code civil dit, dans son article 141, que quand le père a disparu, laissant des enfants mineurs issus d'un commun mariage, la mère doit exercer tous les droits du mari quant à l'admi-

1. V. cependant en sens contraire Massé et Vergé sur Zachariæ, t. I, p. 407, n. 16. Mais voyez dans le sens du texte, Huc, t. III, n° 235.

nistration des biens des enfants. La mère prend donc l'exercice de l'administration légale et il est évident que dans l'hypothèse inverse, c'est-à-dire si c'était elle qui avait disparu, le père conserverait cet attribut de la puissance paternelle comme les autres. Mais on admettait avant la loi du 6 avril 1910 que cela n'avait lieu que pendant la durée de la présomption d'absence, mais qu'une fois l'absence déclarée, et après l'envoi en possession provisoire, la tutelle s'ouvrait quant à la gestion des biens de l'enfant (1). Toutefois deux autres opinions s'étaient produites. L'une distinguait suivant que l'époux présent optait pour la continuation de la communauté ou pour sa dissolution, et elle décidait que, dans le premier cas, à l'exclusion du second ainsi que de ceux où les époux étaient soumis à un régime autre que la communauté, l'administration légale continuerait (2). L'autre système dissident, professé par Laurent, soutenait que l'article 141 du Code civil, comme d'ailleurs tous ceux du chapitre IV du titre de l'Absence, régissait la période de l'absence déclarée

1. En ce sens, Massé et Vergé sur Zachariæ, t. I, p. 162, n. 1. — Aubry et Rau, § 160. — Du Caurroy, Bonnier et Roustain, t. I, n° 227. — Demolombe, t. II, nos 334 et s. — Valette, *Cours*, t. I, art. 389, IV. — Hue, t. I, n° 459.

2. En ce sens, Marcadé, t. I (8^e éd., 1884), sur l'art. 141, n° 507. Cet auteur admet même qu'il peut y avoir quelquefois administration légale et tutelle en même temps (V, n° 508).

aussi bien que celle durant laquelle l'absence n'était que simplement présumée, attendu que la loi ne fait pas de distinction (1).

C'est cette dernière solution qu'a adoptée la nouvelle loi qui, elle non plus, ne distingue pas. Ainsi donc, même après la déclaration d'absence et l'envoi en possession provisoire, l'administration légale subsiste au profit de celui des père et mère qui est présent, tant que celui-ci vivra sans être lui-même déchu de cet attribut de la puissance paternelle, sur les biens des enfants mineurs et non émancipés.

Assurément, cette solution est rigoureusement logique. En effet, étant donné que la puissance paternelle subsiste malgré l'absence de l'un des père et mère et tant que l'autre existe d'une façon certaine, il devait en être de même de l'administration légale qui n'en est qu'un corollaire. Mais cette solution n'est pas raisonnable. Car puisque l'élément qui, dans notre droit du moins, sert de base à l'administration légale (à savoir, la garantie procurée par la double affection des père et mère vivant tous deux à côté de l'enfant), manque ici, on ne comprend véritablement pas pourquoi la déclaration d'absence n'ouvre pas la tutelle quant à l'administration des biens du mineur tout comme le décès de l'un des père et mère.

1. Laurent, t. II, nos 219 et 220.

4^o *Déchéance de la puissance paternelle.* — La déchéance de la puissance paternelle entraînant *ipso facto* la déchéance de l'administration légale, son corollaire, il semble que la disposition de la loi nouvelle, déclarant déchu de plein droit de l'administration légale le père (ou la mère) déchu de la puissance paternelle, était absolument inutile, comme faisant en réalité double emploi avec la déclaration déjà faite formellement en ce sens par la loi du 24 juillet 1889. Cependant, comme en vertu de la loi du 5 avril 1898, la déchéance de la puissance paternelle peut, dans trois cas (blessures et mauvais traitements; abandon; remise de l'enfant à des saltimbanques), n'être que partielle, c'est-à-dire ne s'appliquer qu'au droit de garde, alors on pouvait et l'on devait même en conclure légitimement que l'administration légale resterait au père (ou à la mère) ainsi déchu uniquement du droit de garde et non des autres attributs de la puissance paternelle. Mais désormais, en présence du texte de la loi du 6 avril 1910 qui ne distingue pas selon que la déchéance de la puissance paternelle est absolue (L. 24 juillet 1889) ou simplement relative (L. 5 avril 1898), la seule privation du droit de garde opérée conformément à la loi et dans les cas prévus par elle, entraînera de plein droit la déchéance de l'administration légale. C'est à ce seul point de vue, selon nous, que cette disposition de la loi nouvelle est véritablement utile.

Observation commune aux quatre causes de déchéance de droit. — Ces causes de déchéance opèrent leur effet par la seule force de la loi et sans que la justice ait à intervenir; de là l'expression *déchéance de droit* ou *déchéance de plein droit*, employée par la loi elle-même. Au contraire, la déchéance facultative nécessite l'intervention du tribunal muni de son pouvoir souverain d'appréciation, ainsi que nous allons le voir dès maintenant.

II. — DÉCHÉANCE FACULTATIVE. — D'après la loi du 6 avril 1910 (§ 10, art. 389 nouv., § 9, C. civ.), et c'est là que git son innovation capitale en cette matière, *l'administration légale peut être retirée, POUR CAUSE GRAVE, par le tribunal, à la requête de celui des père et mère qui n'en est pas investi, d'un parent ou allié de l'enfant ou du ministère public* (1).

1. La loi nouvelle, en introduisant ainsi cette cause de déchéance facultative d'une très grande portée d'application, n'a fait qu'imiter non seulement la proposition Bisseuil, mais encore plusieurs législations étrangères qui contiennent des dispositions analogues : Codes civils allemand (art. 1667, 1668 et 1670), italien (art. 233), portugais (art. 141), chilien (R. de la Grasserie, *Code civil chilien*, V^o P. Pat). Le Code du Venezuela décide aussi que si le père administre mal, le tribunal pourra nommer un curateur sans l'assistance duquel il ne pourra pas agir et même s'il le faut ce curateur sera chargé d'administrer lui-même (R. de la Grasserie, *C. civ. du Venezuela*, p. 106 et s.). De plus le Code allemand et le Code italien permettent explicitement au tribunal de prendre

C'est là évidemment une formule très compréhensive, que les tribunaux auront sans aucun doute à appliquer très fréquemment. On peut ainsi considérer comme « cause grave », tout manquement d'une certaine importance de l'administrateur légal aux obligations que la loi lui prescrit ; tel serait notamment, ainsi que M. Legrand l'a déclaré dans son rapport au Sénat, le 5 novembre 1908, l'oubli prolongé de l'obligation d'emploi et de conversion. Il y aurait encore lieu de considérer comme « causes graves » de déchéance de l'administration légale, au sens de la loi nouvelle, certains cas qui eussent été de nature à entraîner la déchéance de plein droit, ce que pourtant la loi, par une lacune évidente, n'a pas permis ; il en sera ainsi principalement dans l'hypothèse d'une séparation de biens prononcée contre le mari administrateur légal ; car si cet époux a été reconnu incapable de gérer convenablement la fortune de sa femme, il y a tout lieu de prévoir qu'il n'administrera pas mieux celle de ses enfants mineurs. De même un jugement déclaratif de faillite ou de liquidation judiciaire prononcé contre l'admi-

certaines mesures moins graves avant de prononcer la déchéance, ce qui peut paraître excellent, car il est des hypothèses où le mineur non émancipé mériterait d'être protégé et pourrait fort bien l'être par un procédé moins radical que celui de la déchéance de l'administration légale, qui ne se justifierait d'ailleurs pas dans l'espèce.

nistrateur légal commerçant pourrait fort bien, croyons-nous, être considéré comme une « cause grave » motivant suffisamment la déchéance de l'administration légale (1).

§ 2. — *Conséquences de la déchéance
de l'administration légale*

Que la déchéance soit absolue ou relative à certains biens seulement et que, dans le premier cas, elle ait lieu de plein droit ou qu'au contraire elle ait fait l'objet d'une décision de justice, les conséquences en sont toujours les mêmes. D'une part l'administrateur déchu est mis dans l'impossibilité légale de gérer les biens dont l'administration lui a été retirée. Mais d'autre part, il est nécessaire qu'une autre personne le remplace dans l'administration dont il a été privé. Quelle sera cette personne et en quelle qualité agira-t-elle ? Pour le savoir, il y a lieu de distinguer deux cas, suivant qu'un des père et mère seulement est déchu ou qu'au contraire ils le sont tous deux.

1. D'après l'article 1647 du Code civil allemand, l'administration légale prend fin de plein droit par le jugement déclaratif de faillite passé en force de chose jugée. Cet article ajoute qu'après la clôture de la faillite, le tribunal de tutelle peut rendre au père (ou à la mère, en vertu de l'art. 1686) son droit d'administration légale.

PREMIER CAS. — *Un seul des père et mère est déchu.* — Dans ce cas, l'autre devient de droit administrateur légal à sa place. Et si c'est le père qui a été déchu (cas de beaucoup le plus fréquent), la mère devient de plein droit administratrice en ses lieu et place avec les mêmes pouvoirs que lui et sans avoir besoin d'autorisation maritale (art. 389 nouv., § 2, C. civ.). Puisqu'elle a les mêmes pouvoirs que son mari, elle n'aura à solliciter l'autorisation du tribunal que dans les cas où son conjoint lui-même y serait astreint. Cette observation, d'ailleurs, n'a d'intérêt que quand les père et mère ne sont ni divorcés, ni séparés de corps, car autrement il est bien évident que la mère n'est plus soumise à la nécessité de l'autorisation de justice en dehors des cas prévus par la nouvelle loi, puisque la puissance maritale a pris fin.

DEUXIÈME CAS. — *Les père et mère sont tous deux déchus.* — *Principe.* — Si le père et la mère, tous deux vivants, sont déchus l'un et l'autre de l'administration légale, il y aura lieu en principe à la nomination par le tribunal d'un *administrateur ad hoc* pour représenter l'enfant et gérer son patrimoine (art. 389 nouv., § 4, C. civ.).

La loi nouvelle adopte sur ce point la solution qui avait été donnée par le projet Cazot, en 1881. La proposition Bisseuil de la même époque décidait, au contraire, que lorsque les père et mère seraient tous

deux déchus de l'administration légale, le tribunal devrait désigner un tuteur pour gérer les biens de l'enfant et elle prenait même la peine d'ajouter qu'après quoi il devrait être procédé conformément aux règles prescrites en matière de tutelle par les articles 406 et suivants du Code civil, et par la loi du 26 février 1880. Pourquoi n'avoir pas adopté cette dernière solution ? Pour un motif erroné. La commission du Sénat, en effet (à qui nous devons toute la partie de la loi nouvelle concernant l'administration légale), n'a pas voulu déroger en cette matière au Code civil, nous déclare M. Legrand dans son rapport ; « la tutelle, en effet, ajoute-t-il, ne s'applique pas aux biens seulement et il ne paraît ni possible, ni justifié que la privation de l'administration légale, motivée par des causes multiples et de nature et gravité diverses, ait pour conséquence forcée de déposséder les père et mère des autres droits et obligations qui leur appartiennent et leur incombent ». Il y a dans ce raisonnement une méprise ! Évidemment, la tutelle ne s'applique pas aux biens seulement ; à la différence de ce qui se passait en droit romain, le tuteur du droit français peut être à la fois chargé et de l'administration des biens et du gouvernement de la personne de l'enfant (C. civ., art. 450).

Mais il n'en est pas nécessairement ainsi ; il peut arriver qu'il y ait coexistence de la puissance pater-

nelle et de la tutelle et ceci a même lieu très fréquemment. Ce phénomène se produit au décès de l'un des père et mère du mineur. Alors, le survivant des époux (ou des ex-époux) est investi de tous les attributs de la puissance paternelle relatifs à la personne de l'enfant et même la jouissance légale des biens de ce dernier subsiste à son profit. Seule, l'administration légale disparaît pour laisser place à la tutelle. Ainsi donc la puissance paternelle subsiste en ce qui concerne la personne de l'enfant, tandis que la tutelle est le régime applicable uniquement à la gestion de son patrimoine. Et il en sera ainsi tant que le survivant des père et mère de l'enfant mineur et non émancipé existera (à moins qu'il ne soit déchu de la puissance paternelle en vertu de la loi de 1889). Par suite, on conçoit fort bien que la déchéance de l'administration légale seule, au moins quand elle s'applique à la fois au père et à la mère, donne ouverture à une tutelle destinée uniquement à la remplacer, tandis que les autres attributs de la puissance paternelle n'ayant pas fait l'objet d'une déchéance les concernant, subsistent au profit des parents. Il n'est donc pas exact de prétendre, comme l'a fait M. Legrand, que la privation de l'administration légale ait pour conséquence forcée de déposséder les père et mère des autres droits et obligations qui leur appartiennent et leur incombent. Ceci n'a lieu qu'en cas de déchéance totale de la puissance paternelle,

en vertu de la loi de 1889 et non pas en cas de privation pure et simple de l'administration légale.

La loi nouvelle a assimilé le cas où les père et mère, tous deux existants, sont déchus l'un et l'autre de l'administration légale, au cas où il y a seulement opposition d'intérêts entre l'administrateur légal et le mineur. Il y a pourtant là deux situations fort différentes : dans un cas, l'administration légale existe toujours, dans l'autre, au contraire, elle a absolument disparu. Il ne convenait donc pas de leur appliquer les mêmes règles : si en cas d'opposition d'intérêts on peut se contenter d'un administrateur *ad hoc*, en cas de déchéance des père et mère de l'administration légale au contraire il y avait lieu, puisque l'existence de l'administration légale ne se justifie pas dans l'espèce, d'ouvrir la tutelle avec toutes ses garanties.

En cas de déchéance des père et mère de la puissance paternelle, la tutelle s'applique à la personne et aux biens de l'enfant; pourquoi, en cas de déchéance des parents de l'administration légale seule, ne deviendrait-elle pas le régime applicable à la fortune du mineur? C'est ce que l'on ne voit pas nettement. Quoi qu'il en soit de cette inexactitude de solution, la disposition de la loi nouvelle a laissé sans les résoudre les mêmes questions qu'en cas d'opposition d'intérêts entre l'administrateur légal et le mineur.

Et tout d'abord, le tribunal statue sur requête, mais de qui doit émaner cette requête ? Ici, on ne saurait évidemment donner la même solution que dans l'hypothèse d'une opposition d'intérêts, et charger l'un des père et mère déchus de présenter à l'exclusion de tout autre la requête au tribunal ! D'un autre côté, ce ne peut être non plus le ministère public, puisque la loi nous dit qu'il doit être simplement « entendu ». Seul, un parent ou allié de l'enfant (y compris les père et mère déchus) pourrait, semble-t-il, présenter la requête au tribunal.

Maintenant cet administrateur *ad hoc*, ainsi désigné par le tribunal, n'étant ni un tuteur, ni un administrateur légal, ne sera pas soumis d'une part aux dispositions du Code civil et de la loi de 1880 relatives à la tutelle, et d'autre part les règles de la loi du 6 avril 1910 ne le concernent pas directement, car elles ne visent textuellement que l'administrateur légal (V. § 5 de l'art. 389 nouv. C. civ.). Mais comme la loi assimile notre administrateur *ad hoc* à celui que le tribunal doit nommer à l'enfant en cas d'opposition d'intérêts avec son père (ou sa mère) administrateur légal et que nous avons décidé qu'il y avait lieu d'attribuer à ce représentant spécial de l'enfant les mêmes pouvoirs qu'à l'administrateur légal, nous donnerons ici encore la même solution (1).

1. Et ce qui justifie notre opinion, c'est qu'au cours de la

L'administrateur *ad hoc* désigné en cas de déchéance des parents de l'administration légale aura, ni plus ni moins, les mêmes pouvoirs que ces derniers avant leur déchéance et sera soumis aux mêmes obligations absolument.

Et nous en tirerons notamment cette conséquence qu'il n'y aura pas lieu de nommer à côté de cet administrateur un subrogé-tuteur.

Exception. — Par exception au principe ci-dessus énoncé, il n'y aura pas lieu à la désignation par le tribunal d'un administrateur *ad hoc*, en cas de déchéance de la puissance paternelle atteignant le père et la mère, en vertu de la loi de 1889. Dans cette hypothèse, en effet, la loi nouvelle maintient formellement l'application des dispositions de la loi du 24 juillet 1889 ; autrement dit la tutelle devient le régime applicable à l'administration des biens de l'enfant comme au gouvernement de sa personne (art. 389 nouv., § 4, C. civ.)

APPENDICE : *Comment les tiers seront-ils avertis de la déchéance de l'administration légale ?* — La loi nouvelle ne prescrit aucune mesure de publicité

délibération de la Chambre des députés, qui précéda le vote définitif de la nouvelle loi (séance du 1^{er} avril 1910), on discuta longuement la question de savoir quels seraient les pouvoirs du tiers désigné par un donateur ou un testateur pour administrer les biens donnés ou légués à la condition qu'ils

pour avertir les tiers que les père et mère (où l'un d'eux) sont déchus de l'administration légale. Dans certains cas de déchéance de droit, tels que l'interdiction ou la dation d'un conseil judiciaire, les tiers seront avertis indirectement par la publicité donnée aux jugements d'interdiction ou de dation de conseil judiciaire en vertu de l'article 501^{er} du Code civil, complété par la loi du 16 mars 1893. Mais dans les autres cas de déchéance, il n'y a pas cette ressource.

Lors de la délibération de la Chambre qui précéda le vote final de la nouvelle loi (séance du 1^{er} avril 1910), M. Raoul Péret avait fait observer la lacune de la loi et avait demandé qu'on appliquât au jugement prononçant la déchéance de l'administration légale, la publicité de l'article 501 du Code civil, complété par la loi de 1893, ce qui d'ailleurs n'eût pas été suffisant, car la déchéance n'est pas toujours prononcée par le tribunal. Mais d'accord avec M. Chaigne, il consentit à ce que l'amendement qu'il avait proposé de concert avec lui en ce sens, fût disjoint, afin que la loi pût être votée le jour même par la Chambre.

ne seraient pas soumis à l'administration légale des père et mère, tandis qu'au contraire on ne se demanda nullement quelles seraient les règles applicables à la gestion de l'administrateur *ad hoc* désigné par justice que l'on paraissait assimiler par là même à l'administrateur légal.

Il est fort souhaitable que cette lacune regrettable soit incessamment comblée (1).

1. Nous venons de constater que l'administrateur légal pouvait dans certains cas, être privé malgré lui de la gestion des biens de l'enfant. Inversement, lui serait-il loisible de se faire affranchir lui-même de cette fonction par le tribunal? Autrement dit, l'administration légale comporte-t-elle, à l'instar de la tutelle, certaines causes d'excuse? Dans le silence de l'ancien article 389, on admettait généralement que les causes d'excuse de la tutelle (art. 427 et suiv. C. civ.) ne pouvaient être étendues à l'administration légale (En ce sens, Aubry et Rau, t. I^{er} § 123, n^o 16; Laurent, t. IV, n^o 301; Huc, t. III, n^o 235. Voir néanmoins en sens contraire, Valette sur Proudhon, t. II, p. 283, n. a, obs. IV; Demante et Colmet de Santerre, t. II, n^o 137 bis-III). Toutefois Demolombe (suivi, avec une nuance par Seligman, *Revue critique*, 1875), tout en adoptant cette manière de voir, autorisait les magistrats à dispenser le père (ou la mère) de l'administration légale « si, en fait, ils reconnaissaient que cette administration était devenue pour lui une charge très difficile et très pénible à remplir, comme si, par exemple, le père était atteint d'une infirmité grave et dûment justifiée ». (t. VI, n^o 430). Mais Laurent (*loc. cit.*) avait réfuté vigoureusement cette opinion arbitraire. Aujourd'hui, il ne saurait être douteux que l'administration légale n'est susceptible, à la différence de la tutelle, d'aucune excuse, attendu que la loi du 6 avril 1910 permet bien au tribunal de la retirer sur la demande d'un autre que celui qui l'exerce, mais non pas à la requête de l'administrateur légal lui-même ce qui pourtant est essentiel pour qu'il y ait excuse. La loi nouvelle eût pu, semble-t-il, adopter la solution donnée par le projet Cazot qui permettait à l'administrateur légal de se faire décharger de sa gestion par le tribunal « en cas d'infirmités graves » ou plutôt la décision plus générale de la proposition Bisseuil, en vertu de laquelle l'administrateur légal pouvait sur sa demande « et pour des motifs graves » être

affranchi de son administration. Toutefois cela n'était pas indispensable, croyons-nous, car lorsque l'administrateur légal éprouvera dans sa gestion assez de difficulté pour mériter d'en être déchargé, le tribunal aura, en vertu de la nouvelle loi (art. 389 nouv., § 9), la faculté de lui retirer ses pouvoirs, « pour cause grave », à la requête de celui des père et mère qui ne gère pas, d'un parent ou allié de l'enfant, ou même du ministère public averti officieusement par l'administrateur incapable de gérer plus longtemps.

CHAPITRE VI

CESSATION DE L'ADMINISTRATION LÉGALE

Nous examinerons, dans deux paragraphes successifs, d'une part quelles sont les causes qui mettent fin à l'administration légale et d'autre part quelles conséquences résultent de la cessation de cette administration.

§ 1^{er}. — *Causes mettant fin à l'administration légale.* — *Classification de ces causes.* — L'administration légale peut prendre fin de deux manières fort différentes. Tantôt elle cesse réellement pour laisser place soit à la gestion de l'administrateur *ad hoc*, soit à la tutelle ou à la curatelle, soit à la gestion libre du mineur devenu majeur ou à celle de ses héritiers. Tantôt au contraire, l'administration légale subsiste, c'est seulement la personne de l'administrateur légal qui change. C'est donc par abus de langage et uniquement afin de classer ensemble toutes les hypothèses entraînant mêmes conséquences que nous rangeons ces derniers cas parmi les causes mettant fin à l'administration légale.

1^o CAUSES DE CESSATION DE L'ADMINISTRATION LÉGALES PROPREMENT DITES. — L'administration légale prend réellement fin par six causes. La première fait naître à la place de l'administration légale la gestion d'un administrateur *ad hoc*, qui n'en diffère que de nom. Elle se produit en cas de déchéance du père et de la mère de l'administration légale seule, soit de plein droit, soit par décision de justice pour cause grave. Deux autres causes tout en faisant cesser l'administration légale, lui substituent la tutelle (1); ce sont, d'une part, la mort de l'un des père et mère (C. civ., art. 390) et d'autre part la déchéance de la puissance paternelle, en vertu de la loi du 24 juillet 1889, atteignant à la fois le père et la mère (2). La quatrième cause a pour résultat le remplacement de l'administration légale par la curatelle : c'est l'émancipation du mineur (3). Une cin-

1. Inversement, il y a au moins une hypothèse où la tutelle prend fin pour laisser place à l'administration légale : c'est celle de l'enfant naturel légitimé par le mariage subséquent de ses père et mère, si l'on suppose que cet enfant avait des biens avant le mariage de ses parents.

2. Dans cette hypothèse, l'administration légale pourra renaître, en cas de réintégration des père et mère (ou même seulement de l'un d'eux) dans leurs droits sur la personne et les biens de l'enfant.

3. Sauf, en ce cas encore, à l'administration légale à ressusciter s'il y a lieu, en cas de révocation de l'émancipation (C. civ., art. 485).

quième cause permet à l'enfant de gérer lui-même ses biens, comme la précédente, mais librement et sans avoir à subir les entraves de la curatelle : c'est l'arrivée de la majorité fixée par notre droit actuel à vingt et un ans. — Enfin la sixième et dernière cause de la cessation de l'administration légale est la mort du mineur qui donne ouverture à sa succession testamentaire ou *ab intestat*.

II. — CAUSES ENTRAÎNANT SIMPLE CHANGEMENT D'ADMINISTRATEUR LÉGAL. — Dans ces hypothèses l'administration légale subsiste, mais la personne qui l'exerçait change. Ce phénomène se produit dans trois circonstances distinctes :

1° *En cas de déchéance absolue de l'administration légale ne frappant que celui des père et mère qui l'exerçait.* — Alors, l'autre devient de plein droit administrateur légal à sa place.

2° *En cas de divorce ou de séparation de corps.* — L'administration légale peut alors passer de l'un des parents à l'autre et cela peut même se produire plusieurs fois, ainsi que nous l'avons vu (ch. II).

3° *En cas de délégation judiciaire de la puissance paternelle.* — L'administration légale peut, ici encore, passer à un tiers et même revenir aux parents qui n'en ont abdiqué que le simple exercice.

§ 2. — *Conséquence de la cessation
de l'administration légale*

Énumération. — Que l'administration légale prenne fin d'une manière absolue ou que ce soit seulement la personne de l'administrateur légal qui change, les conséquences en sont toujours les mêmes au point de vue des obligations de l'administrateur sortant de charge. Celui-ci est, en effet, astreint à deux obligations. D'une part, il doit restituer les biens qu'il était chargé de gérer, soit à la personne chargée de le remplacer dans sa fonction de représentant de l'enfant, en qualité d'administrateur légal ou *ad hoc*, ou de tuteur, soit à l'enfant lui-même, s'il est devenu majeur ou s'il est émancipé, soit enfin à ses héritiers s'il est mort. En outre, l'administrateur légal doit rendre compte de sa gestion lorsqu'elle finit. Cette seconde obligation mérite seule quelques développements qui vont faire l'objet exclusif de ce paragraphe.

Du compte d'administration légale

I. — HISTORIQUE. — Le Code civil déclarait formellement l'administrateur légal comptable quant à la propriété et aux revenus des biens de l'enfant, desquels il n'avait pas la jouissance et quant à

la propriété seulement de ceux dont il avait l'usufruit (art. 389, anc. § 2). Mais il ne s'expliquait pas davantage sur les règles concernant le compte de l'administrateur légal.

Malgré cette lacune, on s'accordait à appliquer les dispositions ayant trait au compte de tutelle (art. 469 et s., C. civ.) en tant seulement qu'elles paraissaient conformes au droit commun. Et, en conséquence, on admettait que les articles 472, 474 et 475, qui contiennent des règles exceptionnelles relativement aux traités sur les comptes de tutelle, au cours des intérêts des reliquats de ces comptes et enfin à la durée de la prescription des actions les concernant, ne devaient pas être étendus par analogie de la tutelle à l'administration légale (1).

II. — RÈGLES POSÉES PAR LA LOI DU 6 AVRIL 1910.
— Mais la nouvelle loi en a décidé autrement. Après avoir reproduit, en effet, dans le paragraphe 11 de

1. En ce sens, Aubry et Rau, t. 1^{er}, § 123, t. et n. 48 à 52. — Demante et Colmet de Santerre, t. 2, n° 137 *bis*, III. — Laurent, t. IV, n°s 318 et 319. — Huc, t. III, n° 251 [Cet auteur rend en outre inapplicable le paragraphe 1^{er} de l'article 471 (avance des frais) et le paragraphe 2 de l'article 474 (arg. article 2001)]. — Demolombe, t. VI, n°s 453 à 458. — Seligman, *Revue critique*, 1875. — Thiry, t. 1^{er}, n°s 512 et 517. — Bertin, Ch. du Conseil, t. 1^{er}, n° 611 (non-application de l'art. 472). — Dalloz, *Rép.*, V° P. Pat., n° 81. — *Suppl.*, eod V°, n° 93. — Planiol, t. 1^{er}, n° 1723.

son article unique, le principe posé par l'ancien article 389, § 2, et déclarant l'administrateur légal comptable, elle ajoute dans son paragraphe 12 : « Les articles 469, 471, 472, 473, 474 et 475 du Code civil sont applicables au compte qu'il a à rendre. » Par conséquent, tous les articles concernant le compte à rendre par le tuteur et qui sont insérés dans le chapitre consacré à la tutelle par le Code civil (1), doivent s'appliquer désormais au compte de l'administrateur légal (art. 389 nouv., § 11, C. civ.).

Application de ces règles. — Il résulte tout d'abord de l'extension admise par la loi nouvelle que tout administrateur légal est comptable de sa gestion quand elle finit (art. 469 et art. 389, § 11 combinés). Par suite, ce n'est pas seulement lorsque l'administration légale prend fin réellement et définitivement qu'il y a lieu à reddition de compte, mais aussi en cas de simple changement d'administrateur. Il y a même lieu d'ajouter que dans ce dernier cas, il y aura toujours lieu à reddition de compte, tandis qu'il n'en sera pas ainsi dans le premier. Car, si l'administration légale prend fin pour laisser place à la tutelle et que ce soit la même personne qui soit successivement investie de l'une et l'autre fonctions, il

1. Ce qui ne revient pas à dire, allons-nous voir, « tous les articles relatifs au compte de tutelle » (Cf. article 907 et art. 572 et s., C. Proc. civ.).

n'y aura pas lieu, provisoirement du moins, à reddition de compte.

Ce compte d'administration légale doit nécessairement être rendu par une personne à une autre et d'une certaine manière. Avant donc de l'étudier en lui-même, il convient de savoir à qui, par qui et suivant quelles formes il est rendu. Après quoi, il conviendra d'étudier l'application de l'article 472 aux traités relatifs au compte d'administration légale et enfin la prescription spéciale établie par l'article 475 déclaré, par la nouvelle loi, applicable en matière d'administration légale comme tutelle. D'où six questions à examiner successivement :

1° *A qui sera rendu le compte.* — Le compte d'administration légale sera rendu, suivant les cas, soit au mineur en personne, soit à ses héritiers, soit à son représentant. Il sera rendu au mineur lui-même en cas de majorité ou d'émancipation de ce dernier, mettant fin à l'administration légale. Le mineur devenu majeur le recevra valablement seul; au contraire, le mineur émancipé devra être assisté de son curateur (analogie, art. 480). Si ce mineur est mort, le compte d'administration légale sera rendu à ses héritiers. Enfin, il sera rendu à son tuteur, à son administrateur *ad hoc* ou même à son nouvel administrateur légal, en un mot à son représentant, lorsque l'administration légale prendra fin pour donner lieu à la gestion, soit d'un tuteur autre toutefois

que l'administrateur légal lui-même, soit d'un administrateur *ad hoc*, ou lorsque au contraire l'administration légale ne fera que passer à une autre personne.

2° *Par qui sera rendu le compte.* — Le compte devra être rendu soit par l'administrateur légal lui-même, soit par ses héritiers ou par ses envoyés en possession provisoire, s'il est mort ou en état d'absence déclarée, soit enfin par son tuteur, s'il est interdit judiciairement ou légalement.

3° *Comment le compte sera rendu.* — Le point de savoir selon quelles formes le compte sera rendu est tranché par l'article 473 du Code civil, étendu par la loi nouvelle à l'administration légale. Cet article nous déclare que si le compte donne lieu à des contestations, elles seront poursuivies et jugées comme les autres contestations en matière civile. Il y a lieu de remarquer ici une différence entre le compte de tutelle et le compte à rendre par l'administrateur légal, différence qui n'a peut-être pas été voulue par le législateur de 1910, mais qui paraît s'imposer. En effet, l'article 473 du Code civil, qui renvoie à la procédure ordinaire, a été corrigé, ainsi qu'on l'a fait observer (1) par le Code de procédure civile qui, dans ses articles 527 et suivants, prescrit certaines formes spéciales selon lesquelles les comptes doivent être

1. Planiol, t. I, n° 1971.

rendus. Mais comme le paragraphe 12 de l'article unique de la loi du 6 avril 1910 renvoie formellement à l'article 473 du Code civil et non aux articles 527 et suivants du Code de procédure, il y a lieu, à notre sens, d'en conclure que ces derniers articles ne sont pas applicables en notre matière.

D'ailleurs, en l'absence de désaccord entre le rendant compte et l'oyant compte, point n'est besoin de recourir à la justice, car ce n'est qu'en cas de contestations que la loi prescrit de s'adresser au tribunal. Et le compte rendu à l'amiable peut être fait par devant notaire ou sous seings privés.

4° *Le compte envisagé en lui-même.* — Le compte d'administration légale est un état des recettes et des dépenses faites par l'administrateur légal pendant sa gestion. On devra allouer à l'administrateur légal « toutes les dépenses suffisamment justifiées et dont l'objet sera utile ». (art. 471, § 2 et nouv. art. 389, § 11 combinés). Ainsi pour qu'une dépense puisse figurer dans le compte, elle doit remplir deux conditions. D'une part, elle doit être suffisamment justifiée, ce qui ne signifie nullement qu'il soit nécessaire qu'un écrit ait été dressé. Le projet du Code décidait qu'une justification « par pièces » était indispensable pour qu'une dépense puisse être admise. Mais le Conseil d'État a supprimé cette exigence. Ainsi donc, l'administrateur légal, même au-dessus de 150 francs, est dispensé de produire une preuve par

écrit ; il pourra, comme le tuteur, prouver la dépense qu'il a faite par tous les moyens et souvent même on sera obligé de s'en rapporter à son affirmation. En second lieu, il faut encore, pour que la dépense puisse entrer dans le compte, qu'elle ait un objet utile (1). L'utilité s'apprécie en se plaçant au moment où la dépense a été faite, peu importe qu'elle ait disparu au jour où le compte est rendu. Par exemple, si l'administrateur légal a fait faire une réparation urgente à un bâtiment qui depuis a été incendié, il n'en sera pas moins remboursé. Il n'y a là que l'application pure et simple du droit commun.

Dans le chapitre des dépenses, il y aura lieu de faire figurer notamment les frais du compte que l'administrateur, comme le tuteur, doit avancer mais qu'il n'a pas plus que lui à supporter définitivement du moins quand ce n'est point par sa faute que son administration prend fin (art. 471, § 1^{er} *in fine* et art. 389 § 11 combinés).

Dans le chapitre des recettes, devra figurer toute somme que l'administrateur légal a effectivement reçue pour l'enfant, ou qu'il lui doit lui-même pourvu

1. Plus sévère que le nôtre, le Code civil allemand (art. 1648) ne permet à l'administrateur légal de demander le remboursement que des dépenses « que d'après les circonstances, il devait considérer comme nécessaires ». Et encore faut-il, ajoute ce même Code, que ces dépenses ne soient pas à sa charge, ce qui est évident.

toutefois que, dans ce dernier cas, sa dette fût échue durant son administration et ceci par application de la règle : *A semetipso exigere debuit*. Au contraire, les créances à recouvrer formeront un chapitre spécial, à moins toutefois que le défaut de recouvrement ne soit dû à la négligence de l'administrateur, auquel cas la créance devrait faire partie du chapitre des recettes, comme si le débiteur en avait effectivement payé le montant à l'administrateur légal.

Quant aux sommes perçues par l'administrateur légal et représentant non pas des capitaux, mais des revenus, elles devront quelquefois être portées en recette. Mais il y a ici une distinction à faire, attendu que la nouvelle loi, conservant la règle posée à cet égard par l'ancien article 389, déclare que l'administrateur légal est comptable quant à la propriété et aux revenus des biens dont il n'a pas la jouissance et quant à la propriété seulement de ceux des biens dont la loi lui accorde l'usufruit (art. 389 nouv., § 10). Par suite, l'administrateur légal ne devra faire figurer dans son compte, en ce qui concerne les sommes représentant des revenus que celles de ces sommes, auxquelles ni lui, ni son conjoint (ou ex-conjoint) n'avaient droit en qualité d'usufruitiers. Dans le cas contraire l'excédent des revenus sur les dépenses ne devrait pas se trouver.

La comparaison des recettes et des dépenses peut aboutir à l'un des trois résultats suivants :

PREMIER CAS. — *Les recettes sont balancées par les dépenses.* — En ce cas, tout est terminé entre l'administrateur légal et l'enfant.

DEUXIÈME CAS. — *Les recettes excèdent les dépenses.* — Dans cette hypothèse, l'administrateur légal sera débiteur d'un reliquat envers l'enfant. Et il en devra désormais, comme un tuteur, l'intérêt de plein droit à partir de la clôture du compte (art. 474, § 1^{er} et art. 389, § 11 combinés). Il y a là une dérogation au droit commun qui exige une mise en demeure pour faire courir les dommages-intérêts moratoires (art. 1153, C. civ.). Cette dérogation s'explique par cette idée que le législateur n'a pas voulu que le respect dû à l'administrateur qui est pour ainsi dire toujours le père ou la mère du mineur (ou de l'ex-mineur) empêchât celui-ci de sauvegarder ses intérêts. Cette raison a plus de force ici qu'en matière de tutelle, attendu que le tuteur est beaucoup plus fréquemment que l'administrateur légal, un étranger. La loi nouvelle a donc été logique en étendant l'application de l'article 474, § 1^{er} à l'administration légale.

C'est ici le lieu de signaler une différence de la plus haute importance existant entre la tutelle et l'administration légale. L'article 2121 du Code civil accorde en effet aux personnes en tutelle une hypothèque légale sur tous les biens présents et à venir de leur tuteur

pour garantir le paiement de leur créance éventuelle contre ce dernier et résultant du reliquat du compte de tutelle qui se trouverait être à leur profit. Mais comme l'hypothèque légale ne peut résulter que d'un texte formel de loi (art. 2115 et 2117, C. civ.) et que l'article 2121 ne l'accorde aux mineurs que sur les biens du tuteur, on s'accordait avant la loi du 6 avril 1910 à ne pas étendre ce texte de la tutelle à l'administration légale (1). Et quoique la loi nouvelle ne se

1. Il y a eu, dans les premières années qui suivirent la promulgation du Code civil, quelques hésitations et certains auteurs et arrêts décidèrent que les biens de l'administrateur légal devaient, comme ceux du tuteur, être grevés d'une hypothèque légale au profit des enfants mineurs soumis à l'administration légale. Voir notamment Persil, *Régime hypothécaire*, art. 2121, n° 12 (édit. de 1809), qui accorde une hypothèque légale aux enfants soumis à l'administration légale à partir du jour où ils commencent à avoir des propriétés, et aussi un arrêt de la Cour de Toulouse, en date du 23 décembre 1818. Mais, dès 1821, la Cour de cassation décidait le contraire, et la presque unanimité des auteurs s'est rangée à cette manière de voir sans hésiter. Voir par exemple, Merlin, *Répertoire de jurisprudence* V° P. Pat., t. XXVI, n° 17. — Du Caurroy, Bonnier et Roustain, t. I^{er}, n° 589. — De Fréminville, n° 18. — Bernard, *Hist. de l'aut. pat.*, p. 199. — Aubry et Rau, t. I^{er} § 123, t. et n. 10. — Demante et Colmet de Santerre, t. II, n° 137 bis, I. — Laurent, t. IV, n° 309. — Demolombe, t. VI, n° 420. — Seligman, *Revue critique*, 1875, p. 688 et suiv. — Marcadé, t. II, sur l'art. 389, I, 147. — Valette, *Cours*, t. I^{er}, art. 389, I ; sur Proudhon, t. II, p. 281, n. a. obs. I. — Bertin, *Chambre du Conseil*,

soit pas expliquée sur cette question (1), il n'est pas douteux qu'il y a lieu de continuer à admettre que l'enfant n'a pas d'hypothèque légale sur les biens de son administrateur légal (2).

TROISIÈME CAS. — *Les dépenses excèdent les recettes.* — Ici encore il existe un reliquat ; mais qui est passif et non plus actif, c'est-à-dire qu'il est dû à l'administrateur légal par l'enfant. Mais ce dernier n'en devra les intérêts qu'à partir de la sommation à lui adressée par l'administrateur légal, car la raison indiquée précédemment ne saurait s'appliquer ici. Depuis la loi du 7 avril 1900 (modifiant l'art. 1153, C. civ.), cette règle de l'article 474, § 2, du Code civil, n'est qu'une application pure et simple du droit commun exprimé par le nouvel article 1153 (§ 3), ce qui permettait de l'appliquer en notre matière depuis cette époque et malgré le silence de l'article 389 ancien. La loi du 6 avril 1910 renvoyant

t. 1^{er}, n^{os} 610 et 611. — Thiry, t. 1^{er}, n^o 512. — Planiol, t. 1^{er}, n^o 1711, t. II, n^o 2834.

1. Cependant comme elle déclare dans le paragraphe 9 de son article unique que l'administration légale » ne comporte pas de tutelle » (c'est « tuteur » qu'elle a voulu dire) nous sommes parfaitement autorisés à en conclure qu'elle ne comporte pas d'hypothèque légale.

2. En Allemagne, l'hypothèque légale ne grève pas davantage les biens de l'administrateur légal. Il en est de même en Italie, en Belgique et en Roumanie. Mais en Espagne il en est autrement.

à l'article 474 entier, la question ne saurait désormais être controversée.

5° Application de l'article 472 du Code civil aux traités relatifs au compte d'administration légale.

— Un administrateur légal peu scrupuleux pourrait, tout aussi bien qu'un tuteur déloyal, profiter de la hâte qu'a l'enfant dont il gère les biens, de prendre en main l'administration de son patrimoine, une fois devenu majeur, pour lui faire consentir frauduleusement certains actes préjudiciables. Et il pourrait s'y prendre de deux manières fort différentes : soit qu'il propose à l'ex-mineur de lui restituer immédiatement ses biens moyennant une libéralité que ce dernier lui ferait ; soit qu'il consente à mettre l'enfant à la tête de sa fortune à la condition que celui-ci le dispensera de rendre compte de sa gestion ou le déclarera quitte envers lui.

Le Code civil avait remédié à ces deux sortes de fraudes par les dispositions des articles 472 et 907 qui étaient uniquement applicables à la tutelle, mais il n'avait pas songé à protéger le mineur devenu majeur contre les embûches de son administrateur légal. La loi nouvelle a réparé, du moins en partie, cette omission en soumettant les divers traités concernant le compte d'administration légale à l'application de l'article 472 (1). En vertu de cet article,

1. Au contraire, l'article 907, qui interdit au mineur

désormais invocable en matière d'administration légale aussi bien qu'en cas de tutelle, tout traité qui pourra intervenir entre l'administrateur légal et le mineur devenu majeur sera nul, s'il n'a été précédé de la reddition d'un compte détaillé et de la remise des pièces justificatives; le tout constaté par un récépissé de l'oyant compte, dix jours au moins avant le traité. Cette règle nécessite quelques explications.

D'abord, quoique l'article 472 vise « tout traité » pouvant intervenir entre l'administrateur et l'ex-mineur sans distinction, il y a lieu de considérer qu'il ne s'applique en réalité qu'aux divers traités ayant trait au compte d'administration. En effet, d'une part, la portée de cet article est déterminée par les motifs qui le justifient. Ensuite, l'article 472 est placé dans la section IX (livre I, titre X, chap. II, C. civ.) relative aux comptes de la tutelle (ou de l'administration légale depuis 1910), par conséquent il ne saurait viser autre chose que ce que la section prévoit. Enfin, l'article 2045, § 2 du Code civil, prévoyant un traité particulier, la transaction, décide formellement que le tuteur (ou l'administrateur légal

devenu majeur de disposer à titre gratuit au profit de son ex-tuteur si le compte de la tutelle n'a pas encore été rendu et apuré et qui, d'ailleurs, ne s'applique pas aux ascendants de l'enfant qui pourraient avoir été ses tuteurs, s'applique encore moins à l'administration légale.

aujourd'hui) ne peut transiger avec le mineur devenu majeur sur le compte de tutelle (ou d'administration légale) que conformément à l'article 472; d'où nous concluons légitimement que l'administrateur légal n'est, pas plus que le tuteur, astreint à se conformer à l'article 472, quand il veut transiger avec l'ex-mineur sur autre chose que le compte d'administration. Et ce qui est vrai pour la transaction doit l'être aussi pour les autres traités analogues, aucune bonne raison ne nous permettant de distinguer entre ceux-ci et celle-là.

Maintenant, tout traité, même relatif au compte d'administration légale, ne sera pas obligatoirement soumis aux prescriptions de l'article 472; car le texte ne vise que les traités conclus entre le tuteur (ou l'administrateur légal) et le mineur devenu majeur. Or, le texte, étant exceptionnel, doit être interprété restrictivement. Par conséquent, les traités passés avec le mineur simplement émancipé, mais assisté de son curateur, ou avec ses héritiers, s'il est mort, échappent aux dispositions de l'article 472. D'ailleurs, l'esprit de la loi est d'accord avec son texte pour exiger une interprétation restrictive. Car, le seul individu qui ait besoin d'être protégé contre ces sortes de traités, c'est uniquement le mineur d'hier qui, ayant à peine franchi le seuil de la majorité, voudrait immédiatement et à tout prix être en possession de ses biens. Au contraire, le

mineur simplement émancipé n'a pas besoin de la protection spéciale de l'article 472 attendu que, dans la conclusion des divers traités auxquels cet article s'applique, il y aura lieu de faire intervenir les formalités de la curatelle qui, pour ces actes graves, seront identiquement les mêmes que celles de la tutelle. De même, les héritiers du mineur décédé ne sauraient, eux non plus, nécessiter la mesure de précaution de l'article 472.

Après avoir ainsi délimité d'une façon précise et exacte le champ d'application de l'article 472, voyons quelles conditions il exige pour la validité des traités dont il s'occupe. Ces conditions sont au nombre de trois :

a) Il faut d'abord que le traité ait été précédé de la reddition par l'administrateur légal d'un compte détaillé, c'est-à-dire indiquant les recettes et les dépenses, article par article, ainsi que de la remise des pièces justificatives (inventaires, quittances, etc.);

b) La reddition du compte détaillé et la remise des pièces justificatives, à l'enfant devenu majeur, doivent être constatées par un récépissé de ce dernier;

c) Il doit s'écouler dix jours entre le moment où le récépissé a été donné et celui où le traité a eu lieu.

La non-réalisation d'une ou de plusieurs de ces conditions entraînerait, ainsi que nous le dit la loi,

la nullité du traité. Mais cette nullité n'étant que relative et non pas absolue, ne pourra être demandée que par l'ex-mineur que la loi a voulu protéger et qui devra s'adresser au tribunal afin que cette annulation soit prononcée. De plus, la nullité pourra être couverte par la confirmation de l'ex-mineur, confirmation qui, pour être valable, devra avoir lieu à un moment où le traité lui-même pourrait être fait sans possibilité d'annulation. Enfin, l'action en nullité sera prescrite par dix ans à compter de la date du traité.

6° *Prescription relative au compte d'administration légale.* — En vertu de l'article 475 rendu applicable, par la loi du 6 avril 1910, à l'administration légale, toute action du mineur contre son administrateur légal, relativement aux faits de l'administration légale, se prescrit par dix ans à compter de la majorité. Il y a là une dérogation au droit commun, d'après lequel la prescription est trentenaire (art. 2262, C. civ.). Aussi, notre disposition doit-elle, aussi bien en matière d'administration légale que de tutelle, être interprétée restrictivement. Tout d'abord, la prescription décennale ne sera pas applicable aux actions de l'administrateur légal contre le mineur et concernant sa gestion. Ensuite, elle ne sera même pas applicable à toutes les actions du mineur devenu majeur contre l'administrateur légal et relatives au fait de son administration. En effet,

l'article 475, étant comme l'article 472 précédemment étudié, placé dans la section IX intitulée : « Des comptes de la tutelle (ou de l'administration légale) », ne vise que les actions relatives à la reddition du compte. Telle sera notamment l'action en reddition de compte ou encore l'action en responsabilité pour mauvaise gestion. Au contraire, les actions étrangères à la reddition du compte ne se prescriront que par trente ans. Il en sera ainsi, par exemple, de l'action en paiement du reliquat actif.

La loi nous dit que l'action se prescrit à compter de la majorité. Il convient d'ajouter : ou à partir de la mort du mineur, sauf toutefois quand ses héritiers seront mineurs eux-mêmes (enfants naturels légalement reconnus, frères et sœurs mineurs). Mais la prescription ne courra pas à compter de l'émancipation de l'enfant soumis à l'administration légale, étant donné que, de par l'article 2252 du Code civil, la prescription est suspendue pendant la minorité du créancier. Pour la même raison, elle ne courra pas en cas de changement d'administrateur légal ou de remplacement de l'administration légale par la gestion d'un administrateur *ad hoc* ou par la tutelle.

CHAPITRE VII

PROCÉDURE UNIFORMÉMENT APPLICABLE EN MATIÈRE D'ADMINISTRATION LÉGALE

La loi du 6 avril 1910, imitant à cet égard la proposition Bisseuil déposée à la Chambre le 13 décembre 1881, a réglementé d'une façon générale, dans le paragraphe 5 de son article unique, la procédure à suivre dans les divers cas où il y a lieu de s'adresser à la justice pendant le cours de l'administration légale.

La proposition Adigard, embryon de notre loi actuelle, gardait absolument le silence sur cette question. Au contraire, la commission de la Chambre des députés, à qui cette proposition fut renvoyée, estima qu'il convenait de la compléter à ce point de vue ; aussi proposa-t-elle d'y faire insérer un dernier paragraphe disant que le tribunal serait toujours saisi conformément aux articles 885 et 886 du Code de procédure civile, c'est-à-dire que, comme le disait M. Viollette dans son premier rapport à la Chambre, le 5 décembre 1907, « un jugement sur requête appa-

raissait comme la solution tout indiquée », afin de ne pas, « sous prétexte de protéger le mineur, le ruiner en frais de procédure ». La commission du Sénat, à laquelle fut renvoyée la proposition, aussitôt qu'elle fut votée par la Chambre, le 21 décembre 1907, crut préférable, au point de vue de la clarté et de la précision, de supprimer ce renvoi au Code de procédure et de déterminer directement la procédure à suivre. Et de là vient la disposition suivante que la nouvelle loi nous permet de formuler :

En toute hypothèse, le jugement du tribunal civil est rendu sur requête, en Chambre du Conseil, le ministère public entendu.

Et il n'y a même pas à faire d'exception pour les cas de demande en déchéance de l'administration légale, à la différence de ce que décidait la proposition Bisseuil qui, dans cette hypothèse, admettait la procédure du jugement sur citation.

La procédure prescrite par la loi nouvelle s'applique dans les trois cas suivants :

1° Quand l'administrateur légal veut se faire autoriser par le tribunal à passer un acte exigeant en matière de tutelle la formalité de l'homologation de la délibération du conseil de famille (art. 389 nouv, § 4 et 6 combinés) ;

2° Quand il y a lieu de nommer un administrateur *ad hoc* soit en cas d'opposition d'intérêts, soit en cas

de déchéance des père et mère de l'administration légale seule (art. 389 nouv., § 4);

3^o En cas de demande en déchéance de l'administration légale pour cause grave (art. 389 nouv., § 10) (1).

1. Dans toutes ces hypothèses, en l'absence de texte de loi contraire, c'est évidemment le tribunal de droit commun, c'est-à-dire le tribunal civil d'arrondissement qui est compétent *ratione materiæ*. Mais *ratione personæ*, quel est le tribunal d'arrondissement compétent? Dans le silence de la loi, il semble qu'il y ait lieu de répondre que ce sera, dans tous les cas, le tribunal du domicile de l'administrateur. En effet, de deux choses l'une: ou bien c'est l'administrateur lui-même qui s'adresse à la justice, soit pour faire nommer un administrateur *ad hoc* à son enfant, soit pour se faire autoriser par le tribunal à passer un acte important. Alors rien de plus naturel que de faire accomplir cet acte de juridiction gracieuse par le tribunal du domicile de l'administrateur légal. Ou bien au contraire, c'est une personne autre que l'administrateur légal qui demande au tribunal d'enlever à ce dernier l'administration des biens de l'enfant ou de nommer à ce dernier un administrateur *ad hoc* à la place de l'administrateur légal déchu. Alors c'est bien le cas d'appliquer la règle: *Actor sequitur forum rei*.

Vu : Le Président de la thèse,
AMBROISE COLIN

Vu : Le Doyen,
CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris
L. LIARD

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	5
CHAPITRE PREMIER. — Nature juridique de l'administra- tion légale.....	39
CHAPITRE II. — Qui exerce l'administration légale....	49
CHAPITRE III. — A quels biens s'applique l'adminis- tration légale.....	63
CHAPITRE IV. — Fonctionnement de l'administration légale.....	83
CHAPITRE V. — Déchéance de l'administration légale..	165
CHAPITRE VI. — Cessation de l'administration légale..	189
CHAPITRE VII. — Procédure uniformément applicable en matière d'administration légale....	209
